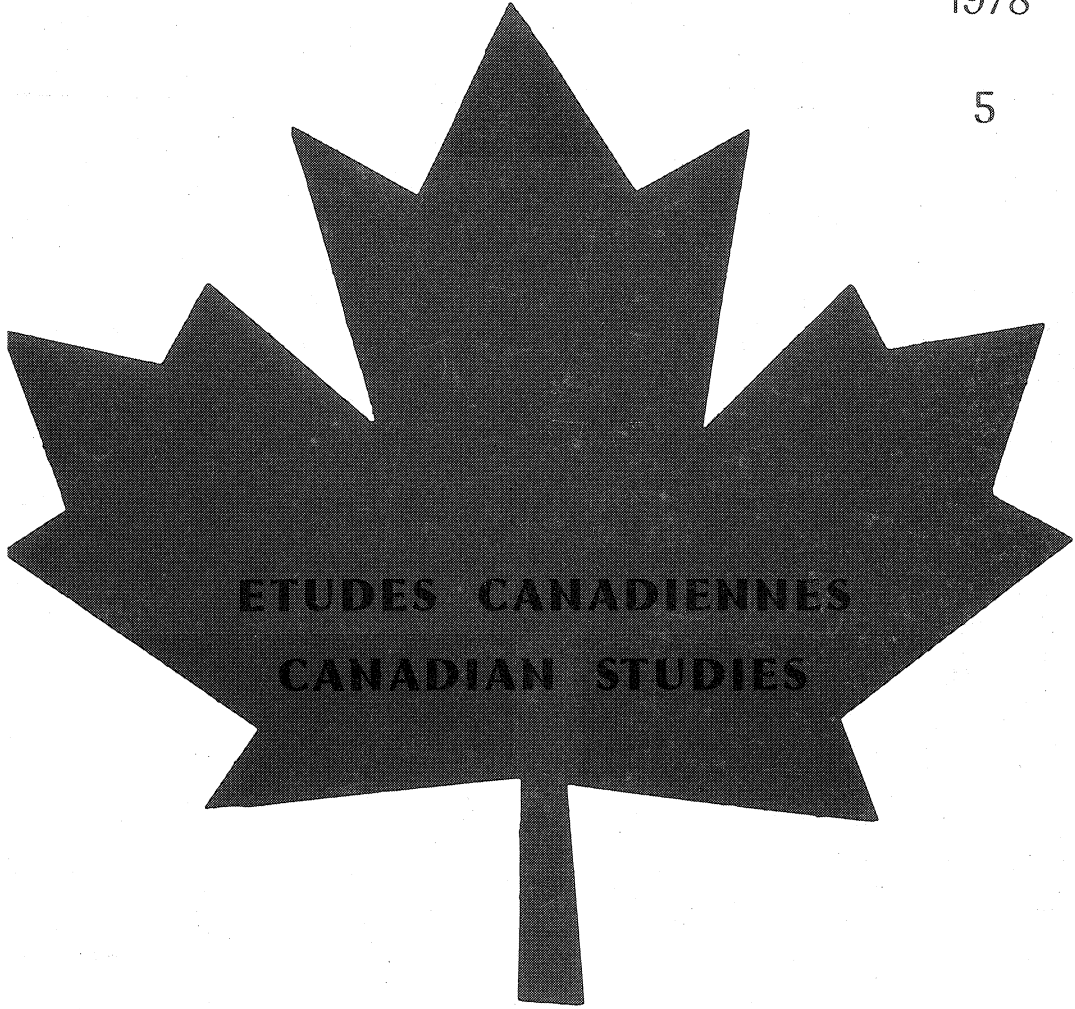


**Association Française des Études Canadiennes
(A. F. E. C.)**

1978

5



**ETUDES CANADIENNES
CANADIAN STUDIES**

**REVUE INTERDISCIPLINAIRE DES ÉTUDES
CANADIENNES EN FRANCE**

ASSOCIATION FRANÇAISE D'ÉTUDES CANADIENNES

MAISON DES SCIENCES DE L'HOMME D'AQUITAINE

Domaine Universitaire 33405 TALENCE – France

L'ASSOCIATION FRANÇAISE D'ÉTUDES CANADIENNES s'est constituée à Paris, le 13 mai 1976. Elle a pour but la promotion des études canadiennes en France. Elle est ouverte à toute personne, physique ou morale, qui désire œuvrer dans ce sens, quelle que soit sa profession ou sa nationalité. Toute demande d'adhésion doit être présentée par un membre actif, et agréée par le conseil d'administration.

L'Association française d'études canadiennes est pluridisciplinaire, et elle organise des colloques pluridisciplinaires, Bordeaux 16-19 mars 76; géographie, Paris 14 décembre 76; histoire, Paris 18 janvier 77 ; littérature, Paris 9-10 décembre 77. Colloque juridique Bordeaux 25-26 nov.78.

COMPOSITION DU BUREAU

Président : Pierre GEORGE (Université de Paris I, géographie)

Vice-Présidents : Auguste VIATTE (Université de Zurich, littérature)
Jean-Claude BUCHOT (Université de Grenoble III, sciences sociales).

Secrétaire : Pierre GUILLAUME (I.E.P. de Bordeaux, histoire contemporaine).

Trésorier : Jean-Michel LACROIX, (Université de Bordeaux III, anglais)

Publications : Régis DURAND (Université de Lille III, américain).

La cotisation 78 à l'AFEC. (Canada \$ 14.00, U.K. L.8.00, France 60 francs) comprend le service gratuit d'**ÉTUDES CANADIENNES** (1978, N^{OS} 4 et 5). La cotisation 79 correspond aux N^{OS} 6 et 7 à paraître en 1979 (juin et décembre).

Comme toute association à buts non lucratifs, l'AFEC accepte les cotisations de soutien, de montant libre, et accueille ainsi des membres d'honneur.

Les cotisations sont à faire parvenir :

à Jean-Michel LACROIX, 6 rue Jean Racine, 33170 GRADIGNAN
(sous forme de chèque postal ou bancaire).

AVANT-PROPOS

Les trois premières communications publiées dans cette livraison ont été faites par la partie canadienne du colloque "Idéologie et Vie politique" organisé en octobre 1977 à York University, Toronto.

Les autres articles représentent la contribution de nos membres. Nous les remercions vivement d'avoir répondu à notre appel et nous le renouvelons à tous ceux qui souhaitent participer au développement de notre revue : leurs articles, leurs comptes rendus, les nouvelles de leurs activités qu'ils nous enverront pour publication seront le meilleur témoignage de la vie de l'A.F.E.C.

Nous sommes heureux de vous annoncer que conformément à la décision prise par l'assemblée générale de l'AFEC du 19 mai 1978 et grâce à une subvention du Ministère canadien des Affaires Extérieures, il nous est désormais possible de doter l'Association d'un secrétariat à mi-temps (12 heures hebdomadaires).

Nous avons retenu la candidature de Madame Christine TURGEON qui a une maîtrise d'histoire et dont le mari, M. Laurier TURGEON, est l'un des étudiants canadiens inscrits à l'Université de Bordeaux en vue de l'obtention d'un D.E.A. en histoire canadienne. Madame TURGEON assure diverses tâches administratives, reçoit toute personne intéressée par nos activités et recueille l'information susceptible d'être communiquée aux adhérents.

La constitution de ce secrétariat devrait développer de façon très utile les liens entre chacun d'entre nous et élargir notre audience à l'extérieur de l'Association.

Diverses démarches entreprises auprès de l'Université de Bordeaux nous ont permis de trouver un bureau, un téléphone et une partie du matériel nécessaire.

Madame TURGEON assure une permanence au siège social de l'AFEC, le mercredi et le jeudi de 9 h. à 12 h.

Maison des Sciences de l'Homme d'Aquitaine
Domaine universitaire
33405 TALENCE, France
Tél. (56) 80.84.43.

Nous venons de publier un premier annuaire provisoire des membres de l'AFEC mais il est encore temps de nous faire parvenir les renseignements que vous souhaitez voir figurer à votre nom si vous ne l'avez déjà fait.

Nous ferons aussi paraître un *Bulletin d'information de l'AFEC*, à raison de cinq numéros par an. Toute personne désireuse de nous communiquer des informations ayant trait aux études canadiennes est priée de nous les faire parvenir pour parution dans le *Bulletin*.

| Date limite de réception des informations | | pour | Parution |
|--|----|------------------|-----------------|
| 15 novembre | 78 | N ^o 1 | 1er décembre 78 |
| 15 février | 79 | N ^o 2 | 1er mars 79 |
| 15 avril | 79 | N ^o 3 | 1er mai 79 |
| 15 juin | 79 | N ^o 4 | 1er juillet 79 |
| 15 septembre | 79 | N ^o 5 | 1er octobre 79 |

Toute demande de renseignements concernant l'AFEC doit être adressée au siège social de l'AFEC.

Nous espérons que ces nouvelles vous seront agréables et que la communication entre les membres de l'AFEC "circulera" mieux tout en étayant les efforts de notre revue.

P. SPRIET

J.M. LACROIX

LE CANADA ET LE QUÉBEC : LA PART DU NATIONALISME (1)

Par Léon DION

Professeur à l'Université Laval

Plus que jamais, au Québec, la parole aujourd'hui est à la politique. Et c'est le Parti Québécois qui est à l'origine de cet état de choses. Le Parti Québécois, en effet, n'est pas seulement un parti et un gouvernement ; il incarne et prolonge un puissant mouvement social. Il représente la version jusqu'ici la plus achevée du nationalisme traditionnel en ce qu'il procure pleinement à ce dernier sa dimension politique. Jamais dans l'histoire du Québec, politique et nationalisme ne furent aussi étroitement associés. Or, au Québec, la plupart des idées-forces convergent vers ce nationalisme traditionnel. Il résulte de l'intime fusion de la politique et de ce nationalisme une énergie quasi inépuisable et virtuellement explosive que le Parti Québécois, par suite de l'assoupissement des autres formations politiques, peut pour l'instant exploiter presque à son gré.

Dans une intéressante thèse, Kenneth McRoberts a mis en doute l'importance de l'autonomisme provincial dans les élections provinciales avant 1960. La méthode choisie, fondée sur l'examen des réponses aux questions posées à l'occasion de sondages, n'a malheureusement pas permis à l'auteur de répondre de façon catégorique à la question posée. C'est mon hypothèse que depuis l'élection provinciale de 1962 aucun parti politique n'a pu prendre et conserver le pouvoir au Québec s'il n'a pas adopté une position favorable au nationalisme et s'il n'est pas parvenu à concrétiser cette position dans des mesures politiques concrètes. Le Parti Libéral du Québec qui, ces dernières années, n'a pratiqué qu'un autonomisme de façade à l'égard du gouvernement fédéral, s'est pourtant présenté aux élections de 1973 avec le slogan de la souveraineté culturelle et à celles de 1976 en réclamant un mandat clair pour négocier en position de force la révision constitutionnelle qu'apparemment le Premier Ministre Trudeau voulait entreprendre. La montée rapide du Parti Québécois et son accession au pouvoir représentent des signes évidents de l'importance croissante du nationalisme au Québec. C'est là une force avec laquelle tous les partis politiques provinciaux devront plus que jamais compter dans les prochaines années.

Le fait que le Parti Québécois paraît devoir réussir à s'appropriier la presque totalité de l'héritage du nationalisme québécois et qu'il réoriente ce dernier conformément à ses objectifs fondamentaux constitue un phénomène majeur de notre temps. Cette situation crée pour les autres partis politiques un dilemme complexe. Ou ces

partis évacuent entièrement le nationalisme et laissent toute la place au Parti Québécois en s'organisant sur d'autres fronts pour le combattre, ou ils s'efforcent de conserver pour eux-mêmes une part de nationalisme qu'il s'agirait de redéfinir en fonction de la nouvelle situation créée par le fait que le Parti Québécois occupe le pouvoir. La position de l'Union Nationale, héritière de la tradition autonomiste de Maurice Duplessis et de la pensée nationaliste de Daniel Johnson, est très particulière à cet égard. Le Parti Libéral du Québec, quant à lui, est bien près d'évacuer le nationalisme. Tout va dépendre du chef que ce parti va se donner dans les prochaines semaines. Si ce dernier entend poursuivre une orientation politique autonome par rapport au gouvernement fédéral, le Parti Libéral du Québec renouera tout naturellement avec un nationalisme semblable à celui du début des années 60. Sinon, il risque d'avoir à concéder pour plusieurs années au Parti Québécois une position hégémonique ou encore de se voir supplanter par une nouvelle formation politique.

Si la valorisation en cours du nationalisme sous l'impact du Parti Québécois impose à tous les partis politiques la tâche de se réorienter en profondeur, elle influence également la perception des grands enjeux politiques au Québec et elle colore notamment de plusieurs manières le débat constitutionnel. L'examen des propositions concernant la révision constitutionnelle laisse souvent l'impression que l'on estime que celle-ci va automatiquement découler d'un accord sur les grands principes et d'une analyse rigoureuse de tous les faits. On est notamment surpris de voir que plusieurs discutent des modalités et des procédures de la négociation constitutionnelle de même que de la substance de la constitution à venir à partir des règles et du contenu de l'Acte de l'Amérique du Nord Britannique. Considérant la façon dont le présent débat constitutionnel s'est engagé, il devrait pourtant être évident que toute révision de la constitution actuelle ou que toute nouvelle constitution sera d'abord et avant tout un acte politique et que ce dernier résultera du rapport des forces politiques en présence. J'estime notamment qu'on oublie trop facilement le poids dans les débats en cours et à venir des considérations partisans même à court terme de même que, surtout sous l'impulsion du gouvernement du Parti Québécois, de celle des courants majeurs du nationalisme. C'est à ces questions que je vais maintenant tenter de répondre.

I – LE NATIONALISME ET LES PARTIS POLITIQUES QUEBECOIS

Les meilleurs analystes de la vie politique se sont montrés surpris de la victoire du Parti Québécois en novembre 1976. Cette réaction, après coup, étonne car on se rend maintenant compte que cette victoire était prévisible.

Depuis l'élection de 1973, le Parti Québécois, de tous les partis d'opposition, était le seul dynamique et crédible. Le Parti Libéral du Québec n'avait cessé de lui fournir, comme à plaisir, des armes contre lui-même. Les redressements requis pour empêcher la défaite en 1976 ou en 1977 étaient de grande envergure et ni le Premier Ministre, Robert Bourassa, ni la plupart des ministres, ni les principaux dirigeants du parti n'avaient l'énergie de les entreprendre. Dès l'été 1976, le Premier Ministre envisageait la défaite et si, contre l'avis de plusieurs de ses ministres et conseillers, il déclencha quand même les élections en novembre 1976 plutôt qu'au printemps ou à l'automne de 1977, c'est qu'il estimait que sa position ne ferait que s'affaiblir avec le temps. Plus encore : il savait que, parmi les raisons qui concourraient à une défaite éventuelle de son parti, il fallait citer la tiédeur de ce dernier à l'égard du nationalisme. En effet, le thème de la souveraineté culturelle auquel il avait recouru avec profit aux élections de 1973 s'était avéré un simple slogan auquel on ne pouvait associer aucune politique concrète. Sa dépendance à l'endroit du Premier Ministre Trudeau s'était accrue et ce dernier pouvait même le bafouer impunément.

Cet état de dépendance du Premier Ministre du Québec vis-à-vis du Premier Ministre fédéral avait entraîné la disparition presque complète de la traditionnelle dimension autonomiste de la politique québécoise. L'affaire des Gens de l'Air, qui atteignit son point culminant dans les mois qui précédèrent l'élection, fournit un bon exemple des conséquences de cette situation. Ceux qui suivaient cette affaire de près savaient que le Premier Ministre Bourassa était indigné du comportement du gouvernement fédéral et que le solliciteur général Fernand Lalonde avait offert une aide pécuniaire et technique aux Gens de l'Air. Mais, incapable dans ce cas comme dans tant d'autres d'adopter une position autonomiste ferme, le Premier Ministre Bourassa évita de tenir tête au gouvernement fédéral et, aux yeux du public, il passa pour être plus ou moins son complice. Et les spécialistes sont d'avis que cette affaire desservit beaucoup la cause des libéraux au cours de la campagne électorale.

Non seulement le nationalisme a eu une grande influence dans l'issue des élections de novembre 1976, mais encore il est à prévoir qu'il continuera d'en être ainsi dans les prochaines années. Si le fait que le Parti Libéral a permis au Parti Québécois de s'accaparer, depuis 1970, de la quasi-totalité du sentiment nationaliste québécois a largement contribué à sa défaite en 1976, on se demande comment, dans les circonstances actuelles, il sera possible à ce parti de reconquérir le pouvoir s'il ne parvient pas à renouer avec cette idée-force. L'avenir paraît plutôt sombre à cet égard. Lors du congrès d'orientation du Parti Libéral du Québec en novembre 1977, il s'en est fallu de peu que ce parti n'évacue complètement le nationalisme de son programme. Cette attitude de retrait vis-à-vis du nationalisme peut s'expliquer par le fait que

le Parti Libéral s'est mal remis de la défaite de 1976 et par l'absence d'un chef permanent. De son côté, héritier du passé autonomiste et nationaliste de l'Union Nationale, le chef de ce parti, Rodrigue Biron, adopte à propos du référendum et de la réforme de la constitution des positions qui se différencient de moins en moins facilement de celles du Parti Québécois et, si cette orientation devait continuer à se préciser, ce parti serait rapidement entraîné dans l'orbite du Parti Québécois et il faudrait que les positions en matière de politique sociale et économique entre les deux partis divergent considérablement pour que l'Union Nationale ne finisse pas par être assimilée par l'autre parti.

Les partis politiques devront apprendre qu'au Québec, on ne combat pas un nationalisme par l'anti-nationalisme mais bien plutôt en proposant une autre conception du nationalisme qui corresponde mieux aux aspirations et aux besoins culturels, économiques et politiques de la population. Il leur faudra également apprendre que le nationalisme du Parti Québécois n'est pas tout le nationalisme traditionnel et que, s'il en représente une dimension importante, d'autres dimensions ont eu dans le passé et sont susceptibles d'acquiescer dans l'avenir une grande portée politique.

Si le Parti Québécois parvenait à s'approprier la quasi-exclusivité du nationalisme, il en résulterait un état de déséquilibre au niveau des partis qui, à coup sûr, entraînerait de graves conséquences. C'est ainsi que déjà celui qui critique les projets de loi ou les orientations socio-économiques du Parti Québécois risque de passer pour un "étranger", un "traître" au Québec. Aussi bien, les critiques se font plutôt rares et timides. Certes, les meilleurs ministres admettent que cette absence de critiques sérieuses les préoccupe et ils vont jusqu'à les solliciter en privé. Toutefois, même eux, tendent à repousser comme anti-québécoises ou anti-patriotiques les critiques qui leur sont adressées par des non-indépendantistes. Certes, ces réactions pré-totalitaires inspirées par la ferveur nationaliste n'expriment encore que des tendances, non des plis définitivement formés. Eu égard surtout au biais unanime congénital du Parti Québécois, il convient d'être dès aujourd'hui sur ses gardes pour empêcher que la situation ne s'envenime au point de mettre en danger les libertés personnelles fondamentales.

Il serait particulièrement fâcheux que les partis politiques et les citoyens du Québec finissent par endosser l'affirmation fautive, que les partisans du Parti Québécois propagent actuellement au Québec et qui procure à ce parti une sorte de monopole du nationalisme, selon laquelle fédéralisme et nationalisme sont mutuellement incompatibles. L'histoire montre au contraire que les deux peuvent coexister. C'est précisément la forme que revêt actuellement cette coexistence qui fait aujourd'hui problème et le débat politique et constitutionnel qui s'ouvre devra précisément porter sur la meilleure façon de la modifier.

II – LE NATIONALISME ET L'ENJEU CONSTITUTIONNEL

On a reproché à la Commission d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme d'avoir failli à son engagement de discuter des grandes questions politiques et constitutionnelles. Pour sa défense, il faut admettre que cette vaste et fondamentale question ne faisait pas directement partie de son mandat et que, sauf au Québec, le peuple canadien n'était pas encore préparé à débattre des changements constitutionnels et encore moins à les accepter.

Qu'en est-il aujourd'hui, quinze mois après la victoire du Parti Québécois ? On a souvent dit que la victoire du Parti Québécois aurait au moins ceci de bon qu'elle allait, enfin, faire prendre conscience au reste du pays de la nécessité de réformes constitutionnelles profondes. Et, en effet, sauf au Québec où, qu'on soit saturé des discussions constitutionnelles ou qu'on s'en remette au gouvernement ou aux partis politiques, on ne manifeste guère d'enthousiasme à ce sujet, partout au Canada et particulièrement en Ontario, une foule de comités, de groupes et de colloques ont été organisés, peut être parce qu'on ne fait pas confiance aux gouvernements et aux partis pour débattre de cette question. Ces comités, groupes ou colloques, constitués d'universitaires, d'hommes d'affaires et de journalistes, s'essaient à refondre la constitution afin de la rendre conforme aux exigences du Québec et des autres provinces. Les intentions sont louables, certes. Je me demande toutefois si des propositions concrètes sur une nouvelle constitution ne sont pas prématurées et s'il ne conviendrait pas plutôt de discuter des questions préalables telle que celle de la structure de la négociation constitutionnelle.

Je doute que des actes concrets puissent automatiquement découler de cette prise de conscience que l'on constate au pays. Il aurait mieux valu pour leur légitime fierté que les gouvernements et la majorité anglophone aient agi durant les dix années qui ont précédé la victoire du Parti Québécois. Ils ont le couteau sur la gorge et quoi qu'ils fassent désormais ils agiront sous l'empire de la nécessité. En outre, cette victoire complique la situation en rendant le débat obligatoirement partisan. Il faut craindre que l'espoir d'un rendement électoral et partisan à court terme ne fasse passer au second plan l'essentiel, qui est la réinvention du pays.

On dit que les provinces autres que le Québec ressentent depuis 1969 le besoin pour elles-mêmes de changer la constitution et que ce fait va simplifier considérablement la tâche du gouvernement fédéral et du Québec. Il se peut que, tout au contraire, cette condition ne conduise à river les débats sur des ordres de considérations jugés secondaires par le Québec. Les appuis que le Québec pourrait obtenir des autres

provinces en faisant front commun avec elles sur les changements considérés par tous désirables, ou tout au moins non préjudiciables, pourraient gêner le premier dès lors qu'il s'agirait de révisions que ces dernières dans leur majorité estimeraient nocives. Il se peut également que les réformes souhaitées par les autres provinces ne soient pas désirées au Québec. C'est ainsi que le gouvernement du Québec, qui dispose de connaissances approfondies sur les conditions des gouvernements dans les sociétés libérales et industrielles, se méfie des projets de refonte de la constitution qui reposent sur le principe d'une large décentralisation politique ou encore qui remodelent le pays sur la base de cinq régions. De même, il n'accepte de se lier par des arrangements dits administratifs que de façon provisoire ou s'ils préfigurent une forme ou l'autre de souveraineté-association. Il refuse d'accepter comme mode de révision constitutionnelle toute formule s'inspirant de la distinction entre l'attribution formelle des pouvoirs et l'exercice effectif de ces derniers. Pour lui, l'attribution formelle des pouvoirs importe au moins autant que leur exercice. En d'autres termes, les dispositions plus favorables au changement constitutionnel parmi les autres provinces ne vont pas inciter le Québec à faire des compromis préalables sur les questions de forme jugées par lui fondamentales et le conduire par exemple à se soumettre d'avance aux règles de la polyarchie.

Le débat constitutionnel n'a pas encore vraiment commencé. Je déplore que, tant du côté fédéral que du côté provincial, on n'ait tenté aucun effort pour constituer un groupe de travail qui soit reconnu dans tout le pays, et qui ait donc un caractère intergouvernemental. Le groupe de travail Pépin-Robarts, en plus d'un mandat ambigu, est un organisme strictement fédéral. Et, contrairement à la commission d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, il n'a pas l'assurance que les provinces collaboreront avec lui. Le Premier Ministre René Lévesque lui a poliment mais carrément refusé cette collaboration lors d'une rencontre en novembre dernier. Malgré la bonne volonté évidente et même touchante des commissaires et de leurs collaborateurs, il est douteux qu'ils puissent exercer une influence marquante dans le déroulement des événements. Si toutefois les négociations entre les instances gouvernementales ne pouvaient avoir lieu ou devaient échouer et s'il s'en suivait un état de crise, il se pourrait qu'en désespoir de cause, on fasse appel à ce groupe. Ce dernier, à la condition qu'il fasse un travail sérieux, ce qui est loin d'être assuré, constituerait donc une sorte de groupe de réserve.

Les membres du groupe Pépin-Robarts revendiquent sincèrement leur indépendance, mais ils ne parviennent pas à dissiper l'impression qu'ils font le jeu du gouvernement fédéral. Ce dernier, pour se donner bonne conscience et pour affermir la position électorale du Parti Libéral, s'est résolu à proposer d'ici peu un projet élaboré de constitution. Normalement, il devrait s'inspirer des recommandations de ce groupe.

Or ce dernier n'en est qu'à la fin de la phase préliminaire de ses travaux et il aurait besoin d'au moins encore un an pour les compléter.

Par ailleurs, il est évident que pareil projet fédéral de constitution présenté à ce moment-ci, ne serait-ce que pour des raisons de stratégie politique ou électorale, n'a aucune chance d'être endossé par le gouvernement du Parti Québécois. Et le gouvernement fédéral réagirait de même et pour les mêmes raisons à l'égard de tout projet de constitution préparé de façon unilatérale par le gouvernement du Québec.

Le principal problème, en ce qui touche à l'enjeu constitutionnel, c'est qu'il a été largement récupéré par les partis politiques. Pour les gouvernements, cet enjeu représente avant tout un aspect de leur stratégie politique à court terme. Ce processus d'exploitation électorale et partisane de la crise politique canadienne, amorcé dès le soir de la victoire du Parti Québécois par les hommes politiques de tous les partis et de tous les gouvernements dans leurs déclarations sur la signification de cette victoire, n'a fait que s'accroître depuis. Le Premier Ministre Trudeau, après avoir vu la cote de son parti et sa cote personnelle monter prodigieusement à la suite de la victoire du Parti Québécois, n'a pu résister à la tentation d'exploiter la nouvelle situation à des fins partisans et personnelles. Il en est de même du Premier Ministre René Lévesque et encore davantage de ses collaborateurs.

A l'exception d'organismes de faible crédibilité comme le groupe Pépin-Robarts, je ne vois pas dans le gouvernement fédéral non plus que dans la plupart des gouvernements provinciaux la ferme volonté de s'attaquer à redresser la situation politique et constitutionnelle. On a même de plus en plus recours à des arguments de diversion, par exemple en disant que les questions les plus importantes en ce moment au pays sont les questions économiques, alors qu'en réalité les problèmes politiques et constitutionnels sont en partie la cause des maux économiques actuels. Des notions comme celle d'unité nationale, de véritable confédération, de troisième voie et de fédéralisme renouvelé, élargi ou assoupli, ne représentent pour l'instant rien de plus que des slogans creux et le gouvernement du Québec lui-même tarde à clarifier le contenu de la formule de souveraineté-association. Ses comités de travail en sont encore à jongler avec de grandes options comme celles de système de libre échange, d'union douanière, d'union monétaire et de marché commun à l'européenne. Et il n'est pas dans son intérêt d'apporter à ce moment-ci trop de clarifications. En effet, il se trouve engagé dans une épreuve de force avec le gouvernement fédéral et, si nécessaire, avec les autres gouvernements provinciaux, et la logique qui détermine les règles du jeu et les mouvements des acteurs en est une de confrontation. Chaque parti risque d'être le moins bon joueur, d'avoir à baisser pavillon et, sans le dire publiquement, espère

que l'autre, plutôt que de risquer de s'engager dans une impasse et de perdre confiance, créera une ouverture.

La grande illusion consiste à croire qu'il suffirait de bonnes études sur la refonte de la constitution pour dénouer la crise canadienne. Le gouvernement du Québec aussi bien que le gouvernement fédéral, ou du moins l'un ou l'autre, pour des raisons stratégiques, refuseraient les conclusions de ces études. De même, il me semble que l'on fonde trop d'espoir sur le référendum du Québec sur la souveraineté-association ou sur un référendum fédéral possible comme facteur de clarification du débat. L'on sait que c'est pour des motifs électoraux que le Parti Québécois a promis de procéder à un référendum avant d'amorcer des démarches en vue de l'indépendance politique du Québec. Cette promesse qui le lie lui crée d'énormes difficultés maintenant qu'il est au pouvoir. Le gouvernement n'a pas d'autre choix que d'organiser ce référendum, mais il a le loisir d'en retarder la date. Par ailleurs, la permission de procéder qu'il va chercher à obtenir de l'électorat, il va faire en sorte qu'elle le contraigne le moins possible. Le principal résultat d'un gain du gouvernement du Parti Québécois lors du référendum serait de contraindre de façon quasi automatique le gouvernement fédéral à accepter de négocier suivant les conditions voulues par le Québec.

Avant de s'engager dans toute démarche explicite visant la refonte de la constitution, il est, en effet, une question préalable et obligée qu'il importe de scruter. Il s'agit de déterminer les conditions de la négociation entre le Québec et les autres gouvernements de même que les procédures de base qui régiront les négociations constitutionnelles. Pour y parvenir, il faudrait réorienter radicalement le débat et commencer par le commencement. Avant toutes choses, il est en effet nécessaire de s'entendre d'abord sur la structure même du cadre de la négociation constitutionnelle. Nombre d'intervenants dans le débat constitutionnel donnent l'impression que ce sont dix gouvernements provinciaux qui vont s'installer à la table de négociation et que le gouvernement fédéral, pour sa part, agira comme arbitre. Or, on aurait beau ramener ce nombre à cinq ou même à trois, on ne parviendrait jamais dans ces conditions à persuader le Québec d'accepter de négocier. On sait, en effet, depuis longtemps - ou en tout cas on devrait le savoir - que le Québec va poser une condition préalable : qu'il lui soit possible de négocier en parfaite égalité avec ses partenaires.

Il importe de bien comprendre que ce ne sera pas sous l'effet d'un calcul diabolique du gouvernement du Parti Québécois que cette exigence sera formulée. Celle-ci se présentera plutôt comme une simple transposition politique du fait sociologique que le Québec constitue une société ou une nation distincte au sein de la communauté politique canadienne. On conclut souvent de ce fait à l'existence de deux nations ou

de deux sociétés, l'une francophone, l'autre anglophone, mais ce concept paraît avoir peu de fondement dans la réalité parce qu'il est douteux que les anglophones et les francophones des dix provinces constituent une société au même titre que les francophones du Québec. Il y a plus de treize ans, partant de cette situation, la commission d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme définissait le principe de base des deux partenaires égaux et dans leurs délibérations les membres de cette commission énonçaient la formule de la négociation à deux sans qu'aucun accord n'intervienne alors sur ce point. Le Parti Libéral du Québec est le seul qui aujourd'hui hésiterait à faire sien ce principe de base. Il pourrait en aller bien différemment à la suite de la nomination d'un chef permanent. Pour sa part, Claude Ryan opte pour un certain statut particulier sous forme d'"opting in" ou d'"opting out" facultatif dans les questions liées à la politique sociale et culturelle. Ce n'est qu'une fois cette question précisée qu'il sera possible de voir dans quelle mesure l'embryon de statut particulier qui en résulterait pour le Québec se distinguerait en pratique dans les faits sinon en principe du *statu quo* ou du statut que ce dernier obtiendrait en droit à la suite de la mise en œuvre de la formule de souveraineté-association que préconise le Parti Québécois. Pour l'Union Nationale et le Parti National Populaire, l'adhésion à ce principe va de soi. Pour tous ces partis, le vrai problème qui se pose consiste dans la manière de préconiser le principe de la négociation à deux sans en même temps concéder le leadership au seul Parti Québécois. Pour ce dernier, il va de soi que le principe de la négociation à deux n'est pas négociable, et cela d'autant plus qu'il concrétise d'une certaine manière la souveraineté politique qu'il revendique au premier article de son programme.

Par conséquent, même en faisant abstraction du Parti Libéral du Québec, qui n'a pas encore adopté de position précise à cet égard, l'on sait déjà que des partis formant la majorité de l'électorat n'accepteront de voir le Québec s'engager dans des négociations qu'une fois admis par le gouvernement fédéral et les autres gouvernements provinciaux le principe de la négociation à deux. Ce fait ne devrait d'ailleurs pas surprendre puisque ce principe n'est que l'un des éléments du riche fonds nationaliste auquel tous les partis politiques œuvrant au plan provincial doivent aller puiser s'ils veulent se maintenir à flot.

Ceux qui estiment qu'il suffirait de battre le Parti Québécois pour que le Québec redevienne une province souple et malléable, sans exigences inspirées du nationalisme, sont victimes de l'illusion a-nationaliste créée au cours des dernières années du régime Bourassa et ne connaissent rien de la mentalité actuelle des Québécois. On dit de la victoire du Parti Québécois qu'elle constitue pour l'ensemble du Canada la preuve de l'immensité de la crise politique dans ce pays de même qu'un défi pour

tous ceux qui veulent que tous les citoyens puissent connaître le bonheur dans la paix. Cela est vrai, mais la victoire du Parti Québécois exprime une réalité beaucoup plus fondamentale : elle fournit la preuve de l'accession de tout un peuple à la pleine maturité politique. Pour comprendre et suivre l'évolution politique du Québec, désormais, avec ou sans le Parti Québécois, c'est de cet acquis qu'il faudra partir. Cette condition s'applique *a fortiori* à tout parti politique provincial qui veut conserver une vocation de pouvoir. Ce n'est pas en reniant le nationalisme, c'est au contraire par l'approfondissement de toutes les dimensions possibles de ce sentiment et en cherchant à s'en inspirer dans les réalisations concrètes qu'un parti politique peut espérer pouvoir apporter une réponse définitive au défi que pose le Parti Québécois. Que ce parti reste fédéraliste ou qu'au contraire il adopte l'option indépendantiste, cela dépend d'une évolution à laquelle il est appelé à contribuer.

Il importe également que le Canada anglais comprenne que le problème fondamental que pose le Québec au pays n'est pas seulement celui d'un parti mais bien plutôt celui d'une société. Peu de Canadiens anglais donnent à l'expression "deux nations" ou "deux sociétés" le sens qu'elle revêt chez les Québécois et parmi ceux-là apparemment peu nombreux sont ceux qui sont prêts à l'endosser au point d'accepter qu'elle définisse la structure des négociations constitutionnelles. Le *Committee for a new constitution*, dans une déclaration signée par quarante-cinq intellectuels anglophones et rendue publique dans le numéro de *Canadian Forum* de juin-juillet dernier, opte de façon précise et claire pour cette approche et l'on ne peut que souhaiter que son exemple soit abondamment suivi. Pour accepter cette formule de la négociation à deux, il n'est d'ailleurs pas requis d'adhérer à la thèse des deux nations. Il suffit de croire que les Québécois constituent une communauté ou une société distincte au sein de la communauté politique canadienne et que, de ce fait, ils ont un droit égal à celui des anglophones de décider du futur cadre politique et constitutionnel. Un organisme fédéral comme le groupe Pépin-Robarts pourrait rendre un service insigne au pays si, avec les puissants moyens dont il dispose, il s'attachait à scruter les différents aspects de cette position.

Ceux, parmi les anglophones, qui acceptent que le Québec constitue une société distincte mais qui refusent le principe de la négociation à deux objectent qu'en octroyant de la sorte, dans les opérations de négociation, une position d'égalité absolue au Québec, on lie d'avance la future structure politique du Canada à l'option souverainiste du Parti Québécois. Il se peut qu'il en soit ainsi. Il convient toutefois de noter que le Parti Québécois n'a pas encore défini concrètement les termes de la nouvelle association avec le reste du pays qu'il entend revendiquer pour le Québec. Pour ma part, j'estime que le gouvernement fédéral et le Canada anglais, par les énor-

mes atouts politiques et économiques qu'ils possèdent, disposent d'une formidable marge stratégique d'action qu'il leur sera loisible d'utiliser à leur profit au cours des négociations. Quant au gouvernement du Parti Québécois, il a fait la preuve qu'il est sensible aux contraintes des rationalités propres à la démocratie libérale et au capitalisme telles qu'elles ont cours dans le contexte américain et canadien et qu'il s'y soumet par conviction ou tout au moins par "réalisme" chaque fois que les exigences de l'action l'exigent. S'il devait tenter de bafouer ces rationalités de façon systématique au cours de la période de pré-négociation ou de celle de négociation, la population du Québec ne tarderait pas à le rappeler à l'ordre. C'est ainsi, par exemple, que, s'agissant non plus de la structure de négociation mais bien de l'organisation territoriale du Canada dans une nouvelle constitution, le Québec pourrait accepter une fédération de cinq membres, si le réalisme politique et économique devait imposer cette formule.

L'issue de la crise politique que traverse actuellement le Canada est incertaine. Si l'on considère les dispositions et l'action actuelle des gouvernements et des partis impliqués l'on est porté à douter de l'avenir. Toutefois, par delà les gouvernements et les partis, il y a, tant au Québec que dans les autres parties du Canada, de nombreux individus et groupes qui sont à l'œuvre, qui commencent à entrevoir des solutions de compromis acceptables pour toutes les parties et qui sont susceptibles, s'ils savent capter l'attention des médias et des divers publics, d'exercer une influence décisive sur les gouvernements et les partis.

NOTE

- 1. Le texte que nous retenons ici correspond à la version modifiée de la communication de M. Dion, présentée en février 1978 à l'université Queen's dans le cadre des conférences de la Fondation Walter L. Gordon. Études Canadiennes a reçu de la Fondation d'Études du Canada l'autorisation de publier ce texte sous sa forme définitive.*

LOUIS HARTZ'S CONCEPT OF THE FRAGMENT SOCIETY AND ITS APPLICATIONS TO CANADA

par K.D. McRAE
Carleton University

This paper has a double purpose. First, I wish to describe very briefly Louis Hartz's theory of the ideological formation of colonial societies and the intellectual setting out of which it emerged in the 1950's. Secondly, and rather more extensively, I should like to trace the different applications of this theory in Canada, and particularly in English Canada, by several scholars who have applied it in rather different ways, and with somewhat divergent interpretations and conclusions, to the Canadian setting.

At the start, one comment on the Canadian background is perhaps in order. I suggest that one can distinguish three major approaches to the interpretation of Canadian society in the historiographical tradition of English Canada. First - in both chronology and depth of scholarship - there have been economic interpretations, as represented by the work of Innis, Macintosh, Creighton, and others. Behind them one finds the tradition of the Toronto school of economic historians of the 1890's and the work of Adam Shortt at Queen's during the same period. A second category embraces various environmental interpretations, ranging from theories of the superiority of the Northerly races and the salubrious effects of northerly climates in the late nineteenth century to the considerable impact of Turner's frontier theory between the two World Wars. Maurice Careless's theory of metropolitanism, and more general applications of the centre-periphery concept, can be seen in one sense as reactions to frontier theory which remain within the same framework. A third approach may be broadly categorized as cultural interpretations, which place primary emphasis upon the cultural inheritance imported in the process of settlement. Developed arguments of this type are perhaps found less frequently, though Arthur Lower's 1943 presidential address to the Canadian Historical Association, "Two Ways of Life", is a notable example. The Hartzian fragment concept, I would argue, falls clearly in this third category, and part of the attraction that it has exerted for scholars during the past decade has perhaps been due to the relative absence of other, competing cultural explanations.

I – THE CONCEPT OF THE FRAGMENT

For the background to fragment theory, one must go back to an earlier book of Louis Hartz, *The Liberal Tradition in America*, published in 1955. This brilliant interpretive essay, which was soon recognized as a classic of American thought, arose from a question posed by the McCarthy period, namely, how could America be simultaneously "liberal" and intolerant? Hartz found the answer to this paradox (which might indeed seem less perplexing in the 1960's) in the universalism of American liberalism. In the American setting, liberalism faced no rival ideologies, no ideological struggles. The political cleavage structure had developed *within* the limits of the liberal tradition. The ideological firmament was characterized by the pervasiveness of John Locke and to be non-liberal was to be also un-American. Even the American South, Hartz contended, was characterized - though imperfectly - by the liberal heritage, and this point he seeks to demonstrate through an analysis of the artificiality and contradictions of the doctrines of Southern "feudalism" developed as a defence of slavery. Thus for Hartz the American tradition is ideologically uniform in spite of any differences in the colonial heritage and the North-South conflicts of the nineteenth century.

What stands out in *The Liberal Tradition in America* is its emphasis on the uniqueness of the American tradition. Within a few years, however, Hartz had begun to reflect on the comparative development of other societies that were products of European settlement. In this he was prompted by an article written by one of his students on the experience of Australia (1). By 1960 he had conceived of a study of the comparative experience of several colonial societies and the elaboration of a more general theory of the fate of ideologies in the history of European expansion. In early January 1961 the five future contributors to *The Founding of New Societies* met for a few days in Cambridge, Massachusetts, to discuss Hartz's ideas and to plan a more or less common approach to an agreed range of questions. It was an historic moment to be in Cambridge. The Kennedy administration was just being formed, and each day brought news of more Harvard faculty members being drawn to Washington. In the year following this meeting, the essays on individual countries were written, and Hartz himself began to shape the theoretical chapters of the book that was published in 1964 under the rather lengthy title: *The Founding of New Societies: Studies in the History of the States, Latin America, South Africa, Canada and Australia*. An idea that had begun in 1955 as a manifestation of American uniqueness was thus transformed into a general theory applicable to all societies formed through the implantation of European colonial settlements.

The basic argument of *The Founding of New Societies* can be summarized briefly. Hartz sees each case of colonization through settlement as a process of fragmentation, as a separation of a colonial part from the European whole, as an isolation of a specific slice or portion of European society endowed with particular ideological characteristics and tendencies. In the case of the United States, Australia, or Latin America, the resulting colonial societies represented in each case a single ideological tradition, but Canada and South Africa, because of the composite nature of their founding traditions, are seen as dual-fragment societies.

In the New World setting, these parts or fragments of the original European ideological spectrum become totalities, wholes, absolutes, universes in their own right. Rigidity and traditionalism set in. There is a strong tendency to a hardening or fixity of fragment values. But the situation is also complex, for there is freedom to evolve in the new setting without fear of encroachment from other ideologies. As a consequence, fragment societies are characterized by ideological monopoly, and by a drying up of the dialectical processes that have created continuing tensions in European political debate. In the fragment societies, fundamental social theorizing ceases, because the basic enemies have been left behind in Europe and the battles won by default. Empirically, Hartz discerns an absence of significant social philosophy in all fragment societies, and in a characteristic passage he offers an explanation :

What smothered philosophy in the fragment cultures was the false certainty that those cultures created for themselves. The whole mechanism of their past development can be viewed in terms of the drive for this certainty : the destruction of the past, the shutting off of the future, the interior unfolding, above all the psychic metamorphoses associated with the whole process (2).

Hartz's theoretical framework does not stop, however, with the formation and hardening of the fragment. In the twentieth century the process changes once again. As the world becomes more unified in a technological sense, the isolation of the fragment cannot continue. The fragment cultures are increasingly forced to resume contact with the cultures they have left behind and to take cognizance once again of ideological pluralism. This process, Hartz maintains, creates strains, harsh intolerance, and painful readjustments, but it will go on necessarily as the reintegration of the fragment cultures into the global community continues. Hence the fragment experience can be seen as a finite phase in the development of the new societies from the expansion of Europe, though Hartz is not particularly explicit as to the consequences of the rediscovery of pluralism.

Before we turn to the application of these ideas to Canada, two observations are in order. First, Hartz himself classifies fragments into three broad categories, which he labels feudal (Latin America, French Canada), liberal (United States, English Canada, Dutch South Africa) and radical (Australia and English South Africa). Between the latter two categories there are no very sharp distinctions, and they share common egalitarian ideals. Sometimes he groups these two together as "Enlightenment" fragments, in contrast to the pre-modern or feudal type. Further, he does not deny significant shadings and differences from one overseas setting to another, but his main concern is to discover parallels between fragments of the same ideological family, for this is where the theory of the fragment can be expected to have the power to explain and clarify.

Secondly, Hartz observes that fragments seldom represent cases of "pure" ideology. The English-Canadian liberal fragment is "etched with a Tory streak coming out of the American Revolution", but there are also similar Tory elements in the American South and in South Africa arising from other causes, from "the elitism of racial biases". In Hartz's view this apparently does not increase the ideological breadth or range of these fragments, but merely defines their ideological coordinates more precisely. Such shadings among fragments apparently derive from the "individuality of the settings in which they evolve", and do not alter the broad tripartite classification of fragments as feudal, liberal, or radical (3).

II – APPLICATIONS TO CANADA

One could examine the implications of Hartz's theoretical framework at considerably greater length, but instead I propose to turn to some of the ways in which the theory has been applied in Canada. More precisely I shall try to summarize five attempts to apply fragment theory in a general way to Canada, with a view to examining the differences between them but also to addressing the more general question of identifying major ideological currents in Canada. The first of these, chronologically, was my own essay "The Structure of Canadian History", which appeared in *The Founding of New Societies* (4).

Briefly, this essay argued that Canada is a classic case of a dual-fragment society based on the colonizing experiences of both France and Britain. The French-Canadian fragment, it suggested, was characterized by royal authority, centralized control, seigneurial land tenures, religious homogeneity and a Gallican Church. It was, however, tempered by a frontier environment, which led to a certain necessary mildness of control, and by limits imposed by physical distance from the metropolis.

It was not, in my opinion, quite so "feudal" as Hartz represents it to be, but rather more centralized, authoritarian, rationalist, absolutist (in the seventeenth-century sense), and to a degree mercantilist. The essay argued for strong tendencies to ideological persistence despite various external challenges and - since it was written in 1961 - it did not attempt a serious analysis of the changes that followed the death of Premier Duplessis in 1959.

The central feature of the English-Canadian tradition, the essay argued, was its foundation in Lockean liberalism. In stressing this point, I was reacting against what appeared to be the then prevailing view of the American Loyalists as unregenerate Tories. Basically, I argued, and despite some appearances to the contrary, the bulk of the Loyalists in British North America were predominantly Lockean and liberal, as was the society they had left behind, and contact with French Canada only reinforced the awareness of this liberalism. Further, the essay suggested, the great post-Napoleonic migration from the British Isles, with its compelling attractions of landed property and social equality, served to reinforce these liberal tendencies. Although the value system of English Canada was clearly rather slow to mature, I considered that this fragment was mature and fully formed in an ideological sense by about 1850, when the first wave of British immigration began to subside.

In hindsight, the essay was perhaps unnecessarily emphatic in making its case for the predominance of liberalism and of Locke, but the issue at the time was to identify the major thrust or direction of the English-Canadian tradition, and not to refine its details or to take a stand on issues that have been raised since. My belief was - and still is - that much of Canadian history has been distorted by being placed within an almost exclusively North American frame of reference, and by a tendency to magnify ideological distinctions between English Canada and the United States as a means of asserting a Canadian political identity. If these ideological differences are small, there is no need to inflate them, or to invent new ones, because political identity is not necessarily founded on ideological distinctiveness.

The second application of the Hartzian theory is that of Gad Horowitz. In an article published in 1966, and again with minor revisions in the introductory chapter to his *Canadian Labour in Politics* (5), Horowitz reviews meticulously the argument of the *Founding of New Societies* and proposes significant modifications. First, he suggests that the "Tory touch" noted by Hartz and McRae in the English-Canadian fragment is not negligible but significant in the Canadian setting. This "Tory touch" then opens the way to a correspondingly significant "socialist touch" through the operation of an apparently muted but nonetheless discernible European-style dialectic.

Secondly, Horowitz raises the question of the supposed date of congealment or fixity of fragment values, the point being that if this formative stage of fragment values lasted long enough, some further socialist influence could enter Canada directly in the stream of later British immigration. Horowitz concludes that the English-Canadian fragment, unlike the American, does contain a significant element of socialism, and of a strain different from that which failed to take root in the United States : "In Canada, socialism is British, non-Marxist, and worldly ; in the United States it is German, Marxist, and otherworldly" (6).

Horowitz's main point is to contest the *exclusiveness*, but not the *dominance*, of liberalism on the Canadian ideological stage. This position may be summarized clearly in his own words :

My argument is essentially that non-liberal British elements have entered into English-Canadian society *together* with American liberal elements at the foundations. The fact is that Canada has been greatly influenced by both the United States and Britain. This is not to deny that liberalism is the dominant element in the English-Canadian political culture ; it is to stress that it is not the sole element, that it is accompanied by vital and legitimate streams of toryism and socialism which have as close a relation to English Canada's "essence" or "foundations" as does liberalism. English Canada's "essence" is both liberal and non-liberal (7).

Another innovation introduced by Horowitz is to shift the focus of the discussion from rather impressionistic material on mass attitudes to the behavior and strategy of political parties and political elites. At this level he shows that Canadian Liberals have behaved as a European-style centre party, with enemies on both the right and the left, while American Democrats have functioned basically as a party of the left. Further, Canada is the sole case where the liberal centre emerges victorious over the left and right (8). There can be no denying the essential correctness of these perceptions, but Horowitz does not stop to consider that federal politics involves both English and French Canada, and that the strategy of the Liberal Party in particular has reflected imperatives imposed by both fragments (9).

In sum, Horowitz's basic claim is that the Canadian political tradition is somehow broader in an ideological sense than its American counterpart, more pluralistic, though still predominantly liberal. While in the United States "Lockean monotheism reigned supreme", in British North American "Locke had to share his power with other deities" (10). Personally, I am inclined to agree with this conclusion, but

in developing an explanation I would place less emphasis on the idiosyncratic nature of the English-Canadian fragment and more on the simultaneous presence of two different fragments and their possible interrelationships, a question hitherto little explored by anyone who has utilized Hartzian concepts.

A third application of Hartzian theory to Canada may be found in the work of David Bell and Louis Balthazar, and particularly in a joint paper presented to the Canadian Political Science Association in 1969 (11). Both authors have used the same framework in other writings, (12) but the joint paper will be used primarily here to illustrate their basic position. In this paper, Bell holds that the Tories of the American Revolution were no less Lockean than their Revolutionary compatriots, and the notion of a special "Tory touch" on the Loyalist side is substantially discounted. On the other hand, Balthazar presents the French-Canadian fragment as a purified example of *ancien régime* ideology, based on authority, hierarchy, and the absence of an authentic bourgeoisie (13).

At this point, however, an important theoretical modification is introduced. The authors suggest that fragments develop according to two criteria: 1) the cultural inheritance, which serves as a kind of "genetic code" determining the context of later cultural development, and 2) the impact of "formative events" in a society's history, which shape and determine the evolution of a fragment in much the same way that environment shapes the development of an individual (14). The authors therefore call for a "new perspective" on Canadian history based upon this synthesis of Hartzian fragment theory and the notion of "formative events" which they find in Martin Lipset's treatment of the American Revolution in *The First New Nation* (15). In the Canadian case, the specific formative events for the French and English fragments respectively are the British Conquest and the American Revolution accompanied by the exile to Canada of the defeated Loyalists.

To illustrate the significance of the Conquest on French Canada, Balthazar sketches the defensive transformation of the fragment's basic identity under British rule from anti-capitalist to anti-English to nationalist (16). The fate of the American Loyalists, according to Bell, is even stranger, for their expulsion from the only society that they knew also cut them off from the only ideological roots that they knew and so provoked a profound crisis of identity (17). In this view, the American Revolution was a catalyst that produced a new nation among the victors, but it also produced a traumatized non-nation for those who lost, and among these losers were those Loyalists who became founders of English Canada. It is not difficult to see a connection between these anguished beginnings and the continuing debate on English-Canadian identity in recent years.

The work of Balthazar and Bell raises at least two major questions for further reflection. The first concerns the concept of a "formative event". It is not made clear in their analysis why an event of a traumatic or cataclysmic nature should be different in kind from more prolonged or gradual environmental pressures. For example, is the British Conquest as an "event" more significant for French Canada than prolonged contact in a situation of minority status with another fragment and another ideology? Secondly, what are the implications of the "non-nationness" of English Canada? Although Bell makes a convincing case for understanding English Canada's lack of national identity, he does not seem to inquire into the implications of this "non-nationness" for fragment theory as such, or for the specific development of the English-Canadian fragment. It could be argued that if English Canada was at its foundation denied its American Lockean birthright, forced to invent a new non-American identity and institutionally linked with Britain for several decades after its foundation period, it may turn out to be a very imperfect example of a fragment society in the Hartzian sense.

My fourth example is not so much an application of Hartzian theory as a critique or rejection of it. I refer to the work of the historian S. F. Wise, who has published during the past decade a series of papers that have argued for the preponderance of conservative doctrines in English-Canadian nineteenth-century history (18). In his presidential address to the Canadian Historical Association in 1974, however, Wise turned explicitly to an analysis and critique of the Hartzian thesis and in doing so modified significantly some of his own earlier positions (19). Wise's ideas on the role and contribution of conservatism in Canada are worth separate study (20), but our emphasis here will be on his analysis of Hartzian ideas.

Wise's case against the application of fragment theory to the Canadian case may be summarized briefly. First, the cultural heritage of Europe in Canada was extremely varied, and fragment theory is too general and too universalistic to take account of high levels of cultural and ethnic variation both at the point of departure from Europe and at the local or regional level in British North America. Further, unlike the United States, British North America remained continuously linked with Europe and with its metropolis throughout the nineteenth century, so that the fragment - if we adopt a Hartzian perspective - "was never free to develop fully according to its own inner impulses" (21). In addition, the survival of cultural pluralism in Canada is better explained by an hypothesis of conservative ideology than of liberal ideology, for conservative political systems tend to integrate at the elite level, leaving the masses less penetrated by a unifying ideology (22).

Most important for present purposes, Wise makes a case for continuing ideological pluralism. The content of Loyalist ideology and of wider English-Canadian society in the nineteenth century, he argues, contained both liberal and conservative elements. British North America was a setting for clashing ideologies, a dialectical battleground. "The English Canadian style and character is not to be understood in terms of the consensus of a triumphant liberalism, but, out of its contradictory heritage, in terms of muted conservatism and ambivalent liberalism, of contradiction, paradox and complexity" (23).

Here we arrive at a central paradox in Wise's thought. If this last hypothesis of clashing liberal and conservative ideologies is difficult to reconcile with Hartz's basic concept of ideological uniformity in fragment societies, Wise's earlier studies on the dominance of conservatism in English-Canadian history are fully consistent with Hartz. The only difference is that these earlier studies would label the English-Canadian fragment as conservative rather than liberal, and if we interpret "conservative" as synonymous with a certain kind of whiggism, the difference between the early Wise and the early Hartzians is not so great as it might at first appear. When he comes to consider the Hartzian concepts specifically in the 1974 presidential address, however, he rejects several of Hartz's central postulates, and in doing so he also turns his back upon his own earlier arguments for the predominance of the conservative ideology in shaping English-Canadian society.

A fifth application of Hartzian ideas occurs in a recent work of the sociologist Martin Lipset, who reassesses them in the course of a major comparative essay on the penetration of socialist ideology and socialist parties in the United States and Canada (24). His point of departure is the question: "Why no socialism in the U.S.?" and the companion issue as to why a socialist party had emerged successfully in Canada, a question which he himself had investigated as long ago as 1950 (25). In his 1976 paper Lipset approaches the question from two perspectives. First, he examines *societal differences* between Canada and the United States by means of an extensive review of recent social science literature, comparing writers who find significant differences with those - including Hartz - who have found basic similarities between the two countries. Secondly, he considers the role of *institutional differences*, particularly differences in electoral and party systems, as possible explanations of the differential success of socialist and social democratic movements.

Lipset concludes that in comparison with other western industrial societies the North American democracies both rank relatively low on the dimension of class consciousness and class conflict, and both show a relative weakness of the political

left. In this respect the social structures of English Canada and the United States are basically similar. The differences that arise in party systems and political behavior are to be explained more from differences in political institutions than from differences in basic societal structures. This conclusion is interesting, because it represents a reversal from Lipset's earlier writings and even from his assumptions when he began preparing the 1976 article.

In sum, Lipset concludes by concurring in the basic similarity of the English-Canadian and American fragment cultures as outlined in *The Founding of New Societies*, at least with respect to the issue that he is investigating, namely "the prospects for socialism and class solidarity" in the two countries. Because of the nature of the societies themselves, those prospects are limited in both countries by essentially similar fragment imperatives :

Since I began this exercise, biased in the other direction, I can enunciate these conclusions with the blessings of the ghost of Max Weber. He argued that scholars should mistrust all research results in harmony with their "party line", or the assumptions to which they were committed before they began research. I started with the assumption that the politically relevant cultures of Canada and the United States were different, and that this variation was reflected in their party systems, particularly the presence of a strong socialist party in one and not in the other. I conclude that the differences are much more in form than in content, a conclusion which also implies that the various critics of the American Socialist Party and the CCF/NDP who have argued that their failures stem from incorrect ideologies, strategies and tactics are wrong. They have failed because the complex North American environment has not been supportive for ideological and class-oriented politics narrower than those offered by brokerage coalition parties (26).

As will be evident by now, my concern in this paper has been primarily with applications of Hartzian concepts to the understanding of Canadian society in a broad or general sense, and so far these attempts have focussed primarily on English Canada or on English and French Canada together as a political system. Applications of Hartzian concepts to French Canada have so far tended to focus less on broad interpretations than on specific moments of French-Canadian history. As examples of this tendency one can mention Louis Balthazar's study of the political ideas of Louis-Joseph Papineau, already cited above (27), or André Bélanger's study of ideologies in Québec in the mid-1930's (28). Bélanger finds in the theory of the fragment an explanation of the *apolitisme* that he believes to be a common characteristic of the ideolo-

gies of the period, but he also discerns in the 1930's the first evidence of small fissures in the French-Canadian fragment which can be seen as precursors of an opening to liberalism and a rebirth of dialectic, after two centuries of quiescence, in the 1950's (29).

In relation to English Canada, the Hartzian thesis has stimulated a wide-ranging debate, which began with our concern in *The Founding of New Societies* to identify English-Canadian society as predominantly liberal and broadly parallel in ideological terms to American society. This position was challenged by Gad Horowitz, who in a delicately nuanced argument, constructed a halfway house to the original European dialectic, placing English Canada somewhere between the European model and the fragment model. With the 1969 paper of Bell and Balthazar there is a return to a simpler classification of fragments, but they also introduce a new emphasis on extraneous formative events as major influences on the development of the fragments. In this way they build a synthesis between cultural (or genetic) and environmental modes of explanation. S.F. Wise, whose earlier work is compatible with a Hartzian interpretation under a slightly different label, tends to reject this approach when he considers it explicitly, and instead sees English Canada as a reflection of continuing ideological contradiction rather than homogeneity. Finally Martin Lipset, departing from his own earlier writings, arrives at a reaffirmation of basic fragment similarities between English Canada and the United States, locating the source of divergences between them mainly in institutional differences. Lipset's 1976 paper is perhaps the most appropriate point at which to end this survey, because with it the ideological interpretations of English Canada have come full circle, returning close to the point of departure in 1964.

One final word, however, should be added. The Hartzian concept of the fragment will best serve its purpose if it generates not only continuing debate about fragment ideologies but also imaginative research that tests its hypotheses. To test the Hartzian hypotheses by empirical methods is admittedly difficult but by no means impossible. One illustration is a recent paper by Professors Soderlung, Nelson and Wagenberg, of the University of Windsor, which attempted to measure the validity of certain Hartzian hypotheses by a content analysis of the Confederation Debates of 1865 in the Province of Canada (30). If the findings of this test were not particularly supportive of Hartzian hypotheses of fragment development, one possible reason is that the Confederation Debates may not be a very good source for the study of general ideological orientations. Another example of empirical work is Professor Tom Truman's development of an attitude scale to measure the degree of toryism-conservatism among English-Canadian and American students (31). Even if early

results prove inconclusive, it is by work of this kind that the more general conceptual debate can be nourished, modified, and eventually opened up to the development of more refined hypotheses.

FOOTNOTES

1. *R.N. Rosecrance, "The Radical Tradition in Australia : An Interpretation", The Review of Politics, 22 (1960), pp. 115-132.*
2. *The Founding of New Societies, p. 65.*
3. *Ibid, p. 34.*
4. *New York : Harcourt, Brace and World, 1964, pp. 219-274.*
5. *G. Horowitz, "Conservatism, Liberalism, and Socialism in Canada : an interpretation", Canadian Journal of Economics and Political Science, p. 32 (1966), pp. 143-171, and Canadian Labour in Politics, Toronto : University of Toronto Press, 1968, ch. 1.*
6. *Canadian Labour in Politics, p. 24.*
7. *Ibid., p. 19.*
8. *Ibid., pp. 29-44.*
9. *The hypotheses proposed by Horowitz could, of course, be tested further at the provincial level, where the influence of the French-Canadian fragment could be controlled, but so far this does not appear to have been seriously attempted.*
10. *Canadian Labour in Politics, p. 44.*
11. *D.V.J. Bell and L. Balthazar, "Nation and Non-Nation : Ideological Persistence in Canadian History : the Nineteenth Century" (paper presented at the Canadian Political Science Association annual meeting, Toronto, June 1969).*

12. See also D.V.J. Bell, **Nation and Non-Nation : A New Analysis of the Loyalists of the American Revolution** (unpublished Ph. D. thesis, Harvard University, 1969) ; "The Loyalist Tradition in Canada", **Journal of Canadian Studies**, vol. 5, no. 3 (1970), pp. 22-33 ; and L. Balthazar, **Les idées politiques de Louis-Joseph Papineau** (unpublished Ph. D. thesis, Harvard University, 1970).
13. Bell and Balthazar, "Nation and Non-Nation", pp. 8-18.
14. *Ibid.*, pp. 3-5 .
15. *Ibid.*, p. 39 .
16. *Ibid.*, p. 16.
17. *Ibid.*, pp. 24-25 .
18. See especially S.F. Wise and R.C. Brown, **Canada views the United States : Nineteenth-Century Political Attitudes** (Seattle : University of Washington Press, 1967) ; "Upper Canada and the Conservative Tradition," in **Profiles of a Province : Studies in the History of Ontario**, Toronto : Ontario Historical Society, 1967 ; "God's Peculiar Peoples", in W.L. Morton, ed., **The Shield of Achilles**, Toronto : McClelland and Stewart, 1968 ; "Conservatism and Political Development : The Canadian Case", **South Atlantic Quarterly**, 69 (1970) pp. 226-243.
19. S.F. Wise, "Liberal Consensus or Ideological Battleground : some reflections on the Hartz Thesis", **Historical Papers of the Canadian Historical Association**, 1974, pp. 1-14.
20. For Wise's thought in general I have benefitted from an unpublished seminar paper by S.A. Scharf, "Studies in Ideological Development in British North America by S.F. Wise : A Critical Analysis".
21. "Liberal Consensus or Ideological Battleground", pp. 5-6.
22. *Ibid.*, pp. 10-11 .
23. *Ibid.*, p. 13.

24. S.M. Lipset, "Radicalism in North America : a comparative view of the party systems in Canada and the United States", *Transactions of the Royal Society of Canada, Fourth Series*, 14 (1976), pp. 19-55.
25. S.M. Lipset, **Agrarian Socialism : The Co-operative Commonwealth Federation in Saskatchewan**, Berkeley, 1950, and rev. ed. 1971.
26. Lipset, "Radicalism in North America", pp. 54-55.
27. See note 12.
28. A.J. Bélanger, **L'Apolitisme des idéologies québécoises : le grand tournant de 1934 - 1936**, Québec : Les presses de l'université Laval, 1974.
29. *Ibid.*, pp. 336-368.
30. W.C. Soderlund, R.C. Nelson, and R.H. Wagenberg, "Canadian Confederation An Empirical Test of the Hartz Theory" (paper presented to the Canadian Political Science Association annual meeting, Québec, 1976).
31. T. Truman, "A scale for Measuring a Tory Streak in Canada and the United States", *Canadian Journal of Political Science*, 10 (1977), pp. 597-614.

THE ORIGINS AND DEVELOPMENT OF THE IDEOLOGY OF SOCIAL DEMOCRACY IN CANADA

by David LEWIS

One who has been a socialist activist all his adult life knows better than to suggest that social democrats in Canada have been in the same party or movement solely because they all have the same ideological perspective. Such a proposition is especially inappropriate for one who has himself been a participant in, and sometimes at the centre of many internal ideological debates. As is usually the case with political debates, when people are determined to draw sharp lines rather than engage in painstaking analysis, the exchanges were not infrequently distinguished more by emotional rancour than intellectual rigour. But they were sparked by deeply believed differences, not only tactical but also philosophical, by loyal adherents on both sides.

These experiences in Canada, and some knowledge of similar movements elsewhere, have led me to the conclusion that social democratic or democratic socialist parties (personally I use the two terms interchangeably) are necessarily pluralistic. The unifying ideological perceptions are a composite of varying tendencies. Sometimes the composite is arrived at by simple compromise, sometimes by a semantic adjustment which changes no one, but quite often it is a genuine mixture of ideas consciously accepted by varying factions.

As I have suggested, social democratic parties are necessarily pluralistic. Their doors are open to anyone who is willing to sign an application and pay the modest dues required. Only those who are active supporters of rival and competing parties are excluded. Entrants are not put through any catechism, take no oath, are not even questioned about their beliefs. Their willingness to join is evidence of their interest, - no more is required. There is an open invitation to all who are to some degree dissatisfied with the capitalist system and wish to see fundamental change made by the democratic process. Again the limits are drawn by exclusion, namely, those who believe in violent revolution and dictatorship as the means for achieving change are not knowingly admitted. The result is, and is intended to be a mass organization of citizens who have joined together for reasons and motives as variegated as autumn colours. This occurs because the democratic process requires it, because, in fact, democracy is by definition pluralistic, whatever else it may or may not be.

With this framework in mind, I turn now to the Canadian experience. It is

important to remember that before 1932 there was no national social democratic party. Indeed, there was no effective such party on any scale, but there had for many been devoted and active socialist groups in many parts of the country. For decades there had existed numerous local socialist parties of varying temperaments. There were parties claiming Marxist origins, parties showing British influence, parties based on unions and parties under the guidance of the Christian Social Gospel. More accurately, perhaps, some or all of these characteristics could be found in all the parties.

I was myself a member of the executives of the Quebec and Montreal Labour Parties while an undergraduate at McGill University in the late twenties and the first couple of years of the depression. While the two parties were technically separate, they had the same membership and were really the same bodies. They had been formed following the 1917 Trades and Labour Congress resolution calling for the establishment of a Canadian Labour Party, as had many other provincial and local parties. It is true that the Quebec and Montreal parties were among the least effective in the land. In addition to being so small as to be hardly noticeable, they were not at all representative since they were almost entirely English-speaking. I mention them because, despite the fact that they were otherwise inconsequential, they were in my own experience, a miniature example of the mix of ideological strands which were later woven into the fabric of the Co-operative Commonwealth Federation. Some of us claimed a Marxist approach deriving from the language of the Second International ; some were labourites pure and simple ; a few were there to translate their Christian ethics into social action. Because we were a small and intimate group, with little contact outside except for the McGill Labour Club and the Young People's Socialist League, to both of which some of us also belonged, we huddled together for spiritual warmth and debated the validity of our respective socialist approaches with passion. And despite our small size we regularly succeeded in electing a member to the Montreal City Council and were in sporadic touch with other Labour Parties.

There were such parties across the country, some of them much more effective and important. From time to time dating back some decades, labour and socialist candidates were elected to Parliament and more were elected to the Legislatures of Nova Scotia, Ontario, Manitoba and British Columbia, particularly after the first World War. Indeed, in 1919 Labour joined with the United Farmers of Ontario to form the government of their province. In 1920 four Labour members were elected to the legislature of British Columbia and a few years later five Labour members were elected at the other end of the country, in Nova Scotia. The most important socialist electoral successes during the pre-CCF period were those which brought J.S Woodsworth and Wm. Irvine, later A.A. Heaps and still later Angus Mac Innis to Parliament

in elections between 1921 and 1930. It is interesting and relevant to note that of the four men mentioned, two, Woodsworth and Irvine, were Protestant Ministers, and the other two active trade unionists. It is also interesting to note that of the latter, Mac Innis was at the time a strong Marxist, - although an equally strong anti-communist, - and Heaps derived his ideas from the British labour movement. It is doubtful whether without these men, particularly J.S. Woodsworth, an effective social democratic party would have emerged, although other men and forces also played a crucial part.

It is typical of Canada that one of the major forces participating in the formation of the new, national social democratic party, the Co-operative Commonwealth Federation, in 1932 and 1933, were strong farmer organizations from Ontario and the Prairie Provinces. Canadian farmers felt neglected by governments which seemed a mere extension of Bay and St. James Streets. They saw the golden chain of government stretch between Montreal and Toronto with only a courtesy stop in Ottawa. (In those days Montreal was still a financial centre equal to Toronto). Furthermore, they saw World War I produce great wealth and monopolistic concentrations in finance and industry, while their own condition remained insecure. Farmers continued to operate subject to costs set by the corporations which provided them with transportation, equipment, fertilizer, feed and seed and subject also to prices set by private exchanges on the world markets. Both costs and prices were beyond their control and they felt squeezed between them. Their normal apprehensions about weather, costs, prices and cash flow had been exacerbated during the war by the imposition of conscription which had left them shorthanded and angry. Conditions thus pushed the farmers toward effective protest movements in two directions : politics and producer co-operatives.

Although the ideological contours of the farmer political movements differed in many respects from those of the Socialist, Social Democratic, Labour and Independant Labour Parties of the cities, they overlapped not only in their resentment of the establishment, but also in some of their important ideas. The farmer has his own grievances as did the urban worker, but both could agree that drastic action was needed to curb monopolistic control in finance, railroads and industry, in some instances going as far as public ownership. They agreed also that Canada needed a system of welfare and social security and that neither of the established parties could be trusted to do anything about their needs.

In 1921 the United Farmers of Alberta won the government of that province with the support of Labour and in the same year the Progressive Party elected 65 members to the Parliament of Canada. Their ideas were a mixture of populist objection to party politics and a request for group representation, of demands for financial

controls to ensure security of land tenure for the farmer and of angry opposition to the big corporations which held farmers in their grip. The Progressive Party had the opportunity of becoming the Official Opposition and thus the alternative to the Liberal Government. But partly because the Progressives lacked a unifying ideological framework, partly because their election platform had condemned party government and partly because too many of them felt much more at home inside the Liberal Party than outside opposing it, eighty per cent of them were seduced back into the fold by the cunning of the Prime Minister of the day - a political seduction unmatched in Canada until very recently. However, enough Progressives resisted King's resistable charm that an eloquent and strong Parliamentary group of farmer and labour representatives was formed under the leadership of Woodsworth.

The developments briefly and inadequately sketched above occurred or sharpened as a result of the first World War. As in other countries, the devastation of a war caused, as almost everyone by then agreed, by crass competition for markets, and the economic dislocation that followed, produced protest and revolt in Canada. The Russian revolution excited Canadians as well and no doubt increased the militancy and hopes of the existing socialist and labour parties. Indeed, when one adds the fact that the pre-war immigration wave had brought large settlements from eastern Europe, particularly to the prairies, it is not hard to see that the defeat of the Czar would cause widespread excitement, even joy in their ranks, at least at first. An even more important influence was the adoption of an explicit socialist program by the British Labour Party, the news of which was brought into thousands of Canadian homes by mail and press directly from the 'old country'. The stimulus imported by the events in Europe during the twenties was evident even to a teen-ager like myself, living in an anglophone working-class district in Montreal peopled by recent newcomers from eastern Europe.

As one would expect, when the Third International was established, a communist party was founded in Canada. I mention this because it produced a split in socialist ranks which had another important influence on the development of the social democratic ideology. The hard-nosed marxist who believed in armed revolution as the only possible or desirable culmination of the class struggle, broke away from the existing socialist and labour parties because he now had his own more congenial home. This meant that the marxism of those who remained in the older groups became a tool of social analysis rather than a blueprint for revolution, despite their rhetoric.

The story so far shows that when the Great Depression hit Canada, some of the previously unrelated and localized parties of protest had become aware of each

other's existence and of their affinity of ideas. This was true not only of the relations among the socialist and labour parties but also of the relations between them and the farmer parties. In Parliament and in some provincial legislatures representatives of both had been working together amicably and successfully for some years. The necessary human and ideological contacts had developed which the Depression promoted into a search for some sort of organizational fusion. But before this took place stirrings also occurred in the intellectual world.

Almost as soon as the crash of the Great Depression was heard, small groups of younger and young professors, with the occasional undergraduate, began to meet at the universities of McGill and Toronto not so much to study the state of the world as to discuss how young socialist intellectuals could help to change it. The two groups, together with a few from other universities, met early in 1932 to form the League for Social Reconstruction. To the everlasting glory and chagrin of Cecil Rhodes, a few of the leading founders of the L.S.R. had come into contact with the British Labour Party and the Fabian Society while Rhodes Scholars at Oxford University in England. The L.S.R. with some of the brightest university minds at the head, was excited by the opportunity to contribute to the development of the ideology and program of the new farmer-labour-socialist party which came on the scene some months later as the C.C.F. It was almost an automatic reflex that Woodsworth be made Honorary President.

It was obviously not an accident that among the intellectuals of the L.S.R. were found a number who came there through their belief that, as Woodsworth once put it, "Christianity stands for social righteousness as well as personal righteousness". Thus, in 1934 a group formed the Fellowship for a Christian Social Order and adopted a set of democratic socialist objectives similar to the L.S.R. manifesto. Indeed, some of them had taken part in the ideological discussions leading to the Regina Manifesto of the C.C.F. adopted a year earlier.

I have tried to outline briefly, more for our distinguished visitors than for my fellow-Canadians, the various strands which were woven together in the Regina Manifesto. In my opinion, they continue to be the main influences on the party's ideology today, even though the name of the party and the tone of its declarations have changed. The changes derive from social and economic developments which have changed some of the concepts, smoothed much of the anger and diminished the sense of urgency. Let me mention briefly a few of the relevant and obvious developments.

Canada has built a fairly wide system of social security in the post Second World War decades, - for which here, as everywhere else, social democrats rightly take much of the credit. The condition of the farmers is no longer as desperate, the rural population has been steadily declining and most of the farmer organizations have become quiescent and politically inactive. The influences on social democratic thinking have therefore shifted more to the cities and to the Labour Movement. And Labour's stance has also changed substantially since the prewar years, changes produced by the breathtaking technological developments and the immense economic growth. If the relative inequalities persist, as they do, they are nevertheless present on much higher economic plateaux, for the time being at least.

I say 'for the time being' because it may well be that our society is on the threshold of a revolt against the relentless assault of technology on our resources, our senses and our values. It may well be that we are on the verge of a revolt, perhaps sparked by the struggling developing nations, against the grasping hold of the multinationals which threaten to become, if they are not already, more powerful than governments. There is evidence of a widening movement to reduce the alienation suffered by workers through giving them some measure of control not only over their conditions of work but over the management, investment and other decisions which affect the quality of their lives and that of the community. No doubt the ideological concepts will sooner or later respond to the new urgency and new struggles.

There may well be an arguable case for the ideas of moral imperative and natural rights. When one is cold-bloodedly logical, one is tempted to question their existence. But when one is warm-bloodedly human, one is inclined to feel with some passion that justice, truth, decency, equality and respect for the dignity of the human being are self-evident moral obligations which give meaning to individual and collective life. Social democrats accept these as immutable objectives holding a permanent and honoured place in their ideology. But to insist that concepts relating to social analysis, and to strategies and tactics for change, are unalterable holy writ, can lead at best to stultifying error and at worst to the obscene perversions which characterized Stalinism.

As I have already mentioned, the first statement of philosophy as well as program pronounced by the first effective national social democratic party, the C.C.F., was the Regina Manifesto in 1933. It was thus written, debated and adopted at the bottom of the Great Depression. What emerged was a composite mainly of four ideological approaches : marxism, rural revolt which was deeper than the populism in the United States although influenced by it, the British Labour Party, Scandi-

navian socialism and the Christian Social Gospel. It was not revolutionary but it was a ringing document of indignation and commitment to social change. It could be nothing less at a time when the social fabric was deteriorating and unemployment and despair stalked the land.

It was marxist in some of its analysis of the capitalist order : it condemned class exploitation and capitalist concentration of wealth and power. But there was nothing remarkable about that. Most reputable thinkers had by then adopted some of the marxian methodology and social criticism. The Manifesto did not speak of surplus value, of historical materialism or of the class struggle. On the contrary, it spoke the language of peaceful change and of compassion for the weak. It found it necessary to assert that "We do not believe in change by violence", despite heated opposition by some marxists.

According to many of my colleagues who were present in Regina, the debates at the Convention were always heated and at times distressing. There seemed to be no way of bridging the differences between the radical marxists from British Columbia and the conservative farm spokesmen from Ontario and Manitoba, for example. But the influences of British moderate socialism and of Christian ethics prevailed. The times demanded a positive result ; it was unthinkable that men and women all of whom agreed that the existing system had caused and was causing inhuman hardships should refuse to unite their forces to do something about it. All sides made concessions.

The final document was more practical than dogmatic, even if it still lent itself to serious misrepresentation aimed at frightening Canadians about the menace of socialist regimentation, one of the more frequent formulations by powerful opponents. Woodsworth, as the natural president, expressed the conviction that "We may develop in Canada a distinctive type of socialism". Earlier in the same sentence he had described himself as having inherited "the individualism common to all born on the American continent" and described his "political and social ideals" as "profoundly influenced by British traditions and so-called Christian idealism". Having worked with Woodsworth and admired his pedagogic techniques, I have never had any doubt but that in these words Woodsworth was also describing the dominant influences which he hoped had guided the group collectively.

Some highly regarded Canadian scholars like Walter Young and Leo Zakuta have argued that the C.C.F. was a movement at first and only later became an electoral party. Others have charged that some of us had weakened its soul by reshaping it into a mere party. My hope to live long enough to understand the relevance of the distinction for a purely political organization grows dimmer as the years pass before

me, but in any case the Manifesto made very clear that it was the statement of a democratic electoral party. It stated :

This social and economic transformation can be brought about by political action, through the election of a government inspired by the ideal of a Co-operative Commonwealth and supported by a majority of the people. We do not believe in change by violence. We consider that both the old parties in Canada are the instruments of capitalist interest and cannot serve as agents of social reconstruction, and that whatever the superficial differences between them, they are bound to carry on government in accordance with the dictates of the big business interests who finance them. The CCF aims at political power in order to put an end to this capitalist domination of our political life. It is a democratic movement, a federation of farmer, labor and socialist organizations, financed by its own members and seeking to achieve its ends solely by constitutional methods .

I would have thought that a statement so clear could not possibly be misinterpreted except wilfully. But I was wrong. Once again I underrated the human capacity for obfuscation even, or perhaps particularly, in academia, when a fond theory is in need of living colour.

It was because the CCF was always, as the NDP is today, a political party hoping to be elected to power by the free vote of the people that the semantic concessions to the marxists became serious obstacles. This, it was felt , required specific recognition of a mixed economy and assurance that private business which continues to exist in the cooperative commonwealth, would "be given every opportunity to function, to earn a fair rate of return and to make its contribution to the nation's wealth". This was stated as early as 1944, again after fierce debate.

The post-war years did not bring another depression like the thirties nor did they see the widespread dislocation that all of us had expected. Instead, there was economic advance, exciting scientific and technological developments and the beginnings of a serious system of social security. Capitalism was still motivated by the same forces, concentrations of wealth and power were still in control, only more of them were in foreign hands. But the angry and unqualified language of 1933 and the demand for large-scale socialization did not sound as true. Hence the Winnipeg Declaration of 1956 for the CCF and the moderate shape of the ideology of the NDP.

Although the economy was on a down-turn in 1961, when the New Democratic Party was founded, the underlying post-war trends continued. The economic

and social program adopted by the Founding Convention was a comprehensive document which dealt with every aspect of Canada's life. A couple of points are particularly relevant to our discussion.

The document mocked the "superstition" of "free enterprise" and undertook to "expand public and co-operative ownership for such purposes as the operation of utilities, the development of resources, the elimination of monopoly concentrations of power, and the operation of major enterprises immediately and directly affecting the entire nation". Elsewhere it condemned the "unemployment, waste, political corruption and commercialization of taste and values" and dedicated the N.D.P. to "carry forward to new levels of achievement the best objectives of the farmer and labour, co-operative and social democratic movements. . .".

The language is less strident, less desperate and, perhaps, less urgent, but the ultimate objective of a society which is socialist as well as democratic, free as well as collectivists, is clear.

Critics shot at those responsible for the revisions the ultimate insult: we were accused of being concerned about winning votes. Imagine socialists being attracted to such bourgeois, not to say effete activities. Admittedly I have exaggerated the attitude of the critics and I apologize to them. It would be more accurate to say that the accusation was that we were anxious to win, whatever the cost. But the exaggeration was deliberate to dramatize what I believe to be an important theoretical error.

I suggest there is no virtue and, perhaps, no meaning in an ideology which remains pure because no one, or almost no one, wants to touch it. This is much closer to being utopian, if it is anything other than self-indulgence by people who are frustrated by the constraints of the democratic process and are either too timid or too intelligent to opt for revolution and totalitarianism. There is simply no more virtue in socialist fundamentalism than there is in close-minded rigidity in any other area of intellectual inquiry.

I do not want to enter into the seemingly endless argument as to what constitutes ideology as distinct from other categories of ideas about society. I merely wish to stress that, in my opinion, unless an ideology is a relatively consistent cluster of ideas about society which are intended to guide and are capable of evoking effective action to preserve or to transform the status quo, it is irrelevant no matter how touchingly articulated or how passionately held. I have a suspicion that in this formulation I am more marxist than some of the critics, since elaborate but ineffectual propositions were cardinal sins in Marx's eyes.

It is self-evident that within the framework of the ideology, there is room for discussion and argument as to the pace at which one wishes to see desirable results. There is always room for differences which derive from more or less experience in implementing objectives, more or less audacity, more or less courage, more or less passion, more or less commitment, above all, more or less wisdom. If one had to, I suppose one could place in the left column those with more audacity and greater passion and in the right column those with more caution and greater equanimity. I have strong objection to this kind of exercise because it takes too much time and effort to arrange and rearrange the columns, since the perception of left and right tends to change with many substantial issues.

In Canada today there is not much sense talking about something called the working class aware of itself and of its alleged revolutionary role, although there is a great deal of sense talking about working people and their democratic power. The fact is that the farmers and white collar workers do not see themselves as members of the working class. Yet for effective socialist action farmer support is essential in some parts of the country and the support of office and professional workers is crucial everywhere.

Indeed, not many blue-collar workers think of themselves consciously as of the working class. I have often thought that Lenin's hard-headed realism consisted largely in the fact that he abandoned the idea of a class-conscious working class rising spontaneously in revolt and opted, instead, for a professionally selected and trained revolutionary organization which he fitted into the Marxist frame by calling it the vanguard of the working class. In any case, to win power by the electoral process, it is necessary to persuade people of the validity and reliability of the party's approach and that means avoiding, whenever possible, concepts and words which close people's minds and frighten them away.

For similar reasons there is, in my opinion, no validity in continuing to talk about wholesale socialization as socialists did during the Depression. Then almost everyone experienced and therefore perceived the failures of so-called private enterprise. Today, in the era of consumerism and of glittering affluence, perception of the failures of capitalism requires much more sophisticated observation and analysis. Furthermore, we have learned that total or even large scale public ownership may be dangerous if the concomitant power is exercised by an arrogant government or, even more serious, by an insensitive bureaucracy. We have also learned from experiences in Canada and elsewhere that successful public ownership requires not only appropriate legislation, - much the easiest part - but massive capital for massive enterprises, as well as managerial, technological, market and productivity know-how. And we

have only in recent years learned to appreciate that changing ownership from private to public changes little unless the workers in the enterprise, from the manager to the sweeper, share the power of decision-making through some regime of worker participation. In short, we learned that nationalization is not the panacea we thought it to be nor as simple as we hoped.

This does not by any means argue for the abandonment of the idea of public ownership. On the contrary . The social democrat is still committed to the proposition that an economy planned and run by public bodies to serve human need as the first priority is morally and socially superior to an economy planned and run by private corporation for the purpose of maximizing their profits and expanding their private empires. He continues to strive not only to reform but to transform the capitalist system into a co-operative and collective one. But it does mean adapting important elements of the ideology to the evolving economic, social and political environment. Thus it is more relevant and meaningful to speak of a struggle for equality of condition for women as well as men, for natives and blacks as well as whites, for francophones as well as anglophones and for working people in every region, than to speak of a classless society in a context where it is not too difficult to identify the ruling class but not at all easy to identify the working class.

Before moving to the last section of my presentation, I want to say a few words about the fact that two elements were almost ignored in the Regina Manifesto and for years thereafter. I refer to the place of the French fact in Canada and to the foreign domination of large sectors of our economy. I do so, first, because to omit mention of these aspects of Canada's reality would leave a large gap in the presentation. Secondly, however, I also wish to suggest that one of the reasons for the omission of these areas for years from philosophic discussion and practical program was a doctrinaire application of the ideas that nationalism is evil and that a capitalist is a capitalist, whether domestic or foreign.

First as to French Canada and the CCF. Unfortunately, the French in Canada had no part in the steps that led up to Regina in 1933 and the only Quebecers present at the birth of the CCF were English-speaking. There was neither any organization nor any tradition of social democracy among the French Québécois. The result was a huge gap in the ideological framework of the Regina Manifesto and most subsequent CCF statements. There was no understanding of the French fact and no recognition of the special position of Quebec or of the Quebec people working for English-speaking bosses and disadvantaged by the fact that most of the workers could hardly speak English.

The Regina Manifesto satisfied itself by dealing with the subject obliquely in the section on the constitution. The section advocated greater centralization, which was itself in contradiction with the aspirations of the Québécois, and promised that there would be no "infringing upon racial or religious minority rights or upon legitimate provincial claims to autonomy". Exactly the same approach was taken in the Manifesto for the 1945 general election, which dealt with the Canada to be built after the war. And the Winnipeg Declaration of 1956 does no more than express pride in "our country's origins in the British and French traditions" and mention the need to "protect the traditions and constitutional rights of the provinces".

It is relevant to note that after a year or two the CCF did attract French-speaking activists in Québec, some of whom were well-trained and impressive in their knowledge of Québec and in their leadership qualities. They participated in the drafting of the later declarations. Yet they did not seem any more aware of the developing national problems than the anglophones. It was not until the debates which led to the founding of the New Democratic Party that reality of the French collectivity in Québec and the linguistic duality of Canada became important elements in the ideological discussions and statements of the party.

I cannot take the time to attempt an explanation except to point out that the change in the perceptions about Canadian and Québec society in the CCF-NDP coincided in time with the change in other political parties and even in Québec itself.

The point with respect to foreign economic control is simpler but no less myopic. There is much evidence in the CCF-NDP record that leading spokesmen from Woodsworth on were aware early of the growth of foreign investment and expressed concern about its threat to Canada's independence. But until the emergence of a new spirit of Canadian nationalism in the sixties, the party's ideological cluster did not reflect the concern. Indeed, as I said earlier, the governing assumption was that there was no difference whether the capitalist was Canadian or American. The result of this static ideological concept was near neglect of an increasingly important part of Canadian reality.

What I have been trying to do is to define the content and tone of the ideology of Canadian social democracy by reference to its development in the changing environment. As one would expect, similar developments have taken place in similar parties in other countries. Permit me to illustrate this point by citing some short excerpts from a profile of democratic socialism written by a great British socialist leader. In 1952, after some years in government, Aneurin Bevan published a personal politi-

cal statement in a book titled "In Place of Fear". Toward the end of the book he said the following in the chapter headed "Democratic Socialism".

The capacity for emotional concern for individual life is the most significant quality of a civilised human being. It is not achieved when limited to people of a certain colour, race, religion, nation or class . . . There is no test for progress other than its impact on the individual. If the policies of statesmen, the enactments of legislatures, the impulses of group activity, do not have for their object the enlargement and cultivation of the individual life, they do not deserve to be called civilised (pp. 167-8).

And a little later :

The philosophy of democratic socialism is essentially cool in temper. It sees society in its context with nature and is conscious of the limitations imposed by physical conditions. It sees the individual in his context with society and is therefore compassionate and tolerant. Because it knows that all political action must be a choice between a number of possible alternatives, it eschews all absolute prescriptions and final decisions . . . It accepts the obligation to choose among different kinds of social action and in so doing to bear the pains of rejecting what is not practicable or less desirable.

Democratic socialism is a child of modern society and so of relativist philosophy. It seeks the truth in any given situation, knowing all the time that if this be pushed too far it falls into error. It struggles against the evils that flow from private property, yet realises that all forms of private property are not necessarily evil. Its chief enemy is vacillation, for it must achieve passion in action in the pursuit of qualified judgments. It must know how to enjoy the struggle, whilst recognising that progress is not the elimination of struggle but rather a change in its terms (pp. 169-170).

I have cited from Bevan partly because he states with simple eloquence what I have been trying to say for many years. But I have also cited these passages because they bear witness to the changes in ideology or, at least, in ideological temper which an open mind and sensitive spirit shaped in response to changing conditions. The Nye Bevan whom I met and knew in the early thirties, and to whose outpourings I listened often, would have rejected much of what I have just read. Any suggestion at that time that a socialist should serve or be concerned about members of any class other than the working class would have been scorned as typical bourgeois softness

or, if he was in a tougher mood, condemned as betrayal. And statements which urged caution and suggested, in effect, that the socialist struggle may not lead to a conclusion which would require no further struggle would have called forth the kind of biting scorn for which Bevan is justly famous.

The trouble with such ideological revision is that they take some of the bite and drama out of the socialist ideology and bring it closer to other but non-socialist ideologies. It is much easier to strike sparks when the good guys confront the bad guys in vivid contrast. This has troubled social democratic leaders and is no doubt partially responsible for the factional debates which regularly explode in social democratic parties, but, in my view it is the price of ideological relevance and political progress.

The loss of drama in ideological revisions may also be the reason why continental European social democratic parties have retained much of the Marxist rhetoric, although a more important reason is the fact that Marxist categories and analysis are much more meaningful and acceptable to the people of their countries than they are to our people. But whatever the rhetoric, all social democratic parties act along similar lines in practice. They do so because they are committed to retain the democratic process, because they value freedom from political oppression and intellectual deprivation as much as or more than freedom from capitalist exploitation. They do so because, in Bevan's words, "their object (is) the enlargement and cultivation of the individual life".

The democratic road to socialism means that the socialist society will not arise full-blown with the sun one fine morning. In a sense it will never rise full-blown because it involves continuing struggle and a continuing process. The alleged socialism which confines, if it does not exclude, political, intellectual and cultural rights is rejected by the ideology of the NDP in Canada and by similar parties everywhere. History has shown that we cannot have armed revolution and a free society. A socialist must choose.

EXISTE-T-IL UN NATIONALISME CANADIEN ANGLAIS ?

Par Stanislav J. KIRSCHBAUM

*Glendon College
York University*

La question posée ci-dessus sous-entend en fait deux autres questions qui lui sont intimement liées et dont les réponses nous permettent d'aborder la problématique de l'existence d'un nationalisme canadien-anglais. Il s'agit en effet de répondre d'abord à la question existe-t-il un nationalisme canadien ? puis à l'interrogation, le nationalisme québécois est-il antithétique ou une composante d'un nationalisme canadien ?

Pour pouvoir répondre à la seconde question, il faut accepter l'existence d'un nationalisme québécois affirmatif. C'est un nationalisme qui se prête non seulement facilement aux définitions classiques du nationalisme, où l'accent est mis séparément ou collectivement sur la langue, la race, la religion, l'histoire et le plébiscite quotidien d'Ernest Renan (1), mais il est aussi l'objet de maintes manifestations au point où un éminent politicologue québécois pouvait affirmer qu'il existait non pas un nationalisme, mais bel et bien des nationalismes au Québec (2). Cette manifestation de la volonté collective québécoise (naguère canadienne-française) s'est développée par rapport à l'existence du fait anglophone en Amérique du Nord. Ce qui rend l'étude du nationalisme québécois intéressant, c'est l'existence, *mutatis mutandis*, de deux solutions à la question fondamentale qu'il pose sur la survie des Québécois : soit la création d'un Etat québécois qui serait le seul garant et le défenseur de la nation ; soit la participation active, à titre d'égalité à part entière des Québécois au maintien d'un Etat fédéré avec les Canadiens-anglais. La première solution est en fait antithétique à l'existence d'un nationalisme canadien alors que la seconde est une partie composante de ce dernier. Trois Premiers Ministres fédéraux ont jusqu'à maintenant articulé cette seconde option sous différentes formes : Wilfrid Laurier, Louis Saint-Laurent, et Pierre Trudeau, tous trois Canadiens-français. Journalistes et Universitaires ont aussi apporté leur contribution "à l'intelligence du fédéralisme canadien" pour reprendre l'expression de Gilles Lalande (3).

Il existe ainsi une variante du nationalisme québécois qui s'identifie à un nationalisme canadien et qui implicitement au moins donne une réponse affirmative à la question de l'existence d'un nationalisme canadien et aussi d'un nationalisme canadien-anglais. Il s'avère toutefois que cette trinité intellectuelle n'est pas aussi nette

dans la réalité comme le suggère John Holmes : "Quant au nationalisme canadien-anglais, il est douteux qu'il existe en dehors du nationalisme canadien" (4).

La réponse au titre de cet article est ainsi loin d'être nette. Cette affirmation de John Holmes trouve son écho non seulement chez beaucoup de Canadiens-anglais, mais elle sert aussi d'argument aux indépendantistes pour affirmer le besoin d'un Etat du Québec (5). Un aperçu de l'histoire du Canada nous montre toutefois qu'il est possible de distinguer entre le nationalisme canadien et le nationalisme canadien-anglais et que la crise à travers laquelle passe le Canada n'est point la crise du Québec, mais plutôt celle du Canada-anglais. En fait c'est le nationalisme canadien-anglais qui détient la clef de l'avenir du Canada.

Les historiens sont aujourd'hui d'accord pour souligner les impératifs économiques qui menèrent les colonies britanniques de l'Amérique du Nord à créer un nouvel Etat au nord des Etats-Unis (6). Cette union économique des quatre provinces devait être aussi le point de départ d'une nouvelle nationalité politique canadienne. C'est un Canadien-français, Georges-Etienne Cartier qui proposa cette formule en 1865 et de toute évidence elle était acceptée tant de la part de ses compatriotes francophones que des anglophones. Selon Cartier, cette nouvelle nationalité politique serait formée "sans qu'intervienne ni l'origine nationale, ni la religion d'un individu" (7). Qui plus est, selon le jugement d'un historien canadien-anglais : "La Confédération deviendrait en effet une nouvelle nationalité, mais elle serait une nationalité politique et non pas une nationalité absolue qui absorberait la vieille nationalité culturelle et linguistique des Français dans celle des Anglais" (8).

Il est important de souligner, comme le fait d'ailleurs Donald Creighton avec vigueur, que les méfiances qui régnaient à l'époque de la Confédération étaient d'ordre religieux et scolaire plutôt que d'ordre linguistique et racial (9). Il existait bien sûr des Anglais qui ne faisaient aucune distinction et qui n'hésitaient pas à accuser de trahison ceux qui s'entendaient avec les Canadiens-français. Sir John A. Macdonald dut subir pendant des années les invectives de George Brown du *Globe* de Toronto. Mais Macdonald avait compris que la survie d'une entité politique au nord des Etats-Unis ne pouvait se faire sans l'accord des Canadiens-français et qu'il fallait les traiter avec respect : "Traitez-les comme une nation et ils agissent comme les personnes libres agissent d'habitude. Appelez-les une faction et ils deviennent factieux" (10). Le respect mutuel qu'avaient Macdonald et Cartier l'un pour l'autre augurait bien de la naissance de cette nouvelle nationalité canadienne.

Force est de constater que cette nationalité était cependant extrêmement fragile. Elle dépendait non seulement de la volonté des Canadiens-français de l'adopter

comme la leur, mais aussi du désir des Anglais de la respecter. Sa viabilité se manifesterait surtout au niveau de la direction politique du pays. Comme le constate Bruce Hutchison : "Tant que Cartier l'épaulait, Macdonald pouvait faire valoir la loi de l'association égale avec le Canada-français. L'absence d'un tel partenaire serait fatale à l'expérience, au début de toute façon, et s'avérerait fatale pour Meighen, Bennett et Diefenbaker en notre temps. Malheureusement Cartier ne serait pas disponible pour longtemps" (11).

C'est le développement socio-économique des deux parties composantes de cette nouvelle nationalité qui détruira l'équilibre qu'avaient créé Cartier et Macdonald. De là naquit aussi un malentendu qui allait dégénérer en une incompréhension totale entre Canadiens-anglais et Canadiens-français qui dure encore aujourd'hui. Ce malentendu serait aussi la sage-femme du nationalisme canadien-anglais.

La crise qui donna le coup de semonce à cette expérience fragile fut la rébellion de Riel sur la Rivière Rouge en 1869-70. Elle n'éclaterait dans toute sa vigueur que vers la fin du siècle ; c'est sous Macdonald hélas que les graines furent plantées. Comme le souligne Hutchison :

De toutes les folies dans la vie de Macdonald, son traitement de Riel et des Métis était le moins excusable. S'il avait au moins mis en œuvre à la Rivière Rouge la belle affirmation qui lui avait si bien servi pour le Québec, s'il avait vu dans les colons métis une nation à traiter généreusement, et non pas une faction à contraindre et à rendre factieuse, la double calamité de l'Ouest aurait pu être évitée. Mais il était trop tard. Macdonald avait décidé que les Métis n'étaient que "des sang-mêlés misérables", exigeant la coercition (12).

L'exécution de Riel en 1885 allait faire de lui un martyr canadien-français catholique ; elle allait aussi mettre à jour les limites de la participation canadienne-française au développement du Canada. La poussée vers l'Ouest, financée par les capitaux anglais, serait dorénavant une entreprise anglophone au service de la communauté anglophone protestante de l'Ontario à laquelle les Canadiens-français catholiques n'étaient point appelés à participer. Une amère déception se fit sentir au Québec, d'où sortit d'ailleurs la théorie que la Confédération était une entente entre deux peuples fondateurs, un pacte entre deux groupes culturels (13). La crise scolaire du Manitoba de 1896 n'était que le coup de grâce à la nationalité politique canadienne de Cartier et Macdonald.

L'élection de Wilfrid Laurier, premier Canadien-français à devenir Premier Ministre du Canada sembla redonner une certaine vigueur et un certain espoir à une

nouvelle entente entre Canadiens-anglais et Canadiens-français. C'était d'ailleurs la mission que s'était donnée Laurier et un de ses biographes dira de lui qu'il était l'architecte de l'unité canadienne (14). Cette tentative de Laurier, de Saint-Laurent et de Trudeau après lui de ressusciter sous diverses formes la notion de l'unité canadienne, n'aura toutefois plus les assises de 1867. Le Canada anglais s'était élargi de l'Atlantique au Pacifique et qui plus est, il avait développé son propre nationalisme. Néanmoins, les idées de Cartier et de Laurier n'auront pas pour autant disparu et réapparaîtront au Canada anglais au moment où le Canada se préparera à fêter son centenaire (15). Elles seront proposées non seulement comme contre-poids au nationalisme intégral naissant au Québec, mais aussi au nationalisme canadien-anglais.

Les premiers jalons du nationalisme canadien-anglais ont été posés au lendemain de la Confédération. C'est en 1868 qu'un groupe de jeunes Canadiens-anglais ont fondé un mouvement connu sous le nom de *Canada First*. Selon l'historien Frank Underhill : "C'était le premier mouvement de jeunesse dans notre politique, la première tentative d'un groupe d'intellectuels pour influencer le ton et le contenu des discussions politiques" (16). Leurs activités publiques débuteront avec le retour de deux de leurs membres de l'Ouest où ils avaient été témoins des événements à la Rivière Rouge en 1869-70. Ils accusèrent Cartier de comploter avec l'Église catholique dans le but de faire du Nord-Ouest un domaine franco-catholique. Ce mouvement sera anti-français sa vie durant. Regroupés surtout à Toronto, ils publièrent dès 1872 un mensuel intitulé *The Canadian Monthly and National Review* et entre 1874 et 1876 l'hebdomadaire *The Nation*. Leur idéologue principal était un Anglais, Goldwin Smith, professeur d'histoire à Oxford. Le mouvement prônait le maintien du lien britannique et la consolidation de l'Empire tout en insistant sur le droit du Canada d'être consulté dans tous les traités qui le touchaient. La vie du mouvement fut courte ; leurs attaques contre les partis politiques, leur soutien de l'idée d'une forme d'indépendance canadienne ainsi que leur prise de position sur la question de réciprocité avec les États-Unis effrièrent leur soutien et le mouvement disparut vers 1876.

L'épisode du mouvement *Canada First* était le prodrome d'une évolution inévitable dans la vie politique du Canada. L'intérêt qu'elle suscite ne se situe point dans son échec, mais plutôt dans le dilemme que le mouvement avait soulevé mais avait été incapable de résoudre, à savoir le maintien du lien britannique et le désir d'indépendance. Smith avait toutefois compris que ce dilemme existait et qu'il s'aggraverait au fil des années. Pour cette raison il proposa la solution paradoxale dans son ouvrage *Canada and the Canadian Question*, publié en 1891, d'une union du Canada avec les États-Unis. Cette suggestion évoqua une réponse de la part de deux Canadiens-anglais originaires des Maritimes, George M. Grant, Principal de l'Université Queen's et George R. Parkin qui prônèrent la cause d'une fédération

impériale britannique. Parkin publia en 1892 *Imperial Federation, The Problem of National Unity* où le mot national visait l'Empire et non le Canada. Au cœur de leur impérialisme se trouvait une forme de nationalisme canadien-anglais plutôt bizarre. Selon Underhill : "Un des grands attraits de la fédération impériale pour eux était le fait que les hommes d'Etat canadiens, en devenant des partenaires dans une plus grande entreprise, élargiraient leur vision et leurs sens de responsabilités deviendraient plus sérieux" (17).

L'apparition du sentiment impérial chez les Canadiens-anglais correspondait à deux développements séparés, mais néanmoins intimement liés. Premièrement, depuis 1867 la population anglophone du Canada s'était accrue, malgré la dépression économique de 1873 qui avait entraîné une émigration importante de Canadiens aux Etats-Unis. Ces immigrants venaient surtout du Royaume-Uni et apportaient avec eux une allégeance à l'Empire britannique qu'ils n'étaient pas prêts à abandonner. Bien au contraire, la Grande-Bretagne vivait alors l'apogée de sa grandeur sous le règne de Victoria, grandeur qui était due à l'existence de colonies et de Dominions tels que le Canada. La suffisance en la Pax Britannica qui se manifestait alors à Londres, chantée par des poètes tels que Rudyard Kipling, se traduisait chez les Canadiens-anglais en un désir de conserver à tout prix le caractère britannique du pays. Deuxièmement, les Etats-Unis connaissaient à cette époque un essor industriel qui attirait non seulement les défavorisés de l'Europe, mais aussi un bon nombre de Canadiens. En conséquence, la population américaine augmentait très rapidement et petit à petit la puissance américaine se faisait sentir au point où d'aucuns doutaient de la viabilité du Canada face à ce géant grandissant. George M. Grant par exemple rejetait dans son livre *Ocean to Ocean* la notion d'indépendance canadienne comme l'idée "de rêveurs et d'esprits émasculés" (18). En 1901, près de cinq millions et demi de Canadiens étaient les voisins de 76 millions d'Américains. Ce contraste démographique et politique se fit sentir surtout lors du règlement de la question de la frontière de l'Alaska où la Grande Bretagne, fidèle à ses propres intérêts, soutint Washington contre Ottawa.

Il n'est point étonnant que ce nationalisme canadien-anglais pro-britannique se prit à cette époque pour le nationalisme canadien. L'exécution de Riel avait repoussé les Canadiens-français dans les confins de leur province, même si le gouvernement d'Honoré Mercier prétendait représenter tous les Canadiens-français, tant au Québec que dans les autres provinces. Cette revendication avait provoqué d'ailleurs la création d'un mouvement protestant extrémiste en Ontario qui agitait sans cesse contre la langue française et les écoles catholiques dans l'Ouest. Le Canada était pour eux un pays canadien-anglais où habitaient des Français catholiques dans un coin du

pays. Qui plus est, l'empire britannique allait bientôt être impliqué dans l'aventure sud-africaine et éveiller ainsi dans la majorité anglophone un sentiment de fierté en leur appartenance à l'empire. Comme l'expliqua J.W. Dafoe en 1922 : "L'impérialisme sur le plan sentimental, était la glorification de la race britannique : il présageait les temps heureux où ce peuple gouvernant et triomphant donnerait au monde la bénédiction de la Pax Britannica . . . Il éveillait leur imagination, de colons sans importance dans les remous des affaires du monde, ils allaient faire intégralement partie d'un mouvement mondial impérial d'expansion et de domination . . . De plus, cela leur donnait un sentiment de leur importance spéciale ici au Canada où la population n'était point "homogène de sang, de langue et de religion" ; c'était à eux, sentaient-ils, de prendre les décisions et de contrôler les événements" (19).

L'élection de Wilfrid Laurier en 1896 allait cependant apporter au Canada un changement de direction qui obligerait les nationalistes canadiens-anglais à se lancer sur la voie tortueuse de la redéfinition de leur idéologie. Laurier allait poser la question de la définition du Canada non seulement dans sa composition, mais surtout dans son identité politique. Sur un premier plan, sa victoire sur le Parti conservateur, porte-parole de l'idée impériale, réaffirmait l'importance du Québec dans la politique fédérale ; il ne réussira cependant pas à affirmer l'égalité que Macdonald avait introduite au moment de la Confédération. Par contre il lancera le Canada sur la voie de son indépendance en refusant, lors de sa participation aux célébrations impériales de 1897, d'accepter la proposition du Secrétaire aux Colonies, Joseph Chamberlain, de créer un "conseil impérial". Il refusera aussi des subsides à la Royal Navy et même après sa défaite en 1911, il persuadera le Sénat de rejeter la décision du gouvernement conservateur d'offrir des cuirassiers "Dreadnought" à Londres.

Laurier allait poser un second problème au nationalisme canadien-anglais lorsqu'il alla aux urnes en 1911 sur le thème de la réciprocité commerciale avec les Etats-Unis. Plus qu'autre chose, cette politique était le prodrome d'une autre évolution inévitable, à savoir les liens avec les Américains, le rôle du Canada en Amérique du Nord. En 1911, les intérêts financiers, invoquant de plus l'allégeance à l'empire britannique, réussirent à battre Laurier et à remettre à plus tard la question qu'il avait posée.

Pendant toute cette période où se développait et se renforçait cette allégeance impériale chez les Canadiens-anglais, un thème fit son apparition qui donna au moins un cachet canadien au lien britannique : le thème du grand nord. C'est Robert Haliburton, un des fondateurs du mouvement *Canada First* qui suggéra pour la première fois dans une communication faite au Montreal Literary Club en 1869 que les

Canadiens étaient "les hommes du nord du nouveau monde". Ce thème faisait un pont entre le sens d'appartenance à la tradition britannique et une certaine opposition à la démocratie américaine qui a toujours été présente dans le nationalisme canadien-anglais. Comme l'écrit Carl Berger : "C'était cette identification de la liberté avec le nord qui donna tant de puissance à l'émotion anti-américaine que la liberté canadienne ou "britannique" était de loin supérieure à la démocratie tumultueuse des Etats-Unis" (20). Ce thème n'était cependant pas suffisamment fort pour supplanter ou encore transformer le lien britannique ; il servit toutefois pour l'ancrer et se dissipa dès que la présence américaine cessa d'être perçue comme menaçante. La tentative de Vincent Massey de ressusciter ce thème dans son ouvrage *On Being Canadian* publié en 1948 et la vision d'un Canada du Nord de John Diefenbaker en 1956 n'évoquèrent aucune réaction dans la population.

A la veille de la Grande Guerre, le nationalisme canadien-anglais pouvait se féliciter de ses réalisations. Le Canada était une partie composante de l'empire britannique où les institutions et les idéaux anglo-saxons distinguaient le Dominion de la république du sud. La politique de réciprocité de Laurier avait été rejetée et l'Ouest malgré l'arrivée d'immigrants d'Europe Centrale, surtout d'Ukraine et d'Autriche-Hongrie, serait anglais et dans l'ensemble déconfessionnalisé. Quant au Québec, il s'était replié sur lui-même sous l'influence d'Henri Bourassa, renforçant ainsi chez les Canadiens-anglais l'illusion que le Canada était et resterait un pays anglo-saxon, membre de l'empire britannique.

La Grande Guerre allait cependant mener le Canada non seulement un peu plus loin sur la voie de l'indépendance, mais aussi vers une confrontation entre Canadiens-français et Canadiens-anglais au sujet de la conscription. Les nationalistes canadiens-anglais ne tirèrent paradoxalement aucune leçon de ces deux événements. Dans l'ensemble, les idées qui s'étaient développées dans le premier demi-siècle après la Confédération allaient connaître peu de modifications. L'indépendance du Canada allait être réalisée en partie parce qu'elle était dans la nature des choses et en partie parce que les hommes politiques canadiens, surtout Laurier, Borden et MacKenzie King avaient compris qu'elle était inévitable, voire nécessaire. Mais le lien britannique devait être maintenu. Comme l'indique John Holmes : "Alors que les Canadiens sortirent de la Première guerre mondiale avec un sens accru de leur identité nationale, ils restaient cependant ambivalents envers la question de savoir si le destin canadien devait être principalement impérial ou national. Mackenzie King, qui domina la période, rejeta la première solution et ce faisant, créa distraitemment le Commonwealth des nations avec lui-même comme prophète" (21). Quant au Québec, la crise de la conscription de 1917 l'avait poussé davantage à se replier sur lui-même. Le Canada

en partie par défaut, en partie par dessein était devenu un pays anglo-saxon. Des trois premiers ministres de la période entre les deux guerres, King, Meighen et Bennett, les deux derniers n'avaient même pas de lieutenant canadien-français comme le voulait la tradition depuis Macdonald. Heureusement (ou est-ce malheureusement ?) King domina cette période avec Ernest Lapointe à ses côtés, puis Louis Saint-Laurent. Un fragile équilibre avait été maintenu par cette représentation qui permit de surmonter la seconde crise de la conscription en 1944, remettant toutefois à plus tard la question du rôle du Québec au Canada.

C'est aussi dans cette période entre les deux guerres qu'une transformation des axes culturels et commerciaux du Canada commença à intervenir. Le Canada était en proie depuis sa création à un phénomène que Maurice Careless qualifie de métropolitanisme, c'est-à-dire la domination d'une métropole par des liens de communication qui partent du centre et vont jusqu'aux confins de son rayonnement par l'intermédiaire de centres secondaires (22). Londres servait de centre au début ; cependant au fil des années, en réaction à Londres, Montréal et Toronto se disputèrent le privilège. Qui plus est, au même moment des centres plus importants que Londres se développaient aux Etats-Unis. La question que Laurier avait posée avec l'élection de 1911 serait dorénavant posée quotidiennement et sournoisement avec le développement de la puissance économique et culturelle américaine. Comme le souligne Careless : "Malgré le développement d'un réseau métropolitain intense et étroitement lié, les diverses régions et sous-régions métropolitaines hautement organisées de ce pays ont leur place dans les chaînes de vassalité continentales au sud de la frontière" (23).

Est-ce par un moment de distraction que ce développement avait lieu, ou était-ce inévitable, voire dans la nature de la position géopolitique du Canada ? L'historien Donald Creighton rejette la responsabilité de ce qu'on appellera dorénavant la politique de continentalisme sur Mackenzie King : "Il avait systématiquement sapé le lien qu'avait le Canada avec l'Angleterre ; et, au lieu de renforcer son indépendance, il avait simplement remplacé les liens impériaux brisés par des liens continentaux infiniment plus forts, qui ont effectivement lié le Canada aux Etats-Unis" (24). Cette accusation est répétée par George Grant qui situe d'ailleurs le point tournant en 1940 :

En 1940 il était nécessaire pour le Canada de participer à la défense continentale. L'Eurasie entière aurait pu tomber entre les mains de l'Allemagne et du Japon. L'Empire britannique allait s'effondrer une fois pour toutes comme force internationale. Le Canada et les Etats-Unis d'Amérique allaient être unis sans équivoque dans la défense de cet hémisphère. Il est toutefois sur-

prenant que les hommes politiques et les fonctionnaires aient si peu compris que cette nouvelle situation devrait être manipulée avec beaucoup de sagesse si le Canada devait garder son indépendance. Il se peut que rien n'ait pu être fait ; peut-être l'effondrement de l'Europe du 19^{ème} siècle résultait automatiquement en l'effondrement du Canada. Quoiqu'il en soit, il est extraordinaire que King et ses associés aux Affaires Extérieures n'aient pas reconnu la situation périlleuse que les circonstances avaient créée . A toute époque, les hommes politiques sages doivent jouer un jeu d'équilibre. Mais comme l'alliance américaine fut peu équilibrée par une défense de l'indépendance nationale ! (25).

Ce qui est extraordinaire dans le développement du nationalisme canadien-anglais c'est non seulement ce transfert d'axes, mais surtout le fait qu'il eut lieu si subrepticement. Mackenzie King peut en porter la responsabilité aux yeux des historiens, mais cet homme politique avait un don qui répondait aux besoins de son époque. Selon Blair Fraser : "Si on vous demandait de dire quelle était sa plus grande et unique qualité, vous choisiriez sans doute sa capacité surnaturelle de percevoir les grandes tendances de l'opinion publique et de les exprimer et les guider. Il semblait savoir instinctivement quand le peuple était prêt pour une certaine politique" (26). De plus, dans la décennie qui suivit la fin de la guerre, le Canada connut non seulement un essor économique extraordinaire, mais aussi un taux élevé d'immigration qui modifia les proportions de la composition ethnique de la population. L'arrivée des réfugiés politiques, l'intensification de la guerre froide et l'acceptation des Etats-Unis comme les garants de la liberté et de la prospérité imprégnaient encore davantage cette opinion publique que Mackenzie King avait si bien jugée avant la guerre. Il ne faut pas s'étonner donc que peu de voix se soient élevées à l'époque pour avertir du danger que cela signifiait pour l'indépendance du Canada.

Malgré les changements que cela impliquait pour le pays, le nationalisme canadien-anglais était resté foncièrement anglo-saxon. Il se trouvait cependant à un carrefour : tant que le Royaume-Uni était une puissance mondiale, l'allégeance à la couronne britannique allait de soi. Au lendemain de la Seconde guerre mondiale, c'étaient les Etats-Unis qui prenaient la relève de la Grande-Bretagne sur la scène mondiale. Le gouvernement fédéral ainsi que la population avaient déjà opté pour le continentalisme, quoique plutôt sur le plan économique que sur le plan culturel. Qui plus est, le Canada, bien que membre du Commonwealth, était un pays souverain à part entière, membre de maintes organisations internationales. Qu'ils le veuillent ou non, les nationalistes canadiens-anglais étaient sommés de justifier ou encore de repenser leur nationalisme.

Or ce qui se produisit, ce fut l'apparition de trois courants qui cherchaient à donner au nationalisme canadien-anglais un contenu autochtone. Le premier courant qu'on peut qualifier de conservateur, se manifesta avec l'élection du gouvernement de John Diefenbaker en 1956. Cet avocat de la Saskatchewan prônait l'unité canadienne, calquée sur certaines idées de John A. Macdonald, puisant son contenu notamment dans le lien britannique historique. Malheureusement pour lui, ce n'était pas une idée originale et sa vision d'un pays uni s'effrita devant son incapacité à comprendre les transformations qu'avait subies le pays. La réalité politique du pays lui réservait un sort cruel ; il n'avait point saisi que son élection était due non pas à la décision des électeurs de choisir le programme de son parti, mais au rejet d'un gouvernement libéral arrogant. Qui plus est, l'essor économique était en train de se ralentir et plus qu'autre chose il fallait former un gouvernement capable de définir une politique qui éviterait les conséquences d'un ralentissement économique. Diefenbaker ne fut hélas pas à la hauteur de cette tâche et de surcroît, il ne sut pas s'entendre non plus avec les Québécois qui lui avaient donné la majorité des sièges au Québec aux élections de 1958 ; il n'avait pas de lieutenant québécois à ses côtés. Son nationalisme populiste, comme le définit George Grant (27), allait à contre-courant non seulement de la réalité canadienne, mais aussi du nationalisme québécois qui commençait à se réaffirmer à cette époque. Selon Grant : "Pour Diefenbaker, l'unité de tous les Canadiens était un acte définitif. Son interprétation du fédéralisme était foncièrement américaine. Il n'incluait point ceux qui se sentaient concernés par le désir d'être une nation, mais seulement ceux qui voulaient préserver certaines coutumes charmantes qui avaient survécu" (28). Avec sa défaite aux élections de 1963 et le retour des Libéraux au pouvoir, cette tentative d'enrayer le continentalisme et de revenir au nationalisme de Macdonald disparut. George Grant, dans un livre qui fut assez populaire, se lamenta non seulement sur cet échec, mais, selon lui, sur la disparition de la nation canadienne de Macdonald dont Diefenbaker avait été le dernier apôtre (29).

Le deuxième courant peut être qualifié de nationalisme à la recherche de lui-même. Un peu en réaction à la débâcle du régime conservateur de Diefenbaker, ce courant acceptait l'inévitabilité du continentalisme et se montra aussi plus sensible à l'évolution de la société québécoise. C'est le nationalisme qui sera articulé par un groupe d'universitaires réunis dans la University League for Social Reform. Ils publièrent en 1966 un ouvrage, *Nationalism in Canada*, dont les analyses sont le baromètre de la société canadienne. C'est John Holmes qui saisit le mieux le pouls du pays lorsqu'il écrivit : "Dans la pseudo-sophistication de notre adolescence, beaucoup de Canadiens préféreraient laisser le pays sombrer que d'être accusés de nationalisme, une faiblesse qui est non seulement pernicieuse, mais aussi bête. D'aucuns sont fiers qu'on ait conçu la non-nation immaculée . . . Le problème central d'un nationalisme

pan-canadien a été le besoin de trouver une raison d'être à l'existence de ce pays . . . Notre anxiété au sujet de notre survie nationale peut être attribuée à l'échec de notre volonté" (30).

Cette constatation de la part de John Holmes semble se heurter à l'analyse que fait Kenneth McNaught de la perspective nationale des Canadiens anglophones. Reconnaissant qu'il existait naguère un racisme chez les Canadiens-anglais, mais qu'il est devenu de moins en moins important, menant d'ailleurs à la reconnaissance du besoin de la diversité nationale, McNaught conclut : "Les Canadiens anglophones ont une idée très arrêtée du Canada : amalgame historique de l'intention originale et indiscutable de la Confédération à laquelle se sont ajoutées des modifications ordonnées par l'immigration et la croissance" (31). Or, comme le montre clairement Alfred Dubuc dans le même ouvrage, les conditions qui existaient au moment de la Confédération se sont modifiées à tel point que l'idée politique de la Confédération n'est plus viable.

L'article de Kenneth McNaught confirme en fait le diagnostic de Holmes dans la mesure où cette conception qu'ont les Canadiens-anglais d'un pays où le nationalisme ethnique n'a pas de place vise particulièrement le Québec et rend ainsi impossible la recherche d'une solution. Mais il y a davantage : en se repliant sur l'idée politique de la Confédération, les Canadiens-anglais manifestent implicitement une forme d'anglophilie que Charles Hanly n'hésite pas à condamner :

L'anglophilie représente une barrière psychologique majeure dans la formation d'un sentiment nationaliste unificateur au Canada. Beaucoup de Canadiens-anglais continuent à insister sur le besoin de garder un lien de dépendance avec leur pays d'origine - les conquérants britanniques du Canada. Jusqu'au jour où les Canadiens-anglais seront capables de transférer leur allégeance émotionnelle principale au Canada, il y aura peu d'espoir pour une cohésion nationale forte qui lierait ensemble les deux groupes raciaux (32).

Cet ouvrage collectif représente à la fois les analyses, les soucis et les espoirs d'universitaires canadiens ; ils sont le miroir de la société qu'ils étudient. Puisque tous sauf deux sont des Canadiens-anglais, ils font miroiter les dilemmes du nationalisme canadien-anglais. Beaucoup soulignent le besoin d'une politique nationale qui saurait capter l'enthousiasme tant des Canadiens-français que des Canadiens-anglais. Mais les contours de cette politique restent à définir. Comme le remarque en conclusion Peter Russell : "En un mot, la conception du nationalisme qui est exprimée ici en est une qui voit l'unité nationale comme le produit plutôt que la victime de la diversification et l'hétérogénéité de la société canadienne" (33).

Le troisième courant est un courant récent et multiforme qu'on pourrait qualifier de courant défensif. Dans ses différents aspects, il traduit le désarroi des Canadiens-anglais face aux transformations qu'a subies le pays dans la période d'après-guerre. Il présente peu d'intérêt en tant que point de départ ; il peut toutefois aider à comprendre les nouvelles conditions qui sont à l'origine de la crise canadienne contemporaine.

La première manifestation de ce courant fut la réaction dans certains milieux au contrôle croissant de l'économie canadienne par les sociétés américaines. Ce fut paradoxalement le Ministre des Finances d'un gouvernement libéral qui sonna l'alarme le premier dans son budget nationaliste de juin 1963. Il fut désavoué rapidement par le milieu des affaires, puis par son parti. Comme l'écrit Donald Creighton : "La défense animée que fit Grodon de l'indépendance économique canadienne était une aberration par rapport à la politique libérale traditionnelle, qui fut d'ailleurs rapidement abandonnée avec alarme lorsque furent révélées les redoutables conséquences d'une limite apportée aux investissements américains" (34). En 1965, Gordon publia *A Choice for Canada : Independence or Colonial Status ?*, second cri d'alarme qui fut à nouveau rejeté par son parti. Sa dernière tentative de sonner le tocsin fut le rapport du groupe d'étude sur les conséquences de l'afflux des capitaux américains sur l'indépendance du Canada qu'il dirigea en 1967-68 en tant que Ministre sans portefeuille. Le rapport Gordon-Watkins n'eut pas plus d'écho que les tentatives précédentes. Pourtant le thème de l'indépendance canadienne, ou plutôt la réaction à la domination américaine ne disparut pas pour autant et les nationalistes canadiens remportèrent au moins un succès limité lorsque le Secrétaire d'Etat libéral, Hugh Faulkner, réussit en 1976 à imposer un minimum de contenu canadien dans les revues comme *Reader's Digest (Sélection en français)*. L'hebdomadaire *Time* refusa par contre d'accepter cette contrainte et cessa en conséquence de publier une édition canadienne. La domination culturelle américaine ne disparut pas pour autant .

La deuxième manifestation de ce courant est la réaction aux transformations et aux revendications québécoises depuis la mort de Duplessis et le début de la révolution tranquille. Cette réaction s'était manifestée d'abord par un point d'interrogation perplexe fort bien articulé dans la question : "Que veut le Québec ? ". Le dilemme s'aggrava lorsque la réponse refusa d'être claire et nette, mais se voulut multiple ; le Québec était et reste d'ailleurs toujours en profonde mutation, à la recherche de son propre destin. L'apparition de la notion de séparation et d'indépendance non seulement brouilla davantage la situation, mais l'explosion de bombes à Montréal et les enlèvements du Britannique James Cross et du ministre provincial Pierre Laporte, finalement assassiné par ses ravisseurs, donnèrent à la crise canadienne une acuité encore plus grande que lors des crises précédentes.

Les réactions au phénomène québécois devinrent elles-mêmes au fil des années tout aussi multiples. D'une part on percevait la crise québécoise comme une crise de mécontentement, principalement économique et on se contentait d'indiquer simplement que si le Québec avait accusé un retard économique, c'était sa faute puisqu'il avait élu des premiers ministres comme Duplessis, dont la politique était l'opposition à toutes les initiatives fédérales qui avaient assuré autrement le développement du reste du pays. D'autres justifiaient la domination économique canadienne-anglaise au Québec par l'affirmation que les Québécois n'avaient pas d'aptitudes pour les affaires étant de toute façon une société d'avocats, de médecins et de prêtres. Enfin il y a ceux qui voyaient la crise du Québec comme une crise d'adolescence qui se dissiperait vite et qu'on pouvait contrôler en accordant des "concessions" à cette province tumultueuse. Mais il y avait des limites à ne pas dépasser.

Or depuis 1968, la crise du Québec n'est plus une crise purement provinciale. Le nationalisme québécois, comme nous l'avons indiqué au tout début, peut choisir entre deux options. L'élection de Pierre Trudeau au poste de chef du Parti libéral et de ce fait Premier Ministre du Canada réaffirmait l'option fédéraliste, à laquelle d'ailleurs Trudeau allait donner un nouveau cachet. Se basant sur les constatations et certaines recommandations de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme que son prédécesseur Lester B. Pearson avait créée, Trudeau réintroduisait la notion d'une nationalité politique canadienne, mais cette fois-ci bilingue au niveau de la fonction publique fédérale. Or c'est ce bilinguisme, à la fois mal expliqué par le gouvernement fédéral et mal compris par les Canadiens-anglais qui allait provoquer la réaction la mieux articulée du nationalisme canadien-anglais.

La loi qui fait du français une langue officielle au niveau de la fonction publique fédérale a été perçue comme une tentative d'assimilation et non pas comme une décision conforme à la composition linguistique historique du pays. C'est surtout au niveau de la population que la réaction fut la plus aiguë. Des raisons d'ordre économique - "faire tout traduire coûte trop cher" - d'ordre démographique - "il y a trop peu de francophones ici et de toute façon ils parlent tous anglais" - et même d'ordre racial sont invoquées. Un anglophone peu connu a publié un ouvrage attaquant Trudeau ; cet ouvrage a connu un certain succès. Il proclame entre autres : "Dans les dix années de 1968 à 1978, sans tirer un seul coup, M. Trudeau aura pris plus de superficie de la terre pour sa race que le firent Napoléon, Alexandre le Grand et tous les empereurs romains réunis" (35). Enfin il y a ceux qui mettent l'accent sur les problèmes économiques régionaux et somment le gouvernement fédéral de s'occuper d'eux plutôt que de favoriser les Québécois.

C'est cette politique de Pierre Trudeau qui nous permet d'affirmer l'existence d'un nationalisme canadien-anglais, différent à la fois du nationalisme canadien du gouvernement libéral et du nationalisme québécois dans ses deux variantes. Alors que les Québécois sont appelés à choisir entre les deux options traditionnelles de leur nationalisme, les Canadiens-anglais semblent pour l'instant non seulement ne rien avoir à offrir au Québec, mais semblent vouloir se retrancher derrière ce que John Holmes a appelé le tribalisme anglo-saxon "associé soit avec l'idée d'un clan impérial, soit comme c'est plus souvent le cas maintenant, avec l'idée de la supériorité naturelle des peuples anglophones. Soit dans cette identification avec l'Empire, soit avec les Etats-Unis, il a toujours été une force anti-nationale ou anti-canadienne" (36).

De ces trois courants, le premier semble appartenir à un âge révolu. Même l'anti-américanisme n'est plus l'émotion puissante qu'il était, surtout lorsqu'il était nécessaire d'affirmer le caractère britannique du Canada. Il n'a pas disparu pour autant, surtout dans les milieux universitaires et témoigne plutôt du dilemme qu'ont les Canadiens-anglais de se définir comme des Nord-Américains canadiens que d'un rejet de tout ce qui est américain. Le troisième courant est ainsi la variable la plus importante du nationalisme canadien-anglais. Rétrospectivement il semble s'être développé davantage en conséquence d'une évolution historique qui favorisa outrageusement les Canadiens-anglais. Rien n'est plus désagréable que d'être obligé de renoncer à une situation qu'on trouve entièrement satisfaisante. Aussi faut-il noter qu'aucun homme politique canadien, au niveau fédéral ou au niveau provincial, n'a réussi à canaliser ce courant. Les candidats ne manquent pas, de Leonard Jones de Moncton à James Richardson, ancien ministre fédéral libéral. Il se peut que ceci soit le signe que les Canadiens-anglais sont prêts à résoudre le problème que pose le Québec.

Tout compte fait, ce qui ressort de notre examen de ces trois courants du nationalisme canadien-anglais, c'est qu'il existe chez les Canadiens-anglais une volonté de sauvegarder l'intégrité et l'indépendance du Canada. Cette volonté ne s'articule toutefois pas d'une façon claire et qui plus est il n'existe pas de consensus sur la façon de réagir aux problèmes qui troublent le Canada. Les différences économiques et historiques entre les régions du Canada-anglais rendent encore plus difficile ce consensus. Il y a une tendance dans chaque région à envisager ces problèmes selon ses propres besoins et intérêts. Ce phénomène se manifeste d'une façon particulièrement frappante lors des conférences fédérales-provinciales où les premiers ministres provinciaux n'arrivent pas à s'accorder entre eux. Ceci explique pourquoi aucun premier ministre provincial n'est parvenu à devenir le porte-parole du Canada-anglais. De même au niveau fédéral constate-t-on cette carence. C'est pour cette raison que les Canadiens-anglais acceptent le leadership de Pierre Trudeau qui leur paraît le seul dirigeant canadien capable pour l'instant d'assurer l'unité du pays.

Les Canadiens-anglais devront toutefois articuler davantage que leur nationalisme défensif vis-à-vis du Québec. Les Québécois, selon Claude Ryan, seraient prêts à accepter une solution autre que le statu quo ou la formule "souveraineté-association" du Parti Québécois si cette solution tenait mieux compte "de la personnalité propre et des aspirations du Québec" (37). C'est le défi qui est fait au Canada-anglais (38), défi qui l'obligera aussi à trouver sa propre identité.

NOTES

1. *Ernest Renand, Qu'est-ce qu'une nation ? , Paris, 1881.*
2. *Léon Dion, Nationalismes et politique au Québec, Montréal, 1975.*
3. *Gilles Lalonde, Pourquoi le fédéralisme, contribution d'un Québécois à l'intelligence du fédéralisme canadien, Montréal, 1972.*
4. *John Holmes, "Nationalism in Canadian Foreign Policy" in Peter Russell, ed., Nationalism in Canada, Toronto, 1966, p. 204.*
5. *Voir les assertions 5, 7 et 9 dans l'ouvrage de Lalonde, op. cit.*
6. *Voir par exemple Donald Creighton, The Road to Confederation, Toronto, 1964; Peter Waite, The Life and Times of Confederation 1864-1867, Toronto, 1962; et W.L. Morton, The Critical Years : The Union of British North America 1857-1873, Toronto, 1964.*
7. *Cité dans Donald V. Smiley, The Canadian Political Nationality, Toronto, 1967, p.11.*
8. *Morton, op. cit., p. 117.*
9. *Donald Creighton, Canada's First Century, Toronto, 1970, pp. 11-13.*
10. *Cité dans Bruce Hutchison, Mr. Prime Minister 1867-1964, Toronto, 1964, p. 17.*

11. *Ibid.*, p. 17.
12. *Ibid.*, p. 30.
13. *Lalande, op. cit.*, p. 148 .
14. *Raymond Tanghe, Laurier, Architect of Canadian Unity, Montreal, 1966.*
15. *Pour les idées de Cartier, voir Smiley, op. cit., et pour les idées de Laurier, voir Frank H. Underhill, The Image of Confederation, Toronto, 1964.*
16. *Underhill, op. cit.*, p. 15. *Voir aussi Creighton, Canada's* , p. 23.
17. *Underhill, op. cit.*, p. 32.
18. *Creighton, Canada's*, p. 91 .
19. *J.W. Dafoe, Laurier : a Study, in Canadian Politics, Toronto 1922, p. 74.*
20. *Carl Berger, "The True North Strong and Free" in Russell, op. cit.*, p. 16 .
21. *Holmes, loc. cit.*, p. 206.
22. *Maurice Careless, "Metropolitanism and Nationalism" in Russell, op.cit.*, p. 274.
23. *Ibid.*, p. 282.
24. *Creighton, Canada's*, p. 268 .
25. *George Grant, Lament for a Nation, The Defeat of Canadian Nationalism, Toronto, 1965, p. 50.*
26. *John Fraser et Graham Fraser, eds., Blair Fraser Reports, Toronto, 1969, p. 2.*
27. *Grant, op. cit.*, pp. 13ff.
28. *Ibid.*, p. 21 .
29. *Ibid.*, p. 5.

30. *Holmes, loc. cit., pp. 205 et 204.*
31. *Kenneth McNaught, "The National Outlook of English-Speaking Canadians" in Russell, op. cit., p.67.*
32. *Charles Hanly, "A Psychoanalysis of Nationalist Sentiment" in Russell, op. cit., p. 313.*
33. *Peter Russell, "Conclusion" in Russell, op. cit., p. 371.*
34. *Creighton, Canada's, op. cit., p. 335.*
35. *Jock Andrew, Bilingual Today, French Tomorrow, Richmond Hill, 1977 , p. 10.*
36. *Holmes, Loc. cit., p. 204.*
37. *Claude Ryan, "Le défi canadien - 1977", communication faite au colloque Destiny Canada Destinée, Toronto, 29 juin 1977, ronéoté, pp. 15-16.*
38. *Notons aussi la constatation de John Holmes: "L'instinct que nous possédons pour un nationalisme constructif est déformé par l'irascibilité de notre nationalisme défensif". Ibid., p. 205.*

THE CANADIAN CONSTITUTION AND CONSTITUTIONAL CHANGE

par **HOWARD L.SINGER**

Université de Bordeaux III

The Canadian constitution is today under serious challenge from segments within Canadian society who are lobbying for a massive reconstruction of the constitution. The constitutional crisis which has resulted from these challenges is very complicated and involves many issues. An examination of all these issues is beyond the scope of this paper. Rather we intend to concentrate upon one element which is at the center of the controversy : the question of constitutional change.

We will begin this examination by first discussing the composition of the Canadian constitution and by providing an historical perspective of the constitution's major component, the British North America Act of 1867. We will then review the arguments of the two major sides involved in this controversy-those who favor a massive reconstruction of the Canadian constitution and those who favor either slight modifications or no formal changes at all. We will conclude by discussing the future prospects of formal constitutional change in Canada.

THE CATEGORIES OF THE CANADIAN CONSTITUTION

"The constitution of Canada is not easy either to describe or to discover, for it does not exist in any single document", explains J.R. Mallory. "It is customary to speak of the British North America Act, 1867, together with its various amendments, 'the Canadian constitution', but in fact only a part of the important provisions of the constitution are contained therein" (1). A useful way of understanding the complex structure and composition of the Canadian constitution is by dividing it into several analytical categories. The most important categories into which the constitution can be divided are the British North America Act of 1867 and its amendments, custom or usage, acts of the Canadian Parliament, acts of the British Parliament, and judicial decision.

The first of these categories of the Canadian constitution, the British North America Act of 1867 and its amendments, will be discussed in greater detail in the next section of this paper. For the time being, however, it should be noted that this Act marked the beginning of the Canadian federation and also stated many of the essential rules under which the new government was to function. Among the most important rules that appear in the written clauses of the B.N.A. Act of 1867 are the following : the powers of the federal government ; the powers of the provinces ; the

broad features of the executive, judiciary, Senate and House of Commons ; general provisions regarding the provincial governments and special provisions concerning Ontario and Quebec. Amendments, which are formally passed by either the British or Canadian Parliaments, occupy the same basic constitutional position as the original Act.

A second category of the Canadian constitution is custom or usage. "The government of Canada, like these of the colonies before federation, has always rested to a remarkable degree upon custom", writes R.M. Dawson. "That is, certain things have tended to be done in a way because they have been done that way before" (2). These customs and usages have had such a great influence upon Canadian constitutionalism that, as W.J. Lawson aptly notes, "A reading of the British North America Act itself would convey to a foreigner not familiar with British constitutional principles and practices a completely wrong idea as to how Canada is governed" (3). For example, the B.N.A. Act provides that the whole executive authority in Canada is vested in the Queen who is represented by a Governor General. The Governor General, in turn, is supposedly assisted by a Privy Council whose members he chooses and removes. But in reality, because of the development of various customs and usages which have become an integral part of the constitution, Canada is of course not ruled by an all-powerful Governor General. The contemporary Governor General, in fact, does not act according to his own judgement but on the advice of his Cabinet, a body not mentioned anywhere in the B.N.A. Act. The Cabinet is, of course, chosen by the Prime Minister who himself is not mentioned in the Act, but who is — again by custom — the leader of the political party having a majority of the seats in the House of Commons or which is able by agreements with other parties to control the House. Another related customary part of the constitution requires that if the Prime Minister and his Cabinet lose the support of the House of Commons they must either resign immediately or hold a general election. "No part of the written constitution is any more firmly established than this cardinal principle which rests on nothing more substantial than a generally accepted usage", states Dawson. "It is the most important single fact about the government of Canada "(4).

A third important category of the Canadian constitution consists of acts of the Canadian Parliament. These acts constitute an important part of the constitution because many aspects of Canadian government are covered by the ordinary statutes which are enacted by Parliament. Some of these, such as the statute which created the Supreme Court of Canada, are of phenomenal importance while others often deal with relatively minor constitutional matters. These statutes may be altered again at any time by the Canadian Parliament.

Acts of the British Parliament, the fourth important category of the Canadian constitution, used to comprise an extremely important category of the constitution but they have decreased in importance because of a constitutional usage which developed whereby the British Parliament became very careful not to enact any laws which might be interpreted as an interference in Canadian affairs. The Statute of Westminster of 1931, which emphasized the general policy of the British Parliament to abstain from legislating on Canadian affairs, also provided explicitly that no future British statutes would apply to Canada unless Canada requested that they apply. Past acts would still apply to Canada but these could be modified or repealed by the Canadian Parliament — with the exception of the British North America Act of 1867 which even today cannot be changed at will by the unaided efforts of the Canadian Parliament.

Judicial decisions, the fifth major category of the Constitution, constitute an extremely important category because of the fact that the courts have made significant contributions to the constitution through their interpretation of the law in cases which have been brought to them for decision. The chief influence of the judiciary on the Canadian constitution has been with respect to the courts' interpretation of these sections of the British North America Act dividing legislative power. If the courts decide that a statute of either the national or provincial legislatures has gone beyond the powers given that body by the B.N.A. Act, they declare the statute void of that legislature. The courts thus stand as an arbiter between rival national and provincial authorities and they prevent intrusion on rival fields of jurisdiction. Of course the courts also deal with other questions of jurisdiction in regard to the legal powers of other bodies. Thus the courts may decide, for example, whether the Governor General has exceeded the statutory power vested in him by Parliament or whether a municipal authority has passed a by-law which exceeds the power granted in it by a provincial statute, or whether either has transgressed a section of the B.N.A. Act.

The Canadian constitution takes other forms in addition to the five categories of the constitution we have noted above. For example, the English common law which came to Canada with the first British colonists is an essential part of the constitution, especially as it affects the fundamental rights of the citizen. British orders-in-council as well as Canadian orders-in-council comprise a small part of the constitution. The rules and privileges of Parliament make up still another minor section of the Canadian constitution.

THE HISTORICAL ORIGINS OF THE BRITISH NORTH AMERICA ACT OF 1867

The British North America Act came into being as a result of a mixture of external and internal pressures upon the British North America colonists for confederation. First of all, the colonists were afraid of a belligerent United States which had just ended its civil war ; thus, it seemed obvious that British North America colonial defenses could be greatly strengthened by a form of British North America union. Secondly, the colonists were motivated by the need for a larger economic market and they thought that economic union between them would be the beginning of a larger and more prosperous economy. Also, they were feeling pressure from Great Britain who believed that the British North American colonies would become less dependent upon her as a result of confederation. Nevertheless, the most overriding reason for confederation, and thus for the British North America Act of 1867 coming into being, was the nearly total collapse of the political system in the old Province of Canada, which combined what is now the provinces of Ontario and Quebec. This province had equal representation for the eastern (French) and western (English) portions in its single legislature, but an increasingly expanding English-speaking population demanded increased representation. The continual necessity of gaining the support of a majority of the representatives of both Canada East and Canada West for every measure had become increasingly difficult. To resolve these difficulties, all the leaders of the old Province of Canada, with the exception of a small political group called the *Rouges*, joined together with the leaders of the Maritime colonies (who were primarily concerned about their relative isolation and weakness in North America) to seek a new political union and to draw up a document stating the essential political terms necessary to bring about this union (5).

The initial meetings to discuss confederation took place at two preparatory conferences in 1864. The first of these conferences was held at Charlottetown, Prince Edward Island, in September 1864 where the delegates of all the provinces agreed to form a federal union of the British North American provinces. The second conference took place at Quebec four months later where the delegates met as Constituent Assembly in order to work out the details. The outcome was a group of resolutions agreed upon by the Assembly which were called the Quebec Resolutions. These resolutions still faced, however, bitter debates in the provincial legislatures which prevented their passage until 1867 when they were passed in a slightly modified form as the British North American Bill. It was this document which was passed by the British Parliament as the British North America Act of 1867, although some minor changes were made at the last minute at a conference in London between Canadian and British officials.

The British North America Act was the exclusive work of the so-called "Fathers of Confederation", principally John A. MacDonald and George-Etienne Cartier who were its prime architects ; neither the people or any electoral bodies were consulted. Mac Donald was the leader of those elements who fought to stress the unitary features in the Act. Cartier was the leader and principal spokesman for the French Canadian elements which fought for the security of the French language and institutions. In this respect, F. R. Scott states that "MacDonald was the Halmiltonian and Cartier the Jeffersonian among the Fathers – though the analogy must not be forced, since Cartier was a strong monarchist and interested in minority rather than individual rights" (6). Perhaps the chief opponent of the resolutions which were to become the basis of the British North America Act of 1867 was a French Canadian named Antoine-Aimé Dorion who was the leader of those elements who opposed the strong unitary features of the resolutions. That which was proposed, he claimed, is "tout simplement une union législative déguisée sous le nom de Confédération parce qu'on a dans chaque province un simulacre de gouvernement sans autre autorité que celle qu'il exercera sous le bon plaisir du gouverneur général" (7).

Gerard Bergeron of the Université Laval describes the authors of the British North America Act as follows :

Les "Pères de la Confédération" n'étaient certes pas des esprits incultes ; mais ce n'est pas médire d'eux que de les soupçonner de n'avoir guère pratiqué Montesquieu, Hamilton, Jefferson, Tocqueville ou Proudhon. Ils étaient et se piquaient d'être des hommes éminemment pratiques, placés en face d'un problème concret et complexe à résoudre rapidement (8).

The combination of these latter two factors – practical men and a complex problem which had to be resolved quickly – to a great extent determined the kind of constitutional document which was promulgated at the outset : a pragmatic document which was not intended to be a definitive statement of Canada's constitutional functioning, but simply a document stating the essential political terms which were required in order to unite some of the British North American colonies into a confederation. Consequently, a major characteristic of the British North America Act of 1867 was that it lacked many features normally expected to be found in a nation's primary constitutional document such as a bill of rights, a means of amending itself, or the establishment of a final court of appeal for the new nation. But another reason for these omissions and for the generally limited nature of the N.B.A. Act was that its authors saw no reason to include elements that they perceived as already inherent in their British common law tradition. This view reflected in the preamble to the Act which expresses the desire of the federating Provinces to establish "a Consti-

tution similar in Principle to that of the United Kingdom”.

The practical outlook of the Fathers of Confederation was also reflected in the type of federation which the B.N.A. Act implanted. Thus although they considered the United States model of federalism, they rejected it because of the American Civil War which had just recently occurred under such a system. They concluded that the American States had too much power and the central government in Washington too little. They were determined that there would be no similar mistake in their new nation. Thus the federal government received all the great powers, such as a regulation of trade and commerce, defense, the raising of money via taxation, banking, as well as all powers not specifically granted to the provinces (This was, of course, in contrast to the United States where residual powers rest with the States). The provinces were given strictly limited powers over what at that time seemed to be relatively minor matters such as education, property and civil rights, and municipal institutions.

ARGUMENTS FOR THE RECONSTRUCTION OF THE CANADIAN CONSTITUTION.

Professor Gerald E. Le Dain has written in *The Canadian Bar Review* :

There come times in the lives of men and nations when the dislocations and stresses produced by the changing flux of forces to which we are subject outrun our power of improvised and pragmatic response, and a new synthesis and integration are required. I believe we are in such a time as this in Canada (9).

Similarly Pierre Trudeau has stated :

I do not accord an absolute and eternal value to the political structures or the constitutional forms of states . . . With the exception of a certain number of basic principles that must be safeguarded, such as liberty and democracy, the rest ought to be adapted to the circumstances of history, to traditions, to geography, to cultures, to civilization (10.)

The major argument used by those who want to rewrite the British North America Act of 1867 is implied in these two quotes. That is, Canada has changed drastically since 1867 but the Canadian Constitution has not changed with it and consequently does not reflect these changes. The areas of the Act that most require changing, many constitutional critics claim, are with respect to constitutional amendment, civil liberties, and federalism.

"In discussions respecting constitutional change, probably no area has been more discussed than that of finding a suitable amendment formula for the British North America Act", states Professor Ronald Cheffins (11). And it is likely that no other area has been the target of as many constitutional critics who point to this area as proof that the B.N.A. Act is inadequate and needs a massive reconstruction. The reason for this is that it is still necessary to obtain formal statutory action by the British Parliament in order to amend the British North America Act. Many thus argue that it is humiliating that Canada should have to seek parliamentary approval from another country to change parts of its constitution.

In response to the many critics of this area of the constitution, a series of federal-provincial conferences since 1927 have focused on the problem of finding an amending formula that does not require recourse to the British Parliament. It seemed as if success had finally been achieved in 1964 when the representatives of the federal and provincial governments finally agreed on the complicated Fulton-Favreau formula. Briefly speaking, this proposal would have given the Parliament of Canada sole authority to amend the constitution, subject in certain instances to approval of some or all of the provinces depending on which portion of the constitution was to be amended. This was the first time that all the parties had unanimously agreed on a purely domestic amending scheme. Their hopes of success ended, however, when the Quebec government reversed its position and rejected the formula shortly after the 1964 conference. As a result the constitutional critics have continued to argue that not only is it humiliating to seek parliamentary approval from Great Britain in order to change parts of the Canadian constitution, but that Canada will not become a fully sovereign nation until this requirement is changed and the constitution is finally "brought home".

Another constitutional area which requires changing, argue many critics, is that of the protection of civil liberties. Prime Minister Trudeau has led the fight for the entrenchment of a bill of rights in the constitution. This is considered necessary because the present Bill of Rights is not a part of the BNA Act but simply a statute passed by the Canadian Parliament in 1960 and therefore it may be repealed or altered by any subsequent Act of Parliament. Trudeau and his supporters have still other criticisms of the present civil rights arrangement. First of all, since the Canadian Bill of Rights is a federal statute it is binding only at the federal level of government. Secondly, the effect of most existing civil rights legislation in Canada is rendered uncertain by the present division of legislative powers between the national and provincial legislatures. Thirdly, the present Bill of Rights does not sufficiently cover certain language and cultural rights of French Canadians. But many critics have a much broader

reason for their support of the entrenchment of a bill of rights in the constitution, i.e., in order to set the stage for a more complete reconstruction of the Canadian constitution. "As lawyers, you will appreciate that the adoption of a constitutional Bill of Rights is intimately related to the whole question of constitutional reform", Trudeau said in an address to the Canadian Bar Association. "If we reach agreement on the fundamental rights of the citizen, on their definition and protection in all parts of Canada, we shall have taken a major first step toward basic constitutional change" (12).

It is with respect to the issue of federalism that the arguments over constitutional change have taken the most ethnic profile, with those French Canadians who are pro-federalist usually wanting constitutional changes reflecting the special place of the province of Quebec in the Canadian Confederation while the English Canadians more often favor the *status quo* on this matter. Many French Canadians argue that the British North America Act of 1867 was actually a "compact" between the English and French populations and consequently Quebec has a "special status" compared to the other provinces, a status which must be recognized in a new or revised constitution. A representative argument of this group was made by former Quebec Premier Jean-Jacques Bertrand who made the following criticism of the B.N.A. Act while speaking before the Quebec legislature :

The problem may be stated thus : how are we to provide, in present-day conditions , for the harmonious co-existence in Canada of two nations which are different, but which share many common interests, namely the English Canadian and the French Canadian nations . . . Here, in the Quebec legislature, whenever we deal with matters of revenue, of economic control, or of cultural development, we come up against institutions that are constitutionally ill-defined or ill-adjusted to our particular needs. Far from encouraging harmony and cooperation between Canadians of the two cultures, the 1867 constitution . . . multiplies occasions for uneasiness and conflict. Canadian federalism, as it exists today, provides for no institution charged and equipped to study and smooth away difficulties arising out of the relations between the principal ethnic groups in the country . . . In the absence of any body charged with revitalizing the relations between Canadians of the two cultures, our French-speaking citizens, in the eyes of some people, are merely one minority among others (13).

A revised constitution, therefore, would contain explicit recognition of the two-nation concept. There would be greater powers for the government of Quebec and specific guarantees for French-speaking Canadians living outside Quebec. Also there would be more recognition in practical terms by Ottawa of English and French

equality as partners in confederation.

ARGUMENTS AGAINST THE RECONSTRUCTION OF THE CANADIAN CONSTITUTION

"The Canadian constitution has demonstrated its durability during the last hundred years ; it has also proven much more flexible than the Fathers of Confederation could have foreseen," states E. Russell Hopkins. "As interpreted and applied today it bears only superficial resemblance to what was written in the B.N.A Act" (14). This, in short, is the chief argument of those Canadian scholars who oppose a full scale reconstruction of the Canadian constitution, i.e., it's simply not necessary to reconstruct or rewrite the constitution because it is continually changing by informal means. "Rewrite the constitution ? " asks Jean-Luc Pepin. "What an unbelievable waste of time. It is rewritten daily in the facts." (15).

The proponents of caution with respect to formally altering the constitution refer to two primary informal "agencies of change" of the Canadian constitution. The first of these agencies of change is judicial interpretation. "The record of judicial interpretation of the Canadian constitution, on the part of the Privy Council and of the Supreme Court, is one of pendulum-like swings from an original Founding-Fathers' conception of centralization", wrote law professor Edward McWhinney in 1965, "on through the decentralized, pluralistic federalism of the Watsdone-Haldone era of judicial interpretation, to the modern era, when, I suggest, a strong contripetal trend in federalism is to be observed once again" (16). It has been through these dramatically changing judicial interpretations of the Canadian constitution that the constitution has been able to keep in touch with the realities of Canadian society and politics during these particular periods, argue some scholars, and it is by future judicial interpretations that the constitution will continue to conform to upcoming changes in Canadian society and politics.

The second informal, indirect agency of change which has greatly modified the Canadian constitution since 1867, argue some legal authorities, is executive and administrative practice, manifesting itself through affirmative governmental action and sometimes through conscious governmental inaction. Some observers suggest that the most important modifications since World War II, have taken place at the various dominion-provincial conferences and in the even more informal discussions between Canadian prime ministers and provincial officials, particularly those from Quebec.

Besides this general argument that informal changes of the constitution

have assured adaptation of the Canadian constitution without major rewriting in the over one hundred year life of the Confederation, those Canadian scholars who oppose massive formal changes in the constitution also have particular arguments with respect to particular constitutional issues. Thus with respect to the search for an amending formula by those Canadians who want to revise the constitution, some of these scholars reply that a better solution may be to stay with the admittedly confusing present arrangement than to gamble with the unknown problems that a new formula may involve. As Bora Laskin of the Court of Appeals of Ontario has put it :

It was unlikely that either Dominion or provinces would agree to an amending procedure which would afford an easy passage to important constitutional changes. In the dilemma of an easy amending procedure which might make a travesty of the constitution and a rigid amending procedure which might be invoked at too high a price, it is worth speculating whether the courts – and particularly the Supreme Court of Canada – can be effective agencies for reconciling stability with change (17).

These scholars also point out that even though Canada cannot amend certain segments of her own constitution without obtaining formal statutory action by the British Parliament, this procedure is still primarily Canadian because of customs that have evolved which require that no action will ever be taken by the British Parliament without formal request from Canada.

With respect to the issue of the protection of civil liberties and the demand of many constitutional revisionists for the entrenchment of a bill of rights in the written text of the constitution, more conservative Canadians reply that Canada's constitutional system has protected civil liberties well enough so far under the present arrangement. "When we look at other constitutions with a Bill of Rights in their written texts, not excepting the American constitution", argues F.R. Scott, a former dean of the McGill Law School, "and compare the rights of citizens under them with what has commonly prevailed in Canada, we have not felt that we were under any particular disadvantage" (18). Another popular argument is that it is not necessary to alter the constitution in order to ensure the protection of civil liberties in Canada because Canada has inherited adequate guarantees to civil liberties from British traditions of common law. It is also noted that the B.N.A. Act already includes in its written clauses some important guarantees to civil liberties (19).

As to the issue of federalism and the demands of many French Canadians for constitutional revisions that would provide a special status for Quebec within the Confederation, some Canadians argue that many of Quebec's demands have already

been met under the present constitutional system. Edward McWhinney suggests that, since the second world war, what he calls "dualistic federalism" has been developing in Canada. He argues that on issues of political, social, and economic policy, decision-making comes close to a condition of concurrent English-speaking and French-speaking majorities. He also maintains that a quiet constitutional revolution is in progress, and biculturalism is already part of constitutional "law-in-action" in Canada.

My point would be, simply, that to a considerable and, I believe, an increasing extent, biculturalism as a constitutional phenomenon having concrete substantive legal and institutional consequences, is already part of the constitutional law-in-action in Canada. If asked to define its character in formal constitutional terms, I would say that it operates by way of a gloss on the constitution as written, a species of developing constitutional conventions or custom. I believe that it has been accepted, by Canadians generally up to date, partly because it has been a quiet constitutional revolution or innovation, achieved without all the fuss and bother and inevitable ill-feeling attendant on any public attempts at securing direct amendment of the constitutional system through recourse to the formal agencies of constitutional change (20).

Since there already exists a practical constitutional requirement of concurrent majorities as to policy issues really affecting the fundamentals of Quebec's culture, reason some Canadians, there is no need of any more formalized and institutionalized protections for Quebec's special interests. Rather, the further realization and implementation of a dualistic, French-speaking and English-speaking federalism can best proceed through the quieter constitutional methods of developing custom and convention because these methods allow compromise to emerge gradually on a basis of give-and-take between the competing community interests of the two groups.

CONCLUSION

The efforts of a long awaited Constitutional Conference of federal and provincial premiers to agree upon the draft of a new Canadian constitution collapsed in June 1971. At that time Quebec Premier Robert Bourassa rejected a compromise reached at the seventh meeting of this Conference in Victoria, British Columbia. Bourassa complained that the proposed charter was too vague for Quebec's approval, but the basic difficulty was that the Quebec leaders wanted their province to have increased powers, especially with respect to taxation and social welfare services. In the years following Quebec's refusal, the rich Western provinces, particularly British Columbia, also began demanding that future constitutional drafts include increased powers for their provinces. Although constitutional revision remained a highly vocal

issue in Canada, these complications made the prospects for formal constitutional change in the near future appear dim.

The November 1976 electoral victory of the *Parti Québécois* added a new dimension and urgency to the Canadian constitutional question. Any serious constitutional considerations will have to wait until the holding of the referendum on independence promised by the PQ for 1979. However if public opinion polls are correct, the Quebec population will vote heavily against a clean break with Canada. Thus the stage will be set for a possible historic compromise whereby the Canadian constitution could be repatriated and special status for Quebec formally established. In other words instead of leading to the end of the Canadian Confederation, the PQ electoral success could, ironically, serve as a catalyst for the restructuring and strengthening of the Canadian state.

After all, it should be remembered that the present PQ leaders include many men who have previously worked within and for the federal structures, especially via the *Parti Libéral du Québec*, and their statements continually border on non-separatism. It is not impossible that these individuals be won over to a new Canadian constitution which would formally recognize the "two-nation" concept. However such negotiations must be conducted with the utmost skill and dignity. Scare tactics, such as the recent statement by Prime Minister Trudeau threatening to use military force in Quebec, might attract Anglophone votes in the next general election but they also repulse many Quebecois who are open to negotiating a new constitution.

NOTES

1. *J.R. Mallory, The Structure of Canadian Government, Toronto : Macmillan Company of Canada Limited, 1971, p.2.*
2. *Robert MacGregor Dawson, Democratic Government in Canada, Toronto : University of Toronto Press, 1963, p.18.*
3. *W.J. Lawson, The Canadian Constitution : A Study of our System of Government, Ottawa : Queen's Printer, 1964, p.8.*
4. *Dawson, Democratic Government, p.19.*

5. *Ronald I. Cheffins, The Constitutional Process in Canada, Toronto : McGraw-Hill Company of Canada Limited, 1969, pp. 8-10.*
6. *F.R. Scott, "French Canada and Canadian Federalism", in Evolving Canadian Federalism, ed. by A.R.M. Lower, Durham, North Carolina : Duke University Press, 1958, p.61.*
7. *Gérard Bergeron, Le Canada Français : après deux siècles de patience, Paris : Editions du Seuil, 1967, p.96.*
8. *Ibid., p.97.*
9. *Gerald E. Le Dain, "Reflections of the Canadian Constitution after the first century", Canadian Bar Review, XLV(Fall, 1967),p. 407.*
10. *Pierre Elliot Trudeau, Federalism and the French Canadians, Toronto : Macmillan Company of Canada Limited, 1968, p.53.*
11. *Cheffins, Constitutional Process, p. 153.*
12. *Trudeau, Federalism, pp. 52-60.*
13. *Quoted by Mason Wade and Janet Morchain, Search for a Nation: French-English Relations in Canada since 1759, Toronto : Bryant Press Limited, 1967, p. 76.*
14. *E. Russel Hopkins, Confederation at the Crossroads : The Canadian Constitution, Toronto : McClelland and Stewart Limited, 1968, p. 339.*
15. *Quoted by Edward M. Corbett, Quebec confronts Canada, Baltimore : Johns Hopkins Press, 1967, p.166.*
16. *Edward Mcwhinney, "Federalism, Constitutionalism, and Legal Change : Legal Implications of the 'Revolution' in Québec", in The future of Canadian Federalism, ed. by P. — A. Crepeau and C.B. MacPherson, Toronto : University of Toronto Press, 1965, p. 159. On the historical trends relating to centralization in Canadian federalism see Richard J. Van Loon and Michael S. Whittington, The Canadian Political System : Environment Structure and Process, Toronto : MacGraw-Hill Ryerson Limited, 1976, chap. 15.*
17. *Quoted by Mallory, Structure of Canadian Government, pp. 385-386.*

18. *F.R. Scott, **Civil Liberties and Canadian Federalism**, Toronto : University of Toronto Press, 1959, p.39.*
19. *See Kenneth Kernaghan, "Civil Liberties and a Constitutional Bill of Rights", in **Contemporary Issues in Canadian Politics**, ed. by Frederick Vaughan, Scarborough, Ontario : Prentice-Hall of Canada, Limited, 1970, p.70.*
20. *McWhinney, "Federalism, Constitutionalism and Legal Change", p. 161.*

LES ÉTUDIANTS DU SEMINAIRE-COLLEGE DE CHICOUTIMI (QUEBEC) (1874 - 1919)

par JACQUES PORTES

L'étude des problèmes d'éducation est assez récente tant d'un point de vue sociologique qu'historique et il est particulièrement intéressant de déterminer quel rôle social jouent ou jouaient les diverses institutions scolaires. Le système scolaire de la province de Québec fait l'objet de nombreux travaux (1) et le choix d'un collège classique au XIX^{ème} siècle et au début du XX^{ème} se justifie d'autant plus que ces établissements ont longtemps été considérés au Canada français comme un idéal.

Pour la période étudiée le séminaire de Chicoutimi se situe dans une région isolée, de peuplement récent, et il offre l'avantage d'être à ses débuts ; en effet, seule institution de son espèce au nord de Québec (sur la rive nord du Saint Laurent) il a été fondé en 1873 et rayonne ainsi sur une assez vaste région de colonisation (2). Il doit donc être possible de préciser ses fonctions dans un milieu presque vierge dans le domaine de l'éducation supérieure.

Nous avons particulièrement étudié les étudiants du collège classique pendant les quarante premières années, à partir de l'entrée en classe d'*Humanités* (soit des premiers inscrits dans cette classe en 1874) à ceux, qui entrés en 1913 ont achevé leur scolarité, après la classe de philo senior en 1918-19 (3). La période est assez homogène, elle se situe avant le grand développement de la région et si elle ne permet guère d'analyses chronologiques, elle fournit un nombre assez important d'élèves pour tirer des conclusions solides.

A partir de ce groupe d'individus nous avons cherché à établir les critères les caractérisant (leur origine géographique, leur origine sociale, leur âge) (4), puis à voir si ces données expliquaient la réussite ou l'échec scolaires ; enfin il fallait tenter de déterminer si ces étudiants devenaient des "héritiers", si le séminaire jouait bien son rôle de formation des élites (il a été possible de préciser les liens entre leur origine sociale et géographique et leur destination) (5).

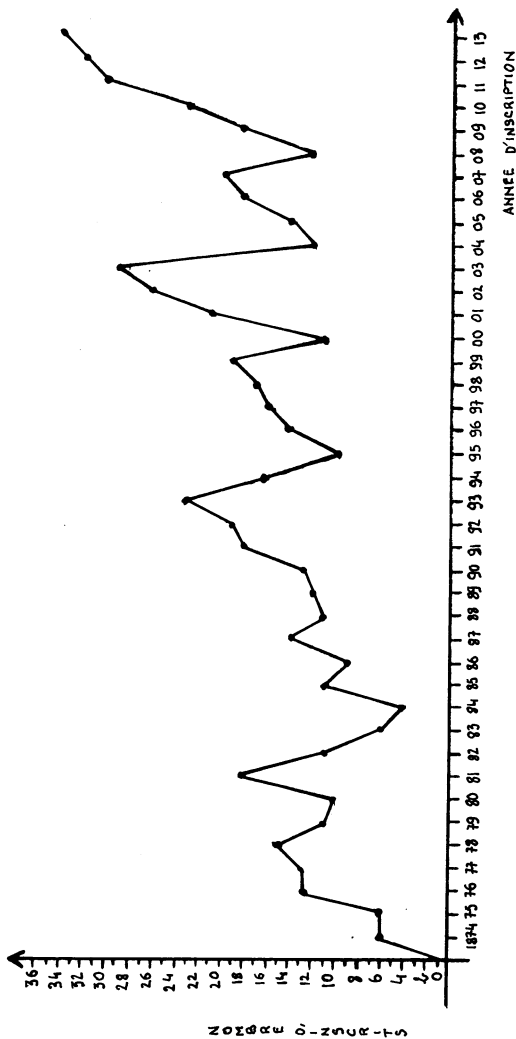
I – LE RECRUTEMENT

Il est d'abord nécessaire de préciser sur quel groupe nous avons travaillé.

1 - Le nombre total et les variations annuelles

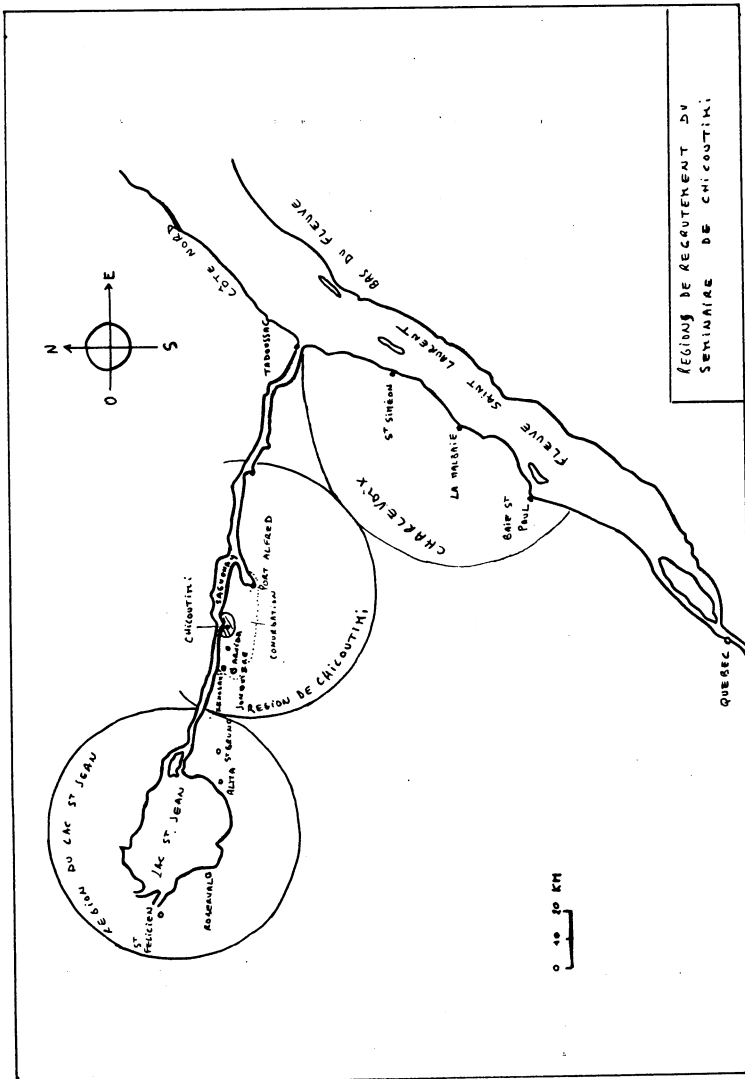
Pendant ces quarante "promotions" le séminaire a vu passer entre ses murs plus de 600 étudiants (6), mais de façon très inégale suivant les années. En effet si on fixe le début de la scolarité en *Humanités* on constate que le nombre de nouveaux inscrits chaque année (en excluant les redoublants et en tenant compte de ceux qui sont arrivés en cours de scolarité) varie très sensiblement.

a - Courbe des inscriptions



On peut essayer d'établir un parallèle entre le nombre des inscrits et l'évolution économique du Québec (7) mais ces données générales peuvent ne pas s'appliquer avec exactitude à la région concernée pour laquelle manquent les études précises.

Tout au plus peut-on constater quelques éléments qui peuvent être significatifs. Ainsi le petit nombre d'inscrits des toutes premières années s'explique-t-il par la précarité



des débuts du séminaire ; ensuite les faibles niveaux des années 1883-84 ou 1895 peuvent correspondre aux difficultés économiques de ces années (crise dans le commerce du bois par exemple qui peut empêcher les parents de payer les études de leur fils) comme les chiffres assez élevés de 1892-93 à la reprise économique dans la province en 1891. Néanmoins après 1900 les inscriptions augmentent sensiblement à l'exception de 1904 et de 1908 et l'augmentation semble régulière et stable.

Ces années sont celles d'un fort accroissement démographique dans la région du Saguenay-Lac Saint Jean (8) et le séminaire en bénéficie ; mais pour la période précédente l'irrégularité est notable et le séminaire a un certain mal à s'implanter comme le prouve l'ampleur de ces variations.

2 - L'origine géographique des étudiants

Elle peut être déterminée avec exactitude étant donné que ce renseignement nous est connu pour 98 % des inscrits. Sur l'ensemble de la période la répartition est la suivante :

b - Tableau des régions d'origine

| Nombre | % | Région d'origine (cf. carte jointe) |
|--------|------|---|
| 272 | 44 | Chicoutimi et sa région soit 30 % de la ville et 14 % de la conurbation) |
| 163 | 26,4 | Charlevoix |
| 130 | 21 | Lac Saint Jean |
| 53 | 8,6 | Extérieure (9) |

Cette répartition d'ensemble s'explique dans la mesure où la région de Charlevoix a été à l'origine du peuplement de celle de Chicoutimi (dont la seule voie d'accès était fluviale au milieu du XIX^{ème} siècle) et à partir de 1878 elle appartient au nouveau diocèse de Chicoutimi. Quant à la région du Lac Saint Jean, elle est naturellement liée à Chicoutimi et son développement est très récent (10).

Si l'on module cette répartition régionale par périodes, des nuances importantes apparaissent ; il est intéressant d'isoler les premières années du XX^{ème} siècle qui voient un développement assez sensible de l'économie de toute cette région.

c - Évolution des régions d'origine

| 30 premières promotions 1874-1903 | 10 dernières promotions 1904-1913 | Régions |
|--------------------------------------|--------------------------------------|----------------|
| 34,7 | 25,9 | Chicoutimi |
| 13,9 | 14,3 | conurbation |
| 28,5 | 21,9 | Charlevoix |
| 16,5 | 32,6 | Lac Saint Jean |
| 6,4 | 5,3 | Extérieure |
| 100 % | 100 % | |
| 418 | 224 | Nombre total |

Ainsi la part de Chicoutimi se réduit nettement, ainsi que celle du Charlevoix, au profit de celle du Lac Saint Jean. Cette affirmation de la région du Lac Saint Jean dans la zone de recrutement est logique dans la mesure où Chicoutimi et sa proche région ne sont plus des zones de forte expansion, une certaine stabilité a été atteinte ; d'autre part l'amélioration des transports et le développement de la société urbaine attirent plus les habitants de Charlevoix vers Québec, voire plus loin (11).

L'origine géographique n'est pas sans influence sur l'origine sociale des élèves du séminaire.

3 - L'origine sociale des étudiants

Dans la période qui nous occupe et pour les zones définies ci-dessus, la population est à très forte majorité rurale (plus de 80 % dans le cas de la région du Lac Saint Jean, et seulement un peu moins dans celle de Charlevoix). La seule ville importante, Chicoutimi, avait 1100 habitants en 1873 et 3826 en 1901 (12). Ce contexte social est une donnée essentielle.

Par ailleurs comme souvent, le choix des catégories professionnelles représentatives a été délicat. En effet les registres du séminaire fournissent une grande variété de professions détaillées et il est parfois bien difficile de les regrouper ; de plus

rien ne nous renseigne sur l'étendue des terres de tel fermier ou sur le nombre d'ouvriers employés par tel entrepreneur et encore moins sur le chiffre d'affaires de tel commerçant. Comme, enfin, la connaissance historique des catégories sociale de ces régions est plus qu'imparfaite, nous avons choisi une grille assez générale qui permettait d'obtenir dans chaque catégorie des nombres assez significatifs.

Sur l'effectif total des inscrits plus de 78 % des origines sociales sont connues et la répartition se fait de la façon suivante :

d - Tableau des origines sociales

| Nombre | % | Professions |
|--------|----|---------------------------------------|
| 69 | 14 | Artisans, ouvriers |
| 197 | 40 | Agriculteurs (13) |
| 59 | 12 | Commerçants, employés |
| 134 | 27 | Patrons, Prof. libérales |
| 34 | 7 | Indéterminée (veufs, sans profession) |

Malgré quelques sondages il a été impossible de distinguer une évolution notable pendant ces années ; on peut tout au plus remarquer une légère augmentation de la proportion des ruraux dans les dernières promotions, ce qui peut correspondre à l'importance accrue de la région du Lac Saint Jean, plus rurale que les autres.

Ainsi ces données prouvent-elles que le séminaire recrute bien sûr dans le milieu agricole qui forme la majorité de la population, mais aussi que sa "clientèle" vient en assez forte proportion des villes. En effet plus de la moitié des inscrits ont des parents dont la profession est urbaine. L'importance de la cité de Chicoutimi explique en partie cela, ainsi sans doute, que des considérations culturelles ou financières (14).

4 - L'âge des étudiants à l'entrée en Humanités,

Ce critère n'est pas négligeable car l'on sait l'importance qu'il peut avoir pour expliquer la réussite scolaire. Les écarts peuvent être assez grands puisqu'on trouve deux enfants de 11 ans, un de 12, 19 de 13 mais aussi dix-sept de plus de 20 ans dont un de 26 ans. Et bien enten-

du il est nécessaire d'envisager les problèmes de contact (mœurs, maturité) qui pouvaient se poser. Néanmoins l'âge moyen est facile à obtenir (15) puisque près de 73% des étudiants ont entre 15 et 18 ans, la moyenne s'établit, sur l'ensemble de la période, à 16,7 ans.

Pendant toutes ces années aucun changement significatif n'apparaît dans cette moyenne ; on ne peut parler ni de rajeunissement, ni de vieillissement de la population étudiante. Rien ne permet de lier l'âge à l'origine sociale ou géographique.

Ainsi ces diverses données nous fournissent le profil de l'élève du séminaire de Chicoutimi à son entrée dans cette institution. Il faut maintenant chercher à savoir ce qu'il advient de lui une fois franchies ces portes.

II – LA RÉUSSITE SCOLAIRE

Il faut distinguer les finissants, à la fin de la seconde année de *Philosophie*, de ceux qui n'ont fait qu'un passage plus ou moins bref au Cours Classique, et chercher à expliquer les raisons de cet état de fait.

1 - Une forte proportion d'abandons

Sur l'effectif total de 631, 331 seulement (soit 52,5 %) ont achevé leurs études classiques ; les autres ont abandonné. Avant de mieux voir ce que recouvrent ces chiffres il faut souligner ou la sévérité des études, ou les difficultés matérielles qui entraînent l'interruption de la scolarité (16).

Le chiffre des sortants n'est jamais supérieur à 17 et ne dépasse régulièrement 10 qu'après 1914, ce qui correspond à l'accroissement du nombre des inscrits. Le décalage de 6 ans entre le début des études et leur fin se fait nettement sentir ; ainsi il y a deux diplômés en 1889-90, ce qui est le minimum, et le nombre des inscrits a été de six en 1883 et 4 en 1884, chiffres également les plus bas (peut-être était-ce dû à l'augmentation des tarifs des pensions ?). Sans pouvoir expliquer les variations du nombre de finissants - pour les mêmes raisons que celles du nombre des inscrits - on peut en conclure que le rapport entre les deux est assez régulier.

La répartition annuelle des abandons est plus irrégulière encore, en gros elle reflète aussi celle des inscrits mais avec une plus grande imprécision dans la mesure où les élèves ne partent pas forcément la dernière ou la première année, comme nous le verrons plus loin. Néanmoins il faut signaler 24 abandons en 1913, qui est un maximum ; ce chiffre correspond en partie à celui du maximum des inscrits, mais il s'ex-

plique sans doute par une raison plus précise. En juin 1912 l'incendie rase les bâtiments du séminaire, certes à la rentrée suivante tous les élèves sont accueillis dans d'autres bâtiments prêtés, mais il est possible que des conditions d'hébergement médiocres aient nécessité l'année suivante soit des renvois ou encore que les parents aient retiré leurs enfants. Par contre dans les dernières années les abandons se font de plus en plus rares.

Avant même d'étudier le groupe des étudiants qui sont partis et celui de ceux qui ont réussi, on doit noter que le redoublement est très peu pratiqué ; en effet sur l'effectif total (631) plus de 86 % n'ont pas redoublé et 8 % redoublé une fois. Ces divers renseignements font penser qu'il y a abandon, après une décision nette d'exclusion ou de retrait sans appel.

En première analyse ce système scolaire fonctionne assez clairement ; il élimine près de la moitié des inscrits sans leur permettre d'insister. Peut-être faut-il en déduire - ce qui est plus difficile à prouver - que les abandons ne sont pas dus à des causes proprement scolaires mais à des causes morales ou socio-économiques ? cette hypothèse peut être précisée ou nuancée par l'étude plus précise de chaque groupe.

2 - La comparaison réussite-abandon

Parmi les critères retenus au départ, quels sont ceux qui peuvent expliquer la réussite ou l'échec scolaire ?

— *L'origine géographique* ; cette donnée peut avoir une certaine importance puisque les enfants de régions rurales éloignées, peuvent être élevés dans des conditions peu favorables à la poursuite des études.

e. - Tableau : réussite scolaire-origine géographique (17)

| Région | Finissants | Abandons |
|-------------|------------|----------|
| Chicoutimi | 43,8 | 42,3 |
| Charlevoix | 27,2 | 24,3 |
| Lac St Jean | 21,8 | 19,3 |
| Extérieure | 6 | 11 |
| Inconnue | 1,2 | 3 |
| | 100 % | 100 % |

On constate donc que les étudiants venus des régions dites extérieures abandonnent plus que ceux venus des régions de fort recrutement, entre lesquelles on ne perçoit guère de différence significative. On peut tout au plus accorder une influence assez grande à la proximité matérielle et affective du milieu familial dans la réussite (18). L'isolement d'enfants venus de loin leur était certainement préjudiciable.

- *L'origine sociale* : cela doit être le critère le plus signifiant, nombreuses sont les études qui ont prouvé le lien entre le milieu familial - culturel et économique - et la bonne marche des études.

f - Tableau : réussite scolaire-origine sociale (19)

| | Artisans ouvriers | Agriculteurs | Employés commerçants | Patrons | Indé- terminé | |
|------------|----------------------|--------------|-------------------------|---------|------------------|-------|
| Finissants | 13 | 44 | 11 | 24 | 8 | 100 % |
| Abandons | 15 | 35 | 12 | 31 | 7 | 100 % |

Les différences de réussite suivant l'origine sociale sont donc assez nettes et assez inattendues suivant nos critères actuels. En effet les fils d'agriculteurs sont avantagés aux dépens des fils d'ouvriers et de patrons et autres professions supérieures.

D'une part il ne fait aucun doute que le séminaire de Chicoutimi, participant vigoureusement à la propagande "agriculturiste" (20) de la fin du XIXème siècle et du début du XXème a favorisé les enfants de la campagne (destinés surtout à la prêtrise) justifiant par là, a posteriori, les qualités intrinsèques de ce groupe social; par contre les milieux urbains semblent considérés avec plus de suspicion et les enfants des familles les plus aisées ne sont pas favorisés, en tant qu' "héritiers". Cette hypothèse s'appuie sur des variations mineures mais rien ne permet de penser que les capacités scolaires aient été plus développées dans le milieu rural.

D'autre part on peut également supposer que les parents, ouvriers, artisans, petits patrons, avaient plus besoin de leurs fils pour les aider dans leur travail avant la fin de leurs études et ne tenaient pas à ce qu'ils deviennent prêtres et échappent au circuit économique. Par contre dans ces régions où l'agriculture n'était pas riche, où les nombreux enfants ne pouvaient tous espérer obtenir une terre, la possibilité de devenir prêtre était certainement recherchée. Enfin les curés de campagne et leurs écoles sélectionnaient avec attention leurs meilleurs élèves, suscitaient leur vocation

éventuelle pour les envoyer au séminaire. De plus, étant donné le coût des études, il était fréquent que des bourses soient accordées aux élèves les plus méritants, ou que les prêtres payent ce que les parents ne pouvaient pas verser (21) ; par là il était facile de favoriser tel ou tel individu appartenant à tel ou tel groupe social et bien sûr les fils de paysans venaient en premier.

Ainsi, sans que soient véritablement bouleversées les proportions relatives de chaque groupe social par rapport aux inscrits, la nette distorsion que l'on perçoit à la sortie s'explique, non à partir de schémas abstraits, mais en tenant compte des conditions locales.

- *Les données invariantes* ; il apparaît bien que l'âge n'influe pas du tout sur la réussite ; en effet comme pour le total des inscrits, plus de 72 % des finissants et plus de 73 % des abandons se répartissent entre 15 et 18 ans à l'entrée au séminaire. Néanmoins les deux élèves de 11 ans ont réussi et l'élève le plus âgé (26 ans) a échoué, mais il est impossible d'en tirer des conclusions.

Enfin la constatation que nous avons faite selon laquelle le redoublement était peu fréquent, se trouve confirmée. Plus de 85 % des finissants n'ont pas redoublé, comme plus de 86 % de leurs camarades moins heureux ; la seule nuance étant que ceux qui ont redoublé, dans le premier groupe, ne l'ont fait qu'une fois alors que parmi le second quelques-uns ont redoublé deux fois.

Les seuls clivages nets qui séparent succès et échecs sont ceux provenant de l'origine sociale et dans une moindre mesure de l'origine géographique.

S'il est sans intérêt de plus détailler la composition du groupe des finissants (22), il faut s'attacher à celle du groupe des abandons.

3 - *Le cas des abandons d'études*

Sur les six ans que dure le Cours Classique les abandons se répartissent clairement dans les toutes premières années de scolarité et particulièrement à la fin des *Humanités*.

126 élèves ont quitté le séminaire au bout d'un an, ce qui représente 20 % des inscrits et 42 % du total des abandons. L'importance de ce nombre semble confirmer l'hypothèse selon laquelle le départ des classes est dû beaucoup plus à des raisons économiques et sociales que scolaires ; en effet un an d'études seulement ne per-

met pas de porter un jugement sur les qualités intellectuelles de l'élève.

Dans ce groupe les élèves de Chicoutimi et du Charlevoix sont sous-représentés, par rapport aux chiffres généraux, par contre ceux du Lac Saint Jean sont légèrement sur-représentés (23).

Cela vient sans doute de ce que les deux premières régions ont une structure sociale et scolaire plus développée qui permet une meilleure préparation ou sélection et évite les échecs précoces. Par contre le Lac Saint Jean, région encore jeune, ne bénéficie pas de ces avantages. Mais l'origine sociale est celle du total des abandons à peu de choses près. Dans l'ensemble ce groupe d'élèves est un peu plus âgé que la moyenne, beaucoup des élèves les plus âgés (plus de 20 ans) ont abandonné après un an ; ils avaient sans doute du mal à s'adapter à un milieu plus jeune.

Les abandons après plus d'un an sont au nombre de 174, soit 58 % des abandons totaux et près de 28 % des inscrits.

Dans ce groupe les deux régions de Chicoutimi et Charlevoix fournissent proportionnellement un lot un peu plus important d'abandons (24) alors que celle du Lac Saint Jean est nettement sous-représentée, mais elle a perdu ses "plus mauvais éléments" dès le départ. Socialement ce groupe d'élèves vient des mêmes catégories que le total des abandons ; néanmoins les fils d'artisans et d'ouvriers sont un peu plus nombreux (18 %) ; les parents insistaient sans doute un peu plus. Les élèves les plus âgés ayant déjà été éliminés, les âges de ce groupe se situent dans la moyenne. Les abandons tardifs révèlent une certaine obstination, en effet plus de 18 % ont redoublé (32 sur 174) et la plupart d'entre eux (26) ont même redoublé deux fois. Peut-être cette nuance indique-t-elle que les abandons postérieurs à un an sont dus à des raisons plus scolaires que sociales ; mais il est impossible de l'affirmer.

Ainsi, comme on pouvait le supposer, les enfants des milieux urbains réussissent un peu moins bien (25) que les fils d'agriculteurs. Le caractère précoce des abandons montre comment s'effectue la sélection, de par la volonté du Séminaire et pour des raisons socio-économiques.

Il reste à déterminer ce que sont devenus tous ces élèves.

III – LA DESTINATION SOCIALE ET GEOGRAPHIQUE

Ces données sont essentielles pour déterminer le rôle exact de l'institution mais elles sont les plus difficiles à obtenir, surtout pour les années du XIX^e siècle. En effet le séminaire tente bien de garder trace de ses anciens élèves mais tous ne répon-

dent pas à cette attente ; il est clair que dans l'ensemble les élèves qui n'y ont passé qu'un an ou deux ont tissé peu de liens avec l'établissement et sont perdus de vue (26). Par ailleurs des recherches poussées se sont avérées impossibles (27). Enfin, et les chiffres vont le confirmer, le séminaire enregistre surtout les anciens élèves les plus connus et parmi ceux-ci les religieux sont ceux qui ont été répertoriés le plus exactement ; il est naturel également que des gens devenus notables tiennent à se faire connaître.

1 - Une certaine dispersion géographique

Sur 631 élèves, 199 ont indiqué où ils résidaient après leurs études, soit 31,5 % du total et ils se répartissent ainsi :

g - Destination géographique

| | |
|-------------|-----------|
| Chicoutimi | 46 % |
| Charlevoix | 11 % |
| Lac St Jean | 12 % |
| Extérieure | 32 % (28) |

Ces premiers résultats indiquent (29) que les études au séminaire favorisent une nette dispersion géographique de ceux qui en ont bénéficié, leur fournissant même -semble-t-il- un tremplin pour sortir de leurs régions d'origine (30). Cette constatation est confirmée et nuancée par une étude plus précise (31) :

h - Tableau : origine géographique-destination géographique

| Anciens étudiants fixés à | Chicoutimi | Charlevoix | Lac St Jean | Extérieur | Total |
|---------------------------|------------|------------|-------------|-----------|-------|
| Originaires de Chicoutimi | 54 | 4 | 10 | 23 | 91 |
| Charlevoix | 14 | 13 | 6 | 22 | 55 |
| Lac St Jean | 23 | 3 | 7 | 6 | 39 |
| Extérieur | 1 | 1 | 0 | 11 | 13 |
| Total | 92 | 21 | 23 | 62 | |

Grâce à cette comparaison on trouve le même nombre de gens originaires de Chicoutimi et de gens qui s'y sont fixés ; mais pour près de la moitié ces derniers viennent d'ailleurs et tout particulièrement du Lac Saint Jean ; alors qu'un grand nombre de Chicoutimiens quittent leur région, comme les habitants du Charlevoix.

En simplifiant on peut dire avec certitude que le séminaire n'est pour beaucoup qu'une étape, qu'un moyen. Cela est particulièrement vrai pour les gens du Charlevoix qui, après leur Cours Classique, se dirigent plutôt vers Québec (32). Si Chicoutimi fixe plus les siens, ce n'est que pour une assez mince majorité. Par contre les fils du Lac Saint Jean, venus d'une région pionnière, se fixent surtout à Chicoutimi, qui est pour eux la grande ville ; on peut légitimement penser que leurs descendants, à leur tour, quitteront la région du Saguenay-Lac Saint Jean (33).

Donc le séminaire échoue partiellement à fixer ses anciens élèves comme cadres de la région qu'il contrôle ; il donne à beaucoup le moyen d'atteindre des régions moins excentriques, plus prospères ou plus attirantes. Il y a là une contradiction importante qui révèle les limites de l' "agriculturisme". La quasi-totalité des étudiants venus de l'extérieur y repartent aussitôt leurs études finies ; mais même ces fils de paysans, jalousement sélectionnés dans les paroisses du Lac Saint Jean, se gardent bien - pour la plupart - de retrouver ces terres aux vertus tant vantées par leurs maîtres. Sans le vouloir le séminaire contribue à ouvrir la région du Saguenay vers le monde extérieur - ce qui socialement ne pouvait être que bénéfique.

Cette variété dans la destination géographique est beaucoup moins nette dans la destination sociale.

2 - Une promotion sociale ?

295 anciens élèves du séminaire sur 631 (soit près de 47 % des inscrits) ont fait connaître leur profession (34):

i - Tableau : destination sociale

| | |
|-----------------------|------|
| Religieux | 62 % |
| Patrons et prof. sup. | 25 % |
| Employés commerçants | 6 % |
| Agriculteurs | 2 % |
| Ouvriers artisans | 2 % |
| Sans profes. décédés | 3 % |

Ainsi le séminaire remplit bien son rôle, il forme des prêtres ou permet une certaine promotion sociale. Mais il est nécessaire d'affiner ces données en précisant en quoi l'origine sociale influe sur la profession choisie ou imposée.

80 % des fils d'agriculteurs (83 sur 104) et 63 % des fils d'artisans ou d'ouvriers (22 sur 35) deviennent religieux ; par contre seulement la moitié des enfants des familles les plus aisées (commerçants : 12 sur 24 ; patrons, professions supérieures 27 sur 57)(35). Une première conclusion s'impose ; les élèves issus de milieux simples deviennent en grande majorité prêtres, au contraire de ceux de familles plus aisées.

Le séminaire joue donc bien un rôle de promotion sociale, dans la mesure où les prêtres forment incontestablement l'élite de la société québécoise de la fin du XIXème et du début du XXème siècle ; d'ailleurs les fils de paysans ou d'artisans qui n'entrent pas dans les ordres se dirigent surtout vers les professions supérieures - surtout les professions libérales, autre pilier des élites québécoises - (ainsi 13 fils de ruraux sur 104). Rares sont les sortants qui reprennent la profession de leurs parents ou en

trouvent une inférieure. Le choix des professions est donc restreint : ou prêtre, ou membre d'une profession libérale.

Au total néanmoins il ne faut pas croire que tous les religieux formés par le séminaire sont d'origine paysanne ; en effet la moitié (83 sur 155) viennent de familles rurales ; le reste se répartit entre les diverses catégories sociales (27 des professions supérieures, 22 des artisans et ouvriers), dont sont issus également la moitié des professions libérales et des patrons. Ces proportions sont à rapprocher de celle du total des inscrits mais elles indiquent, outre la promotion, une certaine reproduction sociale.

Malgré ces nuances, le séminaire accomplit sa tâche : former des prêtres à partir, surtout, de la classe sociale qu'il considère comme la plus vertueuse : les paysans. Mais de plus il permet à tous une certaine promotion sociale ; en avantageant volontairement les ruraux.

3 - Les professions et leur lieu d'exercice

Ces conclusions sont affinées si l'on étudie comment les professions choisies se répartissent géographiquement ; on voit alors apparaître - en filigrane - le poids de la région du Saguenay et ses contraintes (36).

On peut négliger les professions d'employés, commerçants, agriculteurs ou artisans ; leur nombre est trop restreint (en tout 20) et pourtant leur répartition géographique correspond à celle des groupes plus significatifs (37) ; religieux et membres des professions libérales (dentistes, notaires, avocats).

Les religieux sont assez peu mobiles, en effet 56 % d'entre eux (61 sur 109) se fixent dans la région de Chicoutimi, les autres se répartissent à peu près également dans la région du Lac Saint Jean et dans les régions extérieures (38), quelques-uns s'installent dans le Charlevoix. Il est impossible de dire si cette destination est définitive mais elle prouve que le séminaire renforce son emprise dans la région du Saguenay, et tout particulièrement dans les zones urbaines.

Par contre seulement 36 % (19 sur 53) des membres des professions libérales restent dans la région où ils ont fait leurs études, et une dizaine choisit soit le Lac Saint Jean, soit le Charlevoix. Ainsi 24 sur 53 (45 %) se fixent à l'extérieur des régions principales (comme nous l'avions déjà remarqué, les gens du Charlevoix sont ceux qui émigrent le plus volontiers) ; 16 vont à Québec (Juges, avocats, dentistes) et 5 vont à Montréal.

Ces résultats confirment nos précédentes constatations. Aucune des trois régions de base ne peut retenir ses cadres, et le séminaire - en les formant - favorise cet exode de "cerveaux". On peut dire que la région du Charlevoix est saturée et que celle du Saguenay-Lac Saint Jean est encore trop peu développée ; la région du Lac Saint Jean est l'une de celles qui fixent le moins de cadres. Ce petit exemple montre les limites de la politique de colonisation des terres.

Par contre le poids du clergé dans la hiérarchie a tendance à s'accroître, ce qui n'est pas le meilleur moyen d'assurer le développement économique de ces régions. Mais pour le séminaire c'est une justification de son rôle et de ses idéaux.

Au terme de cette étude il est possible d'évaluer un peu mieux le rôle du séminaire de Chicoutimi, un de ces Collèges Classiques si vantés à l'époque.

Il ne s'adresse qu'à une petite partie de la population, puisqu'en 40 ans sont passés sur ses bancs un peu plus de 600 garçons, alors que son champ de recrutement est assez large. Ses élèves viennent, certes, de tous les milieux, mais principalement de ceux des villes. La sélection est sévère puisque sont éliminés près de la moitié des inscrits, et elle frappe plutôt les citadins au profit des ruraux.

Ainsi le séminaire applique ses idées "agriculturistes" et il est logique qu'il continue à amplifier l'appel de la terre ; c'est de celle-ci que sortent surtout les prêtres qu'il forme. Dans ce sens le séminaire accomplit un rôle surtout religieux, ce qui est conforme à sa vocation, mais contraire aux prétentions du clergé québécois du temps qui faisait des Collèges Classiques le système d'éducation idéal, complet et suffisant à tous les besoins de la société.

Néanmoins les élèves qui "échappent" au clergé bénéficient nettement de leur formation puisqu'elle leur permet de s'élever dans l'échelle sociale.

Il faut également replacer le séminaire de Chicoutimi dans son contexte régional et il apparaît bien qu'il ne peut éviter les contraintes venues des possibilités mêmes de ses zones de recrutement. En effet nombreux sont ses anciens élèves qui ont quitté la région, grâce sans doute au bagage acquis ; pqr là même ils sont la preuve que celle-ci n'offre plus les attraits qui leur permettraient de s'y fixer. Le séminaire se veut régionaliste, en fait il relie le Saguenay au moins au reste du Québec, peut-être sans profit pour lui.

Une étude des années postérieures à 1814, basée sur une meilleure connaissance des conditions économiques et sociales de la région permettra sans doute de confirmer ou d'infirmer ces quelques conclusions.

NOTES

1. *Le professeur Galarneau, de l'Université Laval à Québec, prépare un ouvrage sur ces sujets.*
2. *Cf. le numéro spécial de **Saguenayensia**, sept. - oct. 1972, vol 14, n^o 5, consacré au séminaire de Chicoutimi en raison de son centenaire, et l'aperçu historique de Mgr. V. Tremblay, P.D.*
3. *Nous avons utilisé principalement comme sources des documents manuscrits des archives du séminaire et principalement les **Registres de l'inscription des élèves** à partir de 1891 et pour la période précédente les **Annuaire du séminaire**. D'autres documents disparates, comme la **liste des anciens élèves**, nous ont fourni d'autres renseignements. Nous pensions pousser plus loin dans le temps cette étude mais ayant quitté Chicoutimi, il a été impossible de poursuivre.*
4. *Les sources disponibles ne permettent pas d'affiner ces critères avec par exemple la taille des familles ou le montant exact de leurs revenus ou leur niveau culturel.*
5. *Ce travail a été mené à bien à l'aide du Centre de Calcul de l'Université de Paris I et je remercie tout particulièrement Mme Baran et M. Sastre de leurs efforts.
Une fois définis les critères il aurait été possible de pratiquer une analyse factorielle mais les résultats obtenus à l'aide de simples histogrammes et de programmes de tris croisés ont été amplement suffisants.*
6. *Le relevé manuel des inscriptions nous a fourni 666 étudiants, mais après codification des cartes et tri par l'ordinateur, le chiffre obtenu a été de 631. Cette différence n'entraîne pas de conséquences gênantes. Le second chiffre a surtout été utilisé.*
7. *En utilisant particulièrement J. Hamelin et Y. Roby, **Histoire économique du Québec, 1851-1896**, Montréal, Fides, 1971, p. 90 et suivantes.*
8. *Hamelin et Roby, **op. cit.**, p. 292.*
9. *Soit du reste du Canada et des États-Unis ; 9 sont venus de Nouvelle-Angleterre, 11 de la Côte Nord, 10 du Bas Fleuve, 23 du reste du Québec et du Canada.*

10. *En 1851 il y a 7719 hab. dans la région du Lac, et en 1901, 42 296 hab. (Hamelin et Roby, op. cit., p.73). De 1851 à 1901 la région du Saguenay-Lac Saint Jean connaît une augmentation de sa population de 1 à 2 % par an.*
11. *On peut aussi supposer que les autorités du séminaire ont volontairement accentué le recrutement dans une région rurale, qui correspondait mieux à l'agriculturisme et à la mystique de la colonisation, dont le Lac Saint Jean était d'ailleurs un des plus beaux fleurons.*
12. *Il s'agit là des chiffres correspondant à la municipalité et non à la paroisse de Chicoutimi qui englobe des terres agricoles.*
13. *Nous avons inclus dans cette catégorie les propriétaires, comme les ouvriers agricoles, les pêcheurs, les forestiers.*
14. *En effet les études coûtaient cher : jusqu'en 1882 les tarifs étaient de 90 dollars pour un pensionnaire par an, 25 pour un demi-pensionnaire, 10 pour un externe; après 1882 les taux respectifs ont été de 100, 40 et 12 (cf. J.C. Drolet, "Séminaire de Chicoutimi, vie financière", **Saguenayensia**, mars-avril 1973, pp. 38 à 49. Les ruraux étaient presque tous internes, mais nous n'avons pu préciser les proportions exactes d'externes et de pensionnaires.*
15. *Pour 631 inscrits nous connaissons l'âge de 496, soit près de 79 % du total, ce qui est suffisant pour arriver à un résultat valable.*
16. *Les documents utilisés ne permettent pas de distinguer les cas de renvois pour cause de mauvaise conduite et d'inaptitude des retraits du fait de la volonté des familles.*
17. *Cf. tableau b.*
18. *Sur les 9 inscrits venus des États-Unis aucun n'est parvenu à finir ses études. Peut-être n'ont-ils pas su s'adapter à une région qui était sans doute celle de leurs pères émigrés.*
19. *Cf. tableau d.*
20. *Comme en fait foi le journal du Séminaire, **L'Oiseau-Mouche**, cf. J.PORTES, "Des idées venues du froid", **Protée**, vol.1 n°2, avril 1971, pp. 51-74.*

21. Cf. J.-C. Drolet, **article cité**, p.41.
22. *Les finissants qui ont fait toute leur scolarité à Chicoutimi sont 82 % du total et la moitié d'entre eux sont originaires de la ville même ; ils sont un peu plus nombreux à redoubler, peut être parce qu'ils étaient mieux connus. Par contre près du tiers (28 sur 90) des enfants du Charlevoix qui ont réussi sont arrivés en cours de route, sans doute après un essai dans un autre établissement comme celui de Québec.*
23. *Chicoutimi : 39 % ; Charlevoix : 20 % ; Lac Saint Jean : 23 % ; Extérieure : 12 % ; indéterminée : 6 %.*
24. *Chicoutimi : 45 % ; Charlevoix : 27,6 % ; Lac Saint Jean : 16,7 % ; extérieure : 10,4 %.*
25. *Une étude plus fouillée (tri-croisé) indique que ce sont surtout eux qui redoublent et en particulier ceux de Chicoutimi même.*
26. *On remarque que les gens dont on connaît la destination sociale sont ceux qui ont le mieux réussi ; ainsi 82 % (172 sur 210) ont fait 6 ans de scolarité. L'origine sociale de ce groupe est en gros la même que celle du total des inscrits, avec une surreprésentation légère des agriculteurs (conforme à leur réussite). Tout cela rend l'échantillon assez représentatif.*
27. *Le grand nombre de noms et de prénoms semblables ne facilitent pas une telle enquête, et les témoignages oraux ne peuvent affirmer avec certitude que tel Joseph Tremblay, est bien entré au séminaire en 1885 . . . pour finir comme prêtre.*
28. *Ce groupe comporte 62 personnes ; 5 se sont fixées sur la Côte Nord ; 2 dans le Bas-Fleuve ; 45 ailleurs au Canada ; 10 aux États-Unis . . . dont 1 en Alaska (chercheur d'or !).*
29. *On ne peut savoir si dans ce groupe la région proche est sous-estimée, les individus restés sur place pourraient ne pas prendre la peine de se signaler, alors que les plus éloignés chercheraient à garder le contact. Le contraire peut également se défendre.*
30. *Le nombre non négligeable de départs vers les États-Unis correspond à la grande vague d'émigration québécoise.*

31. *Le programme de tri-croisé, origine géographique-destination géographique a été particulièrement fructueux.*
32. *On peut remarquer cependant que sur les dix personnes qui sont parties aux États-Unis, cinq étaient originaires de Charlevoix.*
33. *Les choses sont un peu différentes pour les étudiants qui ont fait toute leur scolarité à Chicoutimi ; parmi eux les habitants de la ville même y restent plus volontiers que l'ensemble (61 %). La dispersion est donc un peu moins marquée, elle l'est autant pour les gens du Charlevoix, pour lesquels la région de Chicoutimi n'est vraiment guère attirante, même s'ils y ont passé 6 ou 7 ans.*
34. *Il s'agit donc d'un échantillon suffisant, mais la distorsion des sources au profit des membres du clergé demeure.*
35. *Une étude plus précise permet même d'affirmer que les anciens élèves qui deviennent artisans ou cultivateurs ont, pour la plupart, passé seulement un ou deux ans au séminaire et n'en ont pas profité véritablement.*
36. *Le rapprochement de ces deux données a été possible pour 182 anciens élèves, soit un peu moins du tiers des inscrits.*
37. *Sur 4 agriculteurs, 3 se sont fixés dans le Charlevoix d'où d'ailleurs ils étaient originaires et l'autre aux États-Unis .*
38. *5 d'entre eux sont allés aux États-Unis, et 4 venaient du Charlevoix. Cette région ancienne est de celle des bords du Saint Laurent qui a fourni le plus d'émigrants vers le grand pays voisin.*

THE UNICORN AND THE BOOBY HATCH :

AN INTERVIEW WITH MARGARET ATWOOD

by **GILLIAN PORTER LADOUSSE**

Université de Bordeaux I

Gillian Ladousse : Your novel *Surfacing* is shortly to be published in translation in France, another is to follow and I believe you are also discussing the translation of some of your poetry ?

Margaret Atwood: Yes, it's being talked about. I can't say anything about it yet because no arrangements have been made. According to my agent there are some publishers who are now interested in dealing in poetry in translation.

Gillian Ladousse : This is a fairly unusual occurrence, for yours is only about the third book by an English-speaking Canadian writer to be published in this country. Does this mean that Canada is no longer considered, as you once said, as "the sticks" ?

Margaret Atwood: I think it's changing, For instance, in Italy now there is a Canadian vogue. Don't ask me why, I don't understand it. It may be that the Italians view Canada as a place that they might some time go to. A number of people have relatives there now. But it has also acquired the same kind of romantic aura for the Italians, that the United States used to have but they've had the States, as it were. They know quite a lot about it. So Canada is now the unknown, romantic place, and I think for a European there is something very romantic about the notion of a country with few people in it, and also a place where there are wild animals. I was amazed when I was in Italy in September to note that one of the best-selling books in an Italian bookstore was a trapper's manual : how to survive in the wilderness, how to live off the land, mountain-climbing, living in the snow and things like this. This was selling like hot cakes, obviously not because anybody needs to read it but because it's an escape fantasy.

Gillian Ladousse : And do you think possibly the same is happening elsewhere ?

Margaret Atwood : Yes ; for instance, Australia is now developing closer literary ties with Canada. I'm on my way to the Adelaide Poetry Festival, and though I'm not the first Canadian to have gone there, I'm almost the first.

Gillian Ladousse : The situation has changed a great deal, then ?

Margaret Atwood : A great deal.

Gillian Ladousse : A great many non-Canadians are puzzled about the need for the constant assertion of a sense of Canadian identity, and this is a subject you have talked about a fair amount yourself. Why do you need so badly to identify with a nation rather than assuming your own individuality as a writer in a world situation ?

Margaret Atwood : I think possibly because one has always been identified in that way. For many years it was actually held against one that one was Canadian.

Gillian Ladousse : It was actually held against you ?

Margaret Atwood : Oh yes, very much so. In the States for instance, just a couple of years ago, when *Surfacing* was published, one of my publishers in New York said he didn't want to identify it as a Canadian book because the word "Canada" was death. In the States it gives a book a bad aura. People think it's going to be negligible. A lot of Canadian writers themselves did the same thing, having grown up there and having been given none of their own history, none of their own culture. I grew up assuming that one didn't want to be known as a "Canadian writer" ; one wanted to be known as a writer. In other words one wanted to get rid of that derogatory prefix. We have people like Mordechai Richler who went through that. His first book sold three copies in Canada and he makes jokes like "world-famous in Canada".

Gillian Ladousse : You want to write as a Canadian, yet on the other hand it appears that your books can sell in the States as simply "North

American". How do you distinguish yourself from American writers ?

Margaret Atwood : I don't have to worry about that. I let the critics do that. But it is amazing : one reviewer said that the book was set in Northern Ontario, which in fact it wasn't ; it was set in Northern Quebec. There is this degree of non-cognizance - I won't call it ignorance- or lack of awareness of just exactly what goes on over the border. They become aware when somebody blows something up. The Quebec situation has caused quite a stir in the U.S. because they don't want a Cuba right over their border. But in general the average American, and this often includes American literary critics, doesn't know that much about Canada. Why should they ? We have twenty-two million people and they've got two hundred and twenty two million. There are more blacks in the States than there are people in the whole of Canada.

Gillian Ladousse : But as far as writing is concerned, wouldn't you like to say whether you think there is a difference between American and Canadian trends and whether this difference lies mainly in the area of social mythology, or whether there are formal aspects as well ?

Margaret Atwood: We haven't got around to formal differences yet because we've been so busy with the other thing. I think, for instance, there are probably more formal similarities between Canadian English and American writing than there are between Canadian English and English writing. In that way there is quite a lot of spillover and we have a lot of things in common : the relationship to a land which is very large for instance - though I think Canadians are somewhat more conscious of space these days because they have a lot more of it per person than the Americans do. We've also had the historical experience of coming to this country, even though attitudes to the native Indian and Eskimo population were different. The American attitude was to exterminate them, whereas the Canadian attitude was to neglect them. There has been a resurgence in the native population in both countries. The ones in Canada have a better chance of winning, because there's a lot more of them *per capita*. So there are a lot of simi-

larities. But when you ask me what the difference is, I can put it very briefly by saying that south of us we have the United States and south of the United States they have Mexico, and that's quite a big difference. They do not feel dominated by their southern neighbour in the way that we feel dominated by ours.

Gillian Ladousse : About that feeling of domination and oppression, I have heard a Canadian critic equate the problems of literature in Canada with those of black writers in English-speaking African countries. Do you think it is a minority literature in that sense ?

Margaret Atwood: There are definite similarities there. The similarity is that we are both either neo-colonial or ex-colonial or pseudo-colonial or some kind of colonial culture. Many people have said that what we ought to be comparing ourselves to is not American literature or English literature but, say, West Indian literature, Nigerian literature, Australian literature, New Zealand literature, literature of people who have been identified as and who feel themselves to be colonies now.

Gillian Ladousse : Does this have repercussions on language, as, for example, in Black Africa where one is writing in the oppressor's language ?

Margaret Atwood: I wouldn't say that, because English is not even the native language of the United States. I mean it's as much of an import to the States as it is to Canada. French is an import to Canada as well. Those colonisations have been there for may be three hundred years. It's not really very long when you count time. I think the problem is to assert that there are different meanings for words. I obviously, when we say *colonial*, it has a different aura than when an American says *colonial*.

Gillian Ladousse : It was an epoch in the States, whereas it's still a reality for you ?

Margaret Atwood: It's past in America ; or else if the speaker happens to be on the Left, he's thinking about the United Fruit Company or something like that. He's not usually thinking about Canada. The thing about Americans is that individually they are often terribly friendly. The man in political life that is doing the most reading

in Canadian literature that I know happens to be the American ambassador to Canada. He's very interested in it, much more interested than most members of our own government. This is the problem. And when you go to the States, they are always very friendly and enthusiastic. It's a nice experience. But that is individually, and on the literary scene. When you get to the international companies you find other things happening - although it's the same companies whose activities are rapidly reducing the United States itself to a second-rate power !

Gillian Ladousse : The other "cause" that you have been associated with in various ways is, of course, feminism. Do you identify with feminist writers in particular, or just with women writers generally ?

Margaret Atwood: Let me say that I have been writing since 1956. There was no feminist movement in Canada at all until about 1969. That's thirteen years of writing without a feminist movement. Now in order to do that, I would obviously have had to have taken some attitudes that were different from these of my generation. These attitudes were focussed on writing. I wanted to be a writer and that seemed to me to rule out certain other choices. When I went to High School, it was assumed that one got married and that one did nothing else. That was the assumption of that generation. So I suppose that I was a feminist despite myself, or a feminist unknown to myself simply because I chose to do something else. A lot of my work as it now stands was written before the feminists. Women writers of my generation, and earlier, often take the view that it is all very nice that this is happening, but why didn't it happen before, and "where were you when we needed you". It was all those people who said, "Why aren't you buying china and having babies" who became rabid feminists when they found out what a sell out that was (Laughter). Then they come saying that they've made this new discovery. What am I supposed to do ? I've been doing my own work for years. Obviously anything that I write is going to come out of the situation of what I am in this society, namely female.

Gillian Ladousse : That means you reflect their views without taking a militant stand ?

Margaret Atwood : I did not take an ideology and apply it to my writing. Other people have extracted an ideology from my writing or made comparisons with the feminist movement. It is perfectly valid to do this as long as one doesn't confuse cause and effect. The thing about parallel lines is that they never meet. I give support to feminist things, naturally, but I was not a founder of the movement. I was a kind of embryo of it, I suppose.

Gillian Ladousse : You often seem to be keeping a certain distance when questioned on your views about this issue . . .

Margaret Atwood : Well, I don't wish to be given credit for something I didn't do. If you're a writer, that is a full time occupation. Naturally your writing will reflect certain concerns but you don't really have too much time to throw yourself into organisational activities of one kind or another.

Gillian Ladousse : You would say, then, your interest is sympathetic but not militant ?

Margaret Atwood : Sympathetic, yes, definitely sympathetic, but please don't ask me to give up any of my writing time. If their projects cannot survive without me, then they probably shouldn't survive. Surely the goal of the feminist movement is to make it possible for people like me to exist. So I exist.

Gillian Ladousse : You're proof that it can be done ?

Margaret Atwood : I'm proof that it can be done, though they did not produce me.

Gillian Ladousse : Do you think it's easier for the younger generation today ? I mean for young women writers beginning to write now ? Have they benefited from the feminist movement ?

Margaret Atwood : I think it's easier for female people. I'm not so sure that it's any easier for women writers. It wasn't specifically hard for a woman writer, in Canada you must understand. It wasn't any harder than it was for a male writer. Possibly it was easier, because Canada was a culture that regarded writing as sissy, so male writers were

put in a position of having to defend their genitalia, whereas women weren't. In fact writing was regarded as such a crazy and eccentric thing to be doing that it was somewhat easier for a woman to do it than for a man. Also, the Canadian literary tradition has a high proportion of female writers that cannot be overlooked, unlike the American tradition. You can write something on American literature up to 1900 and only mention Emily Dickinson and nobody is going to complain much. But you cannot neglect Canadian women writers because, for many years they were the only writers.

Gillian Ladousse : The men were out . . .

Margaret Atwood: The men were out chopping trees and passing laws and throwing themselves around. Early Canadian writing consists of journals and diaries and things like Susanna Moodie's books. The first novel written in Canada was written by a woman, so you can't neglect it. Therefore we get more support from our ancestors than the American women writers do.

Gillian Ladousse : The victims, the people who are dominated in your books are women, but do you yourself feel more oppressed from being Canadian than from being a woman ?

Margaret Atwood: No, all I said was that the position of the writer is not typical of anything. Writers are a very small percentage of the population. Let me answer the question another way : why did George Eliot never write a book in which a woman became a successful writer and led a happy life ? Why does Maggie drown ? Why does Dorothea fade away ? Well, the answer to that for me is that George Eliot was not writing about an atypical situation. She was attempting to write about the situation of most women, and to that her books are faithful. If you think for an instant that most women have been liberated now from unequal pay, from discrimination, from all those things, you're quite wrong ! I would rather attempt to write about a situation that is more typical of the society. You'll notice that none of my heroines are successful writers of my type. I'm an exception, and anyone like me is an exception. We're privileged. We do not lead the kind of life that most people are forced to lead.

Gillian Ladousse : That leads us on to another problem that you seem to have had in Canada of keeping yourself out of your books.

Margaret Atwood : People are always putting me into them ?

Gillian Ladousse : Yes.

Margaret Atwood : Well, I solved that for myself by making brief cameo appearances in my books. I appear in *The Edible Woman* in the party scene as an undergraduate student in long black stockings. There are other things like that, but nobody knows about them and they are private jokes. I think in Canada, unlike in England, the phenomenon of writers who are publicly visible is very recent. You're so used to having writers in England - in fact almost everybody you meet is a writer - that it doesn't raise anybody's eyebrows. People don't particularly want or need literary stars they can identify with. In Canada in the last ten to fifteen years writers have suddenly become visible. People are very curious about them. It's a combination of pride and fear, and the desire to keep poking at the person to see if they are real, and cutting them down to size because they don't want them to get too big. It's a very odd sort of situation. People very much want to believe, if they've liked a book and identified with it, that it's true.

Gillian Ladousse : That it must be true about you ?

Margaret Atwood : Yes, I think it happens more to women writers again, because they are considered to be more subjective and less inventive. They think you're not capable of making things up, that all you can do is babble on about your private life . . . which is not my view of writing.

Gillian Ladousse : People do seem to have been expecting you to put your head in a gas-oven any minute, and you have also been labeled a "confessional" poet. I gather you reject this label ?

Margaret Atwood : Yes, I absolutely reject it. Of course, one uses things that one has encountered. Sometimes they are things that have happened to oneself and sometimes they aren't. Only I know the difference.

But it's a tribute in a way, because it means that people have taken the voice as authentic. But on the other hand it's not a tribute because they think you're so stupid and lacking in skill that you can't make anything. It's as if a potter could make nothing but messes, as it were.

Gillian Ladousse : What you have been saying about the way people consider women writers is interesting because it does seem to have influenced the way your writing has been considered by the critics.

Margaret Atwood: Not only mine - it's general !

Gillian Ladousse : What I was thinking of in particular is this theme of oppression we were talking about. There seem to be two different ways in which you react, one which loosely speaking one could call a poetic inspiration, a kind of refuge in the imagination, and the other way tends to be derisive and leads to the comic and satirical elements - the comic vision in your work seems to be tremendously important - and this whole self-debunking process seems to have been totally neglected . . .

Margaret Atwood: Not totally. People are beginning to realise, ever since I came out into the open as a cartoonist, that maybe some of the things in my book are funny. It was pretty hard not to see it in *Lady Oracle*. But then it turns round the other way and people think that everything you write has to be roaringly funny.

Gillian Ladousse : What about *Surfacing* - a book which has been treated very seriously - seriously in that sense, I mean.

Margaret Atwood: Let me ask you this : is *Gullivers Travels* comic or serious ? I don't think that comedy is necessarily non-serious.

Gillian Ladousse : Serious is perhaps the wrong word . . .

Margaret Atwood: You mean it has been treated with a great deal of gloom and a good deal of the worship of the kind that tends to overlook the parts that are satirical ?

Gillian Ladousse : Yes, I was thinking of the "mythopoeic" aspects. People seem to be ready to slip you into that slot.

Margaret Atwood: If I weren't Canadian, nobody would ever say "mythopoeic". American critics never say mythopoeic. It's only the Canadian ones who say : oh, she went to Victoria College and studied with Northrop Frye. Therefore it must be mythopoeic.

Gillian Ladousse : But it does seem to me that this satirical and derisive aspect is found fairly seldom in women writers . . .

Margaret Atwood: Jane Austen ? *Northanger Abbey* ?

Gillian Ladousse : Yes, of course, but I was thinking of more modern women writers.

Margaret Atwood: Virginia Woolf ? Gertrude Stein ? and what about Iris Murdoch? There has been some very pointed female writing, and a number of people who don't necessarily write novels, such as Nancy Mitford, are noted for this. And what about Mary McCarthy ?

Gillian Ladousse : Yes, Mary McCarthy was one of the people who had come to mind. But it does seem to me in many ways that your humour and satire has more in common with, say, Jewish American writing, Malamud and people like that.

Margaret Atwood: I'm not too sure exactly what to say about that, except that I don't think that it is particularly lacking in the female tradition. In fact, we've got some good examples, although they didn't write novels. Primarily, Nellie Maclung was noted for her extremely caustic wit. I think that women do back away from it sometimes because they don't want to be identified as nasty or harsh or sarcastic or any of those adjectives that women shy away from.

Gillian Ladousse : Yes, I wondered if it was anything to do with societies' attitudes towards women, what they're supposed to do and how they are supposed to behave.

Margaret Atwood : Well, you're told to be nice -you know, this functions in my own life. I don't cause scenes.

Gillian Ladousse : To go back to your own work, you said the comic aspects had not been totally neglected . . .

Margaret Atwood : Yes, they've started writing about it in Canada now. When *Lady Oracle* came out there were a couple of pieces on comic this and comic that instead of water symbols (Laughter). But it's very interesting, you get the same book with these totally different readings of it. For instance, *Dancing Girls*, my book of short stories. Somebody treats it as a work of comedy throughout, and someone else says this book doesn't have a bit of humour in it and it's terribly gloomy and pessimistic. It seems to depend partly on what kind of sense of humour the reader has.

Gillian Ladousse : A lot of people have talked about the polarity in your work, and it seems to me that this might have some bearing here. The sense of alienation in your work seems to lead on one hand to negative, satirical writing and on the other to a sort of refuge in images of harmony.

Margaret Atwood : It seems to me that they go together. It doesn't seem to me that you can be a satirist without having a vision of how things ought to be. Surely Swift wasn't writing simply out of pessimistic gloom and bowel troubles or whatever it was he had. It seems to me that he had an ideal about human beings.

Gillian Ladousse : What about somebody like Thurber, though ?

Margaret Atwood : Well, Thurber to me is not a satirist, he is something else. I don't know too much about this. I find him charming but I don't find him particularly a satirist. But I would point to the story about the unicorn, where the man says there's a unicorn in the garden. The wife says : you're crazy and you're a booby, and I'm going to have you put in the booby hatch. And there is a unicorn in the garden and he can see it. When the people from the booby hatch arrive, she says : my husband thinks there's a

unicorn in the garden. And he denies that he said that. And they take her away and put her in the booby hatch, and he and the unicorn live happily ever after. He does have a vision of harmony though it does involve getting the wife put in the booby hatch, but there is the unicorn.

Gillian Ladousse : So what you're saying is that they do go together, your vision of how things are and how they should be ?

Margaret Atwood: Well, if you didn't have a vision of how things ought to be, it seems to me that you would be simply a pessimistic realist. But surely even Zola in something like *Germinal* does have a social vision. It doesn't seem to me that you can write about something that you see as a misery or an injustice with anything but fatalism unless you have an idea of something that could be otherwise. The literary model that is at the back of all our minds is, of course, the Bible. All utopianism goes back to that vision. If you switch to an Eastern view it doesn't involve transforming society it involves transforming yourself so that you are in harmony with what is. If you did that, you would presumably be able to see all kinds of people being slaughtered and dying as simply attributes of reality. You wouldn't think it should be changed. I don't know.

Gillian Ladousse : That's very interesting and leads me on to something I wanted to ask you about your imagery. One of the things that strikes me is the extreme violence. Is there any specific reason for this?

Margaret Atwood: Well, I see the writer or the novelist as a kind of lens or focus and if you ask whether there is any reason for this, I might point out to you that I'm a member of Amnesty International and what really goes on in the world is much worse than anything in my writing. I'm quite mild compared to the reality of the world. Don't ask me why my work is violent.

Gillian Ladousse : Yes, ask the world . . . but while we're talking about your imagery, the other imagery I wanted to ask you about, which may have something to do with your sense of detachment and is part of the comic vision is this imagery of dismemberment of the

body, of detachment, of doubling of the self, like the image in *Lady Oracle* of the fat lady she takes along with her or in much of your poetry where things are, as it were, out up, dismembered. I wonder if you can trace this to anything in particular, to any source . . .

Margaret Atwood : Well, I could say a couple of things about it. One is that our society is such in Canada that it necessarily involves a double vision if you want to understand it in any kind of wholistic way. In fact, my next book of poems is called *Two-headed Poems*.

Gillian Ladousse : Of which part has already been published . . .

Margaret Atwood : Yes, in *This Magazine*, and the book is named after the group.

Gillian Ladousse : Could you expand on that rapidly ?

Margaret Atwood : Well . . . a country with two languages and two cultures essentially. I do not mean just Quebec but Ontario too where there is a very large French population as well. That's the part of the country that I live in. I suppose if I lived in British Columbia I might not think that way.

Gillian Ladousse : So for you it's a real double culture problem in fact ?

Margaret Atwood : If you're attempting to understand it, and not just take one side or the other, then you have to see it as having a hydra-kind of existence, with many heads. It may simply fall apart into its components, as we all know, but that won't change the experience of people who have grown up in it so far. You have to be able to think in two different ways in order to "understand" what is going on. It's actually more difficult for people in Quebec to understand what's going on in Ontario than it is the other way round because they have less access to the information. As far as I am concerned, culturally I'm not even from Ontario ; my parents are from Nova Scotia, so I don't have what Alice Munro has, which is a very intimate sense of one small town. We moved around a lot and if you want to get psychological about it you might say that images of fragmentation come

from an early nomadic existence or something like that. I think it's a lot of poop myself. If I were going to rationalize about it, I would say that western industrial society is one that demands a kind of cut-off valve between your neck and the rest of your body so that your brain can function as a computer and your body can be neglected for long periods of time, and then when it comes to recreation time you're supposed to turn off your brain and be sybaritic with the rest of you. I have not invented this. You can see it every time you open a magazine, when you start comparing the ads with the contents of the magazine. Advertising promises pure pleasure devoid of any intellectual content. Then you turn to the financial page . . .

Gillian Ladousse : ... for intellectual activity without the pleasure !

Margaret Atwood: Without any emotional content.

Gillian Ladousse : One of your major themes is strangled articulateness and the non-communicative value of the word - we're back to language again. A very common theme in 20th century literature, but lots of writers are more interested, it seems to me, in language *per se* total fragmentation of language rather than image, if you like, and I was wondering . . .

Margaret Atwood: You mean concrete poetry ?

Gillian Ladousse : Yes.

Margaret Atwood: One can do cross-words and thereby show an interest in language. But I do not think language no longer has any impact or potential. I believe that language is constantly being bled. Little faucets are constantly being turned on and meaning is dribbling out of various words which means that you have to renew the language, and the only way you can do that is through poetry. To me taking language and dismembering it and dislocating it and playing games with it is part of the renewing process but not the only way to do it. If you did only that, you would end up with the reduction of language to a meaningless assemblage of sounds. When I said that language was being bled I meant that if

you listen to political speeches and government bulletins and so on and get "anti-personnel" when what they really mean is that it kills a lot of people, all the blood is being taken out of things to make them easier for people to deal with, less upsetting. Language ought to be upsetting if the things that it's talking about are intrinsically upsetting.

Paris, February 4th 1978.

THE METIS IN MARGARET LAURENCE'S MANAWAKA WORKS

by MARCIENNE ROCARD

Université de Toulouse - Le Mirail

In Margaret Laurence's tiny Ontario cottage on the Otonabee River two huge posters of Louis Riel and Dumont at once catch the eye of the visitor and remind him of the métis rebellion (1) in Manitoba and Southern Saskatchewan, which tragically ended with the hanging of Riel in Regina in 1885. This is no mere coincidence ; Laurence's sentiments have always been on the side of the anti-establishment ; in Africa, where she lived several years, she remained very critical of the British imperial attitude ; back home in Manitoba the grand-daughter of an Irish Scots Presbyterian pioneer had lived close to the half Cree, half French métis and had soon come to resent the "colonial" outlook of her own people.

Thus it is not surprising that the French Indians should appear as one significant feature of her works set in Manawaka, the fictional embodiment of her own birthplace, Neepawa. The Tonnerre family provide the link between the different books, just as do the recurrent "white" characters. Through this one family Laurence exposes the socio-economic plight of the half-breeds but fails - or refuses - to make a real issue of it. In fact, the métis functions in her fiction mostly on a symbolic level, as means for the writer, who has never really been reconciled to her heavy Irish Scottish Presbyterian heritage, to face her own inner conflict and to end an old feud.

Old Jules Tonnerre had fought with Riel and Dumont in the 80's and had retired after their defeat at Batoche into the Wachakwa Valley. There he had intended to build a temporary shack, but that same old shack was later also to shelter his son Lazarus and his son's children, Jules ("Skinner"), Piquette, Valentine, Paul and Jacques. A few references to the Tonnerre family are made in *The Stone Angel* ; the moving short story "The Loons" is centered around Piquette ; Valentine appears in a brief but significant episode in *The Fire-Dwellers* ; but it is in *The Diviners*, Laurence's last novel, in which Skinner plays a decisive role in the heroine's life, that the métis theme is treated most extensively.

The writer insists on the miserable living conditions of the French half-breeds and their tragic experience of "belonging nowhere" (*The Fire-Dwellers*, p. 236) (2). The Tonnerres "lived all in a swarm in a shack somewhere" (*The Stone Angel*, p.112), "in ramshackledom" (*The Fire-Dwellers*, p.236) ; with the years "their settlement had been added to, until the clearing at the foot of the town hill

was a chaos of lean-tos, wooden packing cases . . . " (*A Bird in the House*, p.114) ; "the main shack has been put together with old planks, tarpaper, the lids of wooden crates, some shingles and flattened pieces of tin . . ." (*The Diviners*, pp.136-37). This wretched shack is successively to haunt Laurence's heroines : Hagar, Stacey, Vanessa, Morag. It is the symbol of the métis predicament. Piquette has tuberculosis in one leg ; the French Indians generally hold temporary jobs (they help with the threshing; the women are hired as domestic servants), they are low-paid workers and no better off than more recent immigrants, the Polacks and Galicians from the mountains (*cf. The Stone Angel*, pp. 43-44, 100). Skinner joins the army in the implicit hope of getting social promotion (as did, south of the border, the Blacks and Mexican-Americans during W.W.II). To the writer the half-breeds are "The Dispossessed" (*The Diviners*, p. 378), like the natives portrayed on McRaith's painting, culturally and economically dispossessed. Lazarus feels "a stranger in the place where he lived his whole life" (*ibid*, p.338).

They are made to feel doubly outcast by an ethnocentric society that both believes in the superiority of the white race and considers the half-breed as biologically and intellectually inferior : "Half a man was what the town would say" (*ibid.*, p. 462) . Added to this is the fact that the métis is a catholic. So the general feeling toward the latter is one of distrust. Small town racism - "the town's invisible stabbing" (*The Fire-Dwellers*, p.236) - makes it worse. Reminiscing about the Tonnerre boys, with whom her brothers liked to chum around, Hagar admits : "I wouldn't have trusted any of them as far as I could spit" (*The Stone Angel*, p.112) ; her father once forbade his son to go hunting with Jules because he wouldn't have him "gallivanting around the country with a métis" (*ibid.*, p.16) ; dating half-breed girls puts Bram, Hagar's husband, beyond the pale. When Dr. MacLeod, the father of Vanessa, the young heroine of "The Loons", insists on taking the sickly Piquette with them to Diamond Lake, grandmother MacLeod refuses to go along ; she is prejudiced against the Tonnerre girl not so much because she has tuberculosis as because she is one of those half-breeds who don't belong anywhere, neither Cree nor Scots Irish and Ukrainians, "neither flesh, fowl, nor good salt herring" (*A Bird in the House*, p.115). In *The Diviners*, the French Indians are discriminated against beyond the grave as they are denied admittance into the local graveyard ; when Lazarus died people were afraid of "his half-breed bones spoiling their cemetery" (p. 268). The colonialist attitude of Brooke, Morag's husband, who grew up in India and was brought up to look down on the "native", adds his own particular note to the racist chorus of the old Scots Irish Presbyterian pioneering families of the book.

Another false attitude to the métis emerges from the Manawaka books ; some tend to romanticize him as did, and still do, the Americans in the case of the

Indian and the Mexican-American. This romantic view of the indigenous people is illustrated by the short story "The loons" : young Vanessa sees Piquette in romantic terms, "as an Indian" (*A Bird in the House*, p.120), as a child of the earth, who should as such have an intimate knowledge of nature's mysteries - in this particular case - of the loons. And she is quite surprised that the métis girl should fail to respond in the expected way :

' I bet you know a lot about the woods and all that, eh ? ' I began respectfully.

Piquette looked at me from her large dark unsmiling eyes.

'I don't know what in hell you're talkin' about', she replied. 'You nuts or somethin' ? If you mean where my old man, and me, all them live, you better shut up, by Jessus, you hear ? ' (*ibid.*, p.120).

Neither attitude, ethnocentric or romantic, is right. In neither case does the white see the Other as he really is. Whether he needs to justify his feeling of superiority or to fill in a lack in his own self he presents a disparaging or an exaggerated image of the métis.

Forced into a "long silence" (*A Bird in the House*, p.114) after the hanging of Riel, made to live on the fringes of a society whose approach is anything but objective, the métis resents his alienation but fails to overcome it. Skinner hates cities as synonymous to him with a white well-to-do world he is not able to enter (*The Diviners*, p.340). Though a talented singer and despite his defiant attitude, he is a loser ; his career will symbolically come to an early end. When he was only 37 his face already bore an ominous resemblance to the ravaged face of Lazarus as if he were fatally conditioned by a race in the process of rapid deterioration (*ibid.*, p.337). Piquette's attempt at making it into white society is also doomed to failure ; in order to get out of Manawaka and a restrictive environment she marries an all English boy - tall and fair - but he abandons her and their two children ; the three of them are soon to perish when the shack they have come back to mysteriously catches fire. Skinner's death from throat cancer, Piquette's awful end by fire are both symbolic of the tragic fate of the métis.

With heart-felt sympathy Laurence records the painful misery of the French Indians, whose decay contrasts with the wealth of the rest of the nation" : . . . her presence is a reproach to me, for all I've got now and have been given . . .", thinks the heroine of *The Fire-Dwellers* (p.237) when first confronted with Valentine Tonnerre on the street ; but later she confesses : "Too little can be said, because there is too much to say. And I'm relieved to be going because I can't cope here" (*ibid.*, p.240) ;

neither can Laurence ; she is very conscious of the harm done to the half-breeds but never presses the point, never suggests a possible remedy. No polemist she. She is no more willing to go to war for them than she is to fight for women's rights. In her works the métis operates mainly on another level, a symbolic one.

The métis reacts to his alienation in a negative way. An eye for an eye. To scorn and distrust he responds by hatred and defiance. By pitting the French Indians against the Scots Irish establishment Laurence seems to revenge herself for the past, for her unwilling adherence to the Presbyterian conventions of the milieu in which she grew up, to dismiss the formidable ghost of grandfather Simpson.

Defiance best characterizes Laurence's métis. When Vanessa first sees Piquette as she really is she is struck by "her defiant face" (*A Bird in the House*, p.124). Stacey is startled by Valentine's flashy outfit and blunt address :

' It is Stacey, ain't it ? Stacey Cameron ?
I dunno your married name ' (*The Fire-Dwellers*, p. 236).

Skinner is both aggressive and elusive ; he makes no secret of his contempt for the various audiences he performs to as a singer (Margaret Laurence loved that character) (3). Time and time again he pops up in Morag's life, demanding and cynical, and then goes.

In *The Diviners* Morag Gunn/Margaret Laurence enjoys telling and re-telling the saga of the métis along with that of her own people from Scotland : the Tonnerre family versus the Gunn clan, Lazarus Tonnerre versus Piper Gunn. The story of the present Tonnerre is replaced within the larger context of history :

Another thing is that Rider was also called Prince of the Braves. He wasn't all Indian, though. He was Métis, only back there, then our people called themselves *Bois-Brûlés*. Burnt wood. I dunno why. Maybe the fires they made to smoke the buffalo meat. Maybe their own skins, the way they looked (*ibid.*, p.145).

In his songs, fiercely assertive and resigned (like the Black man's blue) Skinner extols the feats of his métis ancestors :

Lazarus, rise up out of the Walley ;
Tell them what it really means to try.
Go tell them in the Town, though they always put you down,

Lazarus, oh man, you didn't die.
Lazarus, oh man, you didn't die (*ibid.* p.463).

Laurence goes as far as to invert the roles, as it were by presenting the métis as superior to his white protagonist, by somehow making the former into the mentor the instructor of the latter. The MacLeod girl's encounters with the suffering alienated Piquette has enlarged her awareness. When, years later, Vanessa comes back to Diamond Lake on a visit, the loons have vanished - so has Piquette - she finally realizes that the métis girl did understand the meaning of their "half-mocking, half-plaintive" call (*A Bird in the House*, p. 127). In the silence surrounding the lake she gets the ultimate message of the dead Piquette, who had perhaps known how to pain through mockery. The MacAindra family of *The Fire-Dwellers* is under the sway of Thor Thorlakson, a quack who sells rejuvenating pills. From the first his name had sounded to Stacey "made up" (*ibid.*, p.53) and his face vaguely familiar, but so far she has never been able to place him. Then comes thundering in Valentine Tonnerre (= Thunder in English), who loudly debunks the fake god of thunder, worshipped by those who can afford to buy his lies (he turns out to be nobody else but ugly little Vernon Winkler, who, as a boy, used to be the school-children's scapegoat and whose physique was drastically changed by surgery and built-up shoes). Morag has her first sexual experiences with Skinner and she keeps missing him, Pique is the fruit of their passionate embraces; and thus the author has her final revenge.

"I was big-boned like grandfather Connor and had straight black hair like a Blackfoot or Cree" (*A Bird in the House*, p.90), says the young heroine of "A Bird in the House", as if Vanessa viciously enjoyed identifying with a métis (wishful thinking on Laurence's part too?). At the end of *The Diviners*, when Pique, born from a Scots Irish mother and a French Indian father, now a social worker, leaves for the Wachakwa Valley to help her own people the two aspects of our theme merge: the métis, both a disturbing element of the Canadian scene and a means for Morag Gunn/Margaret Laurence to come to terms with her own inner conflict.

NOTES

1. *Indian and métis people represent 3 % of the population.*
2. *We refer the reader to the following editions: The Stone Angel (1964), Toronto: McClelland & Stewart-Bantam; The Fire-Dwellers (1969), McClelland & Stewart-Bantam; A Bird in the House, (1970), McClelland & Stewart, New Canadian Library; The Diviners (1974), McClelland & Stewart-Bantam.*
3. *Interview with Margaret Laurence at her cottage, near Peterborough, Ontario, on July 31, 1978.*

NOTES DE LECTURE

SURRÉALISME ET LITTÉRATURE QUÉBÉCOISE, par André-G. BOURASSA, Montréal,
Editions de l'Étincelle, 1977, 375 p.

par NEIL B. BISHOP.

L'ouvrage consiste en cinq chapitres qui étudient chacun un aspect du surréalisme québécois, et sont suivis de nombreuses notes riches en renseignements supplémentaires. Ces notes ainsi que la longue et très complète bibliographie (61 pages) témoignent d'un souci de rigueur qui confère à l'ouvrage de M. Bourassa une valeur scientifique de premier ordre. La bibliographie est suivie d'une chronologie qui rapproche utilement l'évolution du surréalisme québécois et celle du surréalisme international. Suivent des "Notes des illustrations" et un "Index des noms". L'ensemble constitue un indispensable instrument de travail pour les chercheurs.

Ce volume est en outre illustré de divers documents iconographiques. Les nombreuses reproductions d'œuvres plastiques québécoises sont particulièrement utiles, car le mouvement surréaliste, au Québec comme ailleurs, eut un grand retentissement dans le monde des arts plastiques. Les artistes plasticiens, les premiers au Québec à être réellement influencés par le mouvement surréaliste de Breton (nonobstant la présence, bien documentée par Bourassa, d'un certain esprit surréaliste dans la littérature québécoise dès le dix-neuvième siècle) sont allés plus avant en créant le mouvement automatiste, et semblent bien avoir constitué la principale force dynamique dans l'évolution du surréalisme au Québec (cf. Bourassa, pp. 12, 16, 63). C'est ainsi que Bourassa intitule son deuxième chapitre "De la peinture à la poésie" (pp.57-102) tout en dégageant l'apport important, dès les débuts du mouvement automatiste, du poète Claude Gauvreau, dont le "langage exploréen" allait constituer une tentative de réaliser avec des mots cette abstraction non-figurative que d'autres automatistes cherchaient à créer avec des couleurs.

Il s'agit bien d'un ouvrage d'histoire littéraire ; les Editions de l'Étincelle ont pourtant raison d'affirmer au dos du volume que cette "étude exhaustive du mouvement surréaliste", qui "permet de reconstituer les divers éléments d'une expérience vaste et multiforme", nous fait aussi découvrir bien d'autres aspects de "l'histoire esthétique, sociale et politique du Québec". L'ouvrage de M. Bourassa adopte une perspective globale qui dégage les rapports entre, d'une part, la littérature et le mouve-

ment surréalistes au Québec et, d'autre part, la vie culturelle, politique et sociale du Québec : répression politique exercée par le régime duplessiste, engagement social et politique de certains surréalistes, position des surréalistes et des automatistes québécois face au marxisme, au stalinisme et au trotskysme, réactions de quelques-uns envers la notion de l'indépendance québécoise.

Bourassa a le mérite d'avoir vu, à l'instar des surréalistes eux-mêmes, que le surréalisme ne se limite pas au mouvement né avec le premier manifeste de Breton, mais qu'il est aussi un état d'esprit (voire un mode de vie) qui, en art, met en œuvre certains moyens (pp. 11,14). Dans son premier chapitre, "Présages", Bourassa démontre que l'esprit surréaliste soufflait déjà dans le Québec du dix-neuvième siècle, le Québec de la *révolte* de 1837. Ces tendances surréalistes, celles des "bouches d'ombre" et du "romantisme cabalistique", Bourassa les retrouve chez Ph. Aubert de Gaspé fils, chez Octave Crémazie et surtout, chez Emile Nelligan. Bourassa passe ensuite au vingtième siècle pour dégager du surréalisme québécois les racines futuristes et dadaïstes.

Cette progression étape par étape montre que l'esprit rigoureux qui anime cet ouvrage se traduit par une démarche méthodique : Bourassa procède avec méthode. Celle qui caractérise d'autres belles réussites de l'histoire littéraire, et qui est à la fois simple et exigeante. Démarche qui comporte trois moments : connaître à fond la matière étudiée ; en dégager systématiquement les aspects pertinents ; présenter ceux-ci en étayant à chaque fois ses observations de preuves, celles-ci prenant chez Bourassa la forme de très nombreuses citations. Dans cet ouvrage rigoureux, rien n'est affirmé sans être aussitôt prouvé ou illustré de documents. Dans le cas présent, le premier moment de cette démarche - connaître à fond la matière étudiée - ne pouvait que comporter des exigences imposantes, et notamment celle d'une connaissance encyclopédique de la littérature et des autres arts au Québec depuis bien avant *Refus global*, manifeste de Borduas et de ses amis (1948), connaissance encyclopédique aussi du surréalisme et des mouvements qui l'ont précédé sur le sol européen, en littérature comme dans les autres arts, et bien sûr, de l'histoire politique et sociale du Québec et de l'Europe. Enorme travail, comme en témoigne la bibliographie (pp. 295-355). Bourassa a su éviter l'écueil consistant à présenter une énorme mosaïque historico-narrative ; il a structuré son étude selon les articulations d'une histoire culturelle qui obéit à des principes d'organisation reflétant la tendance des avant-gardistes québécois à intellectualiser leurs visées et leur évolution, à les exprimer par écrit, voire sous forme de manifeste.

Cette démarche méthodologique évite ce qu'une telle étude aurait pu avoir de monotone ou de "cataloguisant" grâce à la variété des documents et sources utili-

sés, grâce aussi à une perspective qui déborde largement la littérature. La progression est chronologique, à quelques exceptions près. Bourassa étudie séparément des regroupements ayant existé en même temps. Loin de fausser ainsi la réalité historique, Bourassa la préserve : ces divers regroupements ne furent pas le fruit du hasard, mais correspondaient à des divergences esthétiques et idéologiques réelles, d'où parfois un certain exclusivisme.

Tout en accordant une place privilégiée - à juste titre - à des hommes tels que Borduas et Claude Gauvreau, Bourassa met particulièrement en valeur le mouvement automatiste lui-même, principale manifestation de l'esprit surréaliste au Québec au vingtième siècle, et excellent exemple de l'apport original des Québécois au mouvement surréaliste international. Le lecteur européen peu familier de la littérature québécoise se passionnera tout particulièrement, sans doute, pour les pages consacrées à l'automatisme québécois. Bourassa ne néglige pas pour autant d'autres regroupements importants, tel que celui qui s'est formé autour du peintre Pellan.

L'auteur a encore le mérite de nous faire voir qu'en matière d'esprit surréaliste, l'automatisme québécois était loin de n'être qu'une simple caisse de résonance du surréalisme international. Bourassa révèle non seulement que l'esprit surréaliste avait, dès le dix-neuvième siècle, ses racines en terre québécoise, mais démontre également qu'au cours de l'évolution vers le mouvement surréaliste du siècle actuel, des Québécois étaient parfois en avance sur ce qui se faisait en Europe (p. 24). C'est le souci de coller à la réalité québécoise qui explique l'existence même de *Refus global* (1948), que Borduas et ses amis ont préféré élaborer au lieu de se contenter de signer le manifeste européen, *Rupture inaugurale*, comme les y invitait Breton (pp. 103-4). Bourassa cite un texte capital de Fernand Leduc dans lequel est précisée la distinction à faire entre la conception bretonienne d'une peinture "porteuse de message" et celle des automatistes, celle d'une peinture qui serait "langage direct, en soi" (p. 84). Mais il ne s'agissait pas non plus d'un hautain repli sur soi, d'une fermeture appauvrissante : un *dialogue* constructif et utile à tous s'est engagé, comme en témoigne la correspondance de certains Québécois avec André Breton et les commentaires qu'ils font sur leurs rapports avec lui, correspondance et commentaires utilement mis en relief par Bourassa.

Cet ouvrage équilibré ne manque pas, bien entendu, de mettre en lumière la grande importance de l'apport européen dont les chemins d'accès vers le Québec furent multiples : séjours en Europe de plusieurs Québécois, retours de Québécois et séjours de Français (y compris André Breton) provoqués par la deuxième guerre mondiale, communication aux automatistes montréalais du manifeste *Rupture inau-*

gurale par Riopelle en 1947 - de quoi passionner, d'ailleurs, ceux qui s'intéressent aux mécanismes de la communication culturelle transatlantique au vingtième siècle. Cette ouverture des surréalistes et automatistes québécois aux influences extérieures était d'autant plus indispensable, qu'ils faisaient l'objet d'une véritable répression de la part du pouvoir politico-religieux.

C'est dans sa "Conclusion" (pp. 289-292) que Bourassa aborde la question importante de la spécificité québécoise dans le cadre du mouvement surréaliste, et cela dans deux pages précédées du sous-titre "Particularités québécoises du surréalisme". Son observation principale, à ce propos, tient en une seule phrase : "L'autonomie des automatistes québécois tient, croyons-nous, en ce que les automatistes rêvent sur toile et papier . . . (sic) sur écran paranoïaque, au lieu de transcrire sur papier leurs rêves antérieurs". (p.290). Bourassa, qui étend ainsi à la littérature l'opposition établie par Leduc entre la peinture "porteuse de message" des surréalistes et la peinture "langage direct, en soi" des automatistes, souligne donc que ce n'est pas le degré d'importance accordée au rêve qui distingue les automatistes québécois des surréalistes européens, mais le *moment* de son intervention dans le processus créateur (p. 290).

Certains regretteront, peut être, de ne pas trouver plus amplement développée cette description de la spécificité québécoise par rapport au mouvement surréaliste. En fait, l'on ne saurait reprocher à Bourassa de ne pas s'être efforcé de voir plus d'originalité - et, surtout, plus de québécity - qu'il n'y en eut. Bourassa nous met utilement en garde contre la tentation d'attribuer à Borduas et à Gauvreau des préoccupations nationalistes qui ne furent guère les leurs (p. 251). Si le souci de voir s'épanouir une spécificité québécoise caractérise l'avant-garde québécoise d'aujourd'hui, il n'en allait pas ainsi chez leurs devanciers surréalistes et automatistes, pour conscients qu'aient pu être ceux-ci, nous l'avons vu, de cette spécificité. A cette différence d'attitude - sur laquelle Bourassa ne s'attarde pas et qu'il ne cherche pas à expliquer, on ne saurait tout faire, et ce n'était pas là son propos - nous voyons, pour notre part, deux raisons principales. D'une part, le surréalisme lui-même fut un mouvement international et internationaliste, volontiers méfiant de toute notion de barrière, de frontière ou d'Etat : il n'est pas étonnant, dès lors, que des préoccupations nationalistes, fussent-elles de libération nationale, aient été absentes de l'esprit des surréalistes et automatistes québécois. D'autre part, le souci de la spécificité québécoise (ou canadienne-française, comme l'on disait à l'époque) était plutôt l'apanage des milieux conservateurs et religieux, soucieux de valoriser la spécificité du "terroir" et celle d'un peuple resté "français et catholique" - ceci, bien souvent, afin de susciter chez cette population une attitude hostile à toute idée venue de l'extérieur (marxisme, surréalisme,

térise son livre tout entier, et dont on lui sait gré. Pour exhaustif qu'il soit, donc, dans le cadre de son corpus, l'ouvrage de Bourassa ne manque pas d'ouvrir de nouvelles perspectives à la recherche. Il serait intéressant, sûrement, de se pencher sur la production d'un grand nombre de jeunes écrivains québécois pour y chercher, d'une part, l'influence des mouvements surréaliste et automatiste et, d'autre part, la présence de l'esprit surréaliste, en s'inspirant des recherches qu'a effectuées Bourassa sur un corpus déjà énorme.

L'on sait que le surréalisme est né grâce, en partie importante, au développement de la psychanalyse. On aurait pu souhaiter que Bourassa nous fournisse quelques renseignements sur le développement de cette science au Québec, et sur ses éventuels rapports avec le développement du surréalisme et de l'automatisme québécois.

Il est à peine besoin de préciser que cet ouvrage, venant s'ajouter à la liste encore relativement courte d'ouvrages synthétiques consacrés à la littérature québécoise, est d'ores et déjà l'une de nos plus précieux moyens de mieux la connaître.

SOMMAIRE

| | |
|---|-----|
| AVANT-PROPOS. | 1 |
| SOMMAIRE | 3 |
| Léon DION | |
| Le Canada et le Québec : la part du nationalisme | 5 |
| K.D. Mc RAE | |
| Louis Hartz's concept of the fragment society and its applications to Canada | 17 |
| David LEWIS | |
| The origins and development of the ideology of social democracy in Canada | 31 |
| S.J. KIRSCHBAUM | |
| Existe-t-il un nationalisme canadien anglais ? | 45 |
| Howard L. SINGER | |
| The Canadian constitution and constitutional change | 63 |
| Jacques PORTES | |
| Les étudiants du séminaire de Chicoutimi (1874-1919) | 77 |
| Gillian PORTER-LADOUSSE | |
| The Unicorn and the Boody Hatch : An interview with Margaret Atwood | 97 |
| Marcienne ROCARD | |
| The métis in Margaret Laurence's Manawaka Works | 113 |
| Notes de lecture : Neil B. BISHOP | |
| Surréalisme et littérature québécoise André G. Bourassa | 119 |

UNIVERSITY OF SUDBURY

IN FEDERATION WITH
LAURENTIAN UNIVERSITY
ONTARIO, CANADA

SUMMER SCHOOL

IN CANADIAN STUDIES
AND ENGLISH LANGUAGE

FOR FOREIGN STUDENTS

AUGUST 1979

The aim of the Summer School is to acquaint the student with the Canadian culture and institutions and to improve his knowledge of the English language. In addition the School will introduce him to Northern Ontario and some of its cities in a series of planned visits.

These non credit courses require no formal examinations. They are designed for:

- students visiting Canada during the Summer months
- persons on a prolonged visit who wish to prepare their stay in Canada.

DATES: Instruction begins Monday, July 30th 1979
Last day of classes, Friday, August 31th.

PLACE: University of Sudbury
On the Laurentian Campus, Ramsey Lake Road, In the City of Sudbury, Province of Ontario.

RESIDENCE: The Lucien Matte Residence on the campus.

MEALS: Campus cafeteria

FEES:

- courses: \$200 per person for the session
- residence: single Room: \$150 for 5 weeks
double Room: \$100 for 5 weeks
- meals: approximately \$6 per day.

PROGRAMME

Non-credit courses during five weeks - Monday to Friday
(no classes Saturday and Sunday)

Morning: LANGUAGE TRAINING (2 hours)

9.00: Instruction in English pronunciation and audio training (1 hour)

10.30: Situational and role-playing exercises with emphasis on idiomatic structures (1 hour)

Afternoon: CANADIAN CULTURE (lectures from 2.00 to 3.00 p.m.)

1st WEEK:

HISTORY OF CANADA

- Geography, geomorphology, environment
- The beginnings: migrations, explorations
- The French: Struggle for a Continent: 1600 to 1760
- Colony: Building of a Country: 1763 to 1864
- Confederation: Quest for Nationhood: 1867 to 1979

2nd WEEK:

SOCIOLOGY OF CANADA

- Native Peoples: their Culture, Problems and Issues
- French Society, Quebec culture
- British Tradition
- Neo-Canadian: Immigration and Integration
- Sports, Recreations, handicraft

3rd WEEK:

POLITICS OF CANADA

- Overview of the three levels of government
- Federal Government: Parliament; the ministries, departments, policies, party system
- International relations
- Provincial governments: Ontario, Quebec
- Municipal government: Regional Municipality of Sudbury

4th WEEK:

ECONOMICS OF CANADA

- History and Development: Relations with USA
- Labor and Manpower Market
- Industry, Communication, Transportation
- Research, Science, Professions, Health
- Educational System by Levels: Provincial Jurisdiction

5th WEEK:

A) LITERATURE AND ARTS IN CANADA

- Periods & Traditions: Franco, Anglo & Others
- Novel, Drama, Poetry
- Cinema, Television, Dance
- Painting and Music: Performance and Composers

B) ISSUES IN CANADA

- a) political: federalism, separatism
- b) Cultural: multiculturalism & assimilation,
bilingualism
- c) Economics: regionalism
inequalities and disparities,
americanism

(THE SEQUENCE OF LECTURES IS SUBJECT TO CHANGE)

EXTRACURRICULAR ACTIVITIES during the weekends (optional)

THESE WILL INCLUDE VISITS

- to local industrial establishment (Inco, Falconbridge)
- to museums (Laurentian, Numismatic, etc.)
- concerts and other entertainment

ON CAMPUS FACILITIES

Swimming at private beach and other sports.

APPLICATION FORM

PLEASE PRINT

GIVEN NAMES

SURNAME OR FAMILY NAME

BIRTHPLACE

BIRTHDATE

CITIZEN OF

PRESENT ADDRESS

ADDRESS IN CANADA

TELEPHONE

MOTHER TONGUE

KNOWLEDGE OF ENGLISH

GOOD SOME

PRESENTLY STUDYING AT

LEVEL _____

DISCIPLINE: _____

RESERVATION OF ROOM:

DOUBLE

SINGLE

A deposit of \$100 for room and courses to be made payable to University of Sudbury by June 1st 1979.

A RETOURNER A

L. MICHAUD, Recteur
University of Sudbury,
Ramsey Lake Road,
Sudbury, Ontario, CANADA.
P3E 2C6

ÉTUDES CANADIENNES/CANADIAN STUDIES

L'Association Française d'Études Canadiennes diffuse **ÉTUDES CANADIENNES/CANADIAN STUDIES**, à raison de deux numéros par an (parution juin et décembre).

Cette publication accueille toute étude intéressant le Canada et rend compte des activités de l'Association. Les textes doivent être envoyés à M. Pierre SPRIET, UER d'Anglais, Université de Bordeaux III, 33405 Talence Cedex,

Prix des anciens numéros :

- N° 1 FRANCE : 20 Frs — ÉTRANGER : 25 Frs ou \$ 7.00
- N° 2 FRANCE : 25 Frs — ÉTRANGER : 25 Frs ou \$ 7.00
- N° 3 FRANCE : 25 Frs — ÉTRANGER : 25 Frs ou \$ 7.00
- N° 4 FRANCE : 25 Frs — ÉTRANGER : 25 Frs ou \$ 7.00

Pour se les procurer, écrire au siège social de l'AFEC ou à J.M. LACROIX 6, rue Racine, 33170 Gradignan, France